

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50

MERCREDI 1^{er} FÉVRIER 2023 / N° 7535

Supplément

Retrouvez l'actualité et toutes les offres immobilières



Iran

Le sort précaire d'Olivier Vandecasteele, condamné à 40 ans de prison et 74 coups de fouet ●●● PAGE 5

Sport

Le freerider Aymar Navarro raconte sa terrible chute à l'Xtreme de Verbier ●●● PAGE 16

Cinéma

Kung-fu et potion magique dans «Astérix et Obélix. L'Empire du Milieu» ●●● PAGE 18

L'Entente genevoise en coma dépassé

ÉLECTIONS Pour la première fois depuis très longtemps, Le Centre et le PLR partent en ordre dispersé pour les scrutins cantonaux des 2 et 30 avril prochain

■ La droite pourrait bien du coup rester minoritaire au Conseil d'Etat même si, officiellement, les deux partis espèrent se rabi-bocher entre les deux tours

■ Comment cela est-il possible? Le Petit Poucet de la désunion, l'ex-PDC, s'est émancipé de son cousin attiré par l'UDC, et la dynamique commune a explosé

■ Dans une crise grave, la droite du bout du lac espère sauver les meubles en rattrapant le retard pris sur la machine bien huilée enclenchée à gauche. Mirage?

●●● PAGE 6

Les écoles lausannoises et de La Côte en grève

SALAIRES Revendiquant une indexation entière des salaires, la fonction publique vaudoise appelait hier à la grève. Cette nouvelle journée de débrayage a été marquée par une hausse de la participation des enseignants. Le 23 janvier, 30 écoles sur les 93 que compte le canton se mettaient en grève. Elles étaient 39 mardi. Mais la mobilisation du milieu scolaire est plus fragmentée qu'il n'y paraît. Les établissements en grève sont essentiellement situés dans la région lausannoise et sur l'Arc lémanique. Plus on s'éloigne de la capitale, plus la mobilisation faiblit. Dans le Nord vaudois, comme à Yverdon, les grévistes étaient rares. Analyse. ●●● PAGE 7

Nestlé, un si long conflit

VAUD Une ancienne responsable de la sécurité alimentaire chez Nestlé se bat depuis plus de dix ans contre son ex-employeur

■ En 2020, la Cour d'appel a finalement jugé que le groupe n'avait pas protégé la cadre, victime de harcèlement. Ce dernier ne fera pas recours

●●● PAGE 11

«Eo», une ode sauvage à la liberté



CINÉMA Avec «Eo», le cinéaste Jerzy Skolimowski poursuit dans sa veine chaotique et picturale. On y suit le parcours à travers l'Europe d'un âne promu protagoniste principal. Un film d'une incroyable puissance expressive, primé à Cannes. (ANETA GEBSKA/FILIP GEBSKI)

●●● PAGE 19

ÉDITORIAL

La faillite du pouvoir britannique

STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Des centaines de milliers de Britanniques dans la rue dont des enseignants, cheminots et infirmiers, une inflation galopante, des coûts énergétiques astronomiques. Ce n'est pas le Royaume-Uni du travailliste Jim Callaghan de la fin des années 1970, mais celui de Rishi Sunak, le cinquième premier ministre tory depuis que les conservateurs ont repris Downing Street en 2010 après treize ans de pouvoir travailliste.

Les crises multiples, économique, sociale, sanitaire, constitutionnelle, que traverse le Royaume-Uni peuvent s'expliquer en partie par une succession malheureuse de phénomènes imprévus: la crise financière de 2008, le Brexit, la pandémie de covid et les conséquences de la guerre en Ukraine. Mais elles relèvent aussi de l'incompétence criante d'un personnel politique qui n'a jamais réussi à développer une vision politique pour le pays.

Depuis le départ de Gordon Brown,

le Parti travailliste s'est montré extraordinairement faible. Du côté des tories, ce n'est pas mieux. Misant sur les europhobes pour accéder à la tête du parti en 2005 puis du pays en 2010, David Cameron a placé avec légèreté le Royaume-Uni sur la trajectoire dévastatrice du Brexit, pariant sur le miracle libéral de la «Big Society». L'un de ses successeurs, Boris Johnson, a vendu du mensonge en laissant

croire que le Royaume-Uni avait la capacité, hors de l'Union européenne, de reconquérir son influence d'antan. Or, même la politique étrangère offensive de Londres par rapport à l'Ukraine ne trompe personne.

Pour ses 100 premiers jours, Rishi Sunak doit gérer une situation intenable. Le Brexit coûte au pays plus de 120 milliards de francs par an en perte de production, et le Royaume-Uni est la seule économie

majeure qui devrait être en récession cette année. La paupérisation d'une partie de la nation ne cesse d'alimenter la colère sociale et les syndicats, qu'on croyait définitivement cassés après les années Thatcher, retrouvent leur force de frappe.

Face à un Royaume-Uni en crise, la faiblesse du pouvoir politique n'augure rien de bon. Et au vu de l'actuelle inflexibilité du premier ministre face à la contestation, les jours de Rishi Sunak à Downing Street pourraient être comptés.

●●● PAGE 3

Le Brexit coûte au pays plus de 120 milliards de francs par an

2 Débats

Portables et piratage, un défi mondial

OPINION

Novembre 2022, on apprend que les portables des ministres des Affaires étrangères de Suisse et du Royaume-Uni ont été piratés. Pendant des mois. Les appareils des premiers ministres ou des chefs de l'opposition en Espagne, en Finlande, en Grèce, en Pologne et en Hongrie ont subi le même sort en 2021. On ne parle là que des piratages reconnus publiquement par les victimes.

Nos responsables politiques sont-ils négligents? Pourquoi n'utilisent-ils pas leurs smartphones cryptés, professionnels?

Bien sûr, ils pourraient, ils devraient être plus prudents, et présupposer que leurs smartphones peuvent être piratés, de toutes sortes de façons; mais s'ils se laissent prendre, c'est toujours «pour les mêmes raisons que nous tous», comme dit *The Economist*. Ils n'utilisent pas leurs appareils «professionnels» car une grande majorité de ceux à qui ils ont besoin de parler – collègues, députés, collègues internationaux, parents, amoureux – n'ont pas de téléphones compatibles avec des appareils «professionnels». Les dirigeants sont donc obligés d'utiliser les téléphones portables, les «app stores» et les applications grand public. Ils doivent même s'autocensurer pour minimiser leurs risques.

Les smartphones ne peuvent-ils pas être rendus plus sûrs? Les hackers sont-ils tout simplement trop bons?

Chaque année, Apple et les principaux fabricants de téléphones Android apportent de nouvelles améliorations en matière de sécurité. Qui s'avèrent toujours insuffisantes. Pourquoi?

Bien sûr, les pirates – qu'ils agissent ou non au nom d'un Etat – augmentent en permanence et considérablement leurs investissements. Mais nous savons comment créer des normes et des dispositifs informatiques à la fois fiables et sûrs contre les attaques les plus avancées, et accessibles à l'interception uniquement par des

entités convenues. Cela a été prouvé dans les faits par Crypto AG, le leader suisse des communications diplomatiques top secret occidentales pendant la guerre froide, dont il a été révélé en 2020 qu'elles avaient été interceptées par deux agences de renseignement; et soutenu sur le plan de la théorie par un petit nombre d'experts et de chercheurs, réunis autour de la Trustless Computing Association.

Il existe deux causes profondes à cette insécurité chronique. D'abord, la concurrence dans les smartphones haut de gamme entraîne hyper-complexité et obscurité. Ensuite, le besoin – inavoué – de s'assurer secrètement que des pays puissants puissent malgré tout les pirater à tout moment, pour contrer les terroristes, les criminels et les nations ennemies.

Le nombre de personnes piratées pourrait approcher les centaines de milliers: une catastrophe pour la souveraineté démocratique

Aussi critique qu'il soit, le problème est-il limité aux hauts fonctionnaires? Le nombre réel des victimes de piratage est très difficile à estimer, puisque les agences de renseignement doivent faire en sorte que les criminels et les terroristes surestiment la sécurité de l'informatique sécurisée, tandis que les entreprises informatiques sécurisées jouent le jeu. Mais de temps en temps, des données concrètes sont publiées.

En juin 2022, le groupe NSO a témoigné devant les 42 membres de



RUFO GUERESSCHI
MILITANT, ENTREPRENEUR DANS LE DOMAINE DE LA DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE

la commission PEGA du Parlement européen, qui travaille sur les logiciels espions. Plus de 12 000 citoyens par an sont piratés via son système Pegasus, selon ses déclarations. Or ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, car ce nombre ne prend pas en compte 1) les dizaines d'autres sociétés de logiciels espions similaires qui louent ou vendent leurs solutions à des nations et à des groupes privés; 2) les personnes directement piratées par les agences de renseignement des pays puissants et leurs mandataires; 3) les centaines ou milliers d'autres entités qui trouvent, achètent, volent ou simplement payent pour accéder illégalement à des utilisateurs à haut profil, en raison de la nature subreptice des moyens par lesquels les nations puissantes s'assurent de maintenir leur accès.

Il faut aussi savoir qu'une grande majorité de ces cybercrimes mettent des mois ou années à être identifiés (quand ils le sont) car ils ne laissent souvent aucune trace. Lorsqu'ils sont découverts, ils restent presque toujours secrets, car victimes comme agresseurs n'ont rien à gagner à les signaler. Les victimes ne sont pas tenues de divulguer un piratage. Le piratage de hauts fonctionnaires est souvent classé secret d'Etat.

Ainsi, le véritable nombre de personnes piratées pourrait approcher les centaines de milliers: une catastrophe pour la souveraineté démocratique, qui déforme et étouffe le dialogue diplomatique.

L'interdiction ou la réglementation des logiciels espions pourraient-elles être une solution? C'est ce que propose

un récent rapport de 150 pages d'une commission du Parlement européen, qui suit les recommandations des principales organisations de défense des droits de l'homme basées aux Etats-Unis. Mais une interdiction des logiciels espions n'empêcherait pas les pays non réglementés et les criminels d'espionner, tandis que les agences de sécurité dûment autorisées, elles, ne pourraient pas intercepter les criminels les plus dangereux...

Des réglementations appropriées seraient plus utiles et nécessaires, mais elles sont soumises à des complexités techniques et juridictionnelles largement insolubles, inhérentes à la manière dont les logiciels espions sophistiqués sont construits et déployés à l'échelle mondiale, et à la complexité et au secret des appareils mobiles sécurisés, qui rendent leur application largement inefficace.

Lorsque les cybercrimes sont découverts, ils restent presque toujours secrets, car victimes comme agresseurs n'ont rien à gagner à les signaler

Il est clair que le point de départ de toute solution doit être une offre élargie d'appareils portables plus sûrs. Nous savons comment faire cela, comme mentionné ci-dessus. Mais comment garantir que la meilleure ingénierie possible soit appliquée et que les chaînes d'approvisionnement soient protégées de tentatives sophistiquées de compromission? Comment assurer une large adoption de tels appareils

sur un marché hégémonique des appareils portables mobiles? Comment empêcher que des criminels, des terroristes et des nations adverses, en abusent?

Pour convenir, une solution devrait donc être à la fois largement adoptable et approuvée à l'échelle mondiale par une grande majorité de personnes sensibles du monde entier, et ne permettre de manière fiable qu'un accès légal qui soit légitime, tant au niveau national qu'international. Peut-être qu'un petit nombre de nations représentant chaque région du monde pourrait prendre les choses en main pour reprendre le contrôle total, en créant conjointement 1) un nouvel organisme de certification intergouvernemental, ouvert à toutes les nations, pour garantir à la fois la plus grande confidentialité et un accès légal légitime en personne suffisamment sûr, ainsi que 2) une nouvelle catégorie de produits que cet organisme devrait certifier: nous songeons à un dispositif mobile autonome très fin, aux caractéristiques et performances moins avancées qu'un smartphone actuel mais ultra-sécurisé, si petit qu'il peut être intégré dans un portefeuille adapté mais utilisable comme un portefeuille normal. Ce dispositif pourrait être «intégré» au dos des smartphones haut de gamme de n'importe quel fabricant global de téléphones, ce qui permettrait de résoudre les problèmes de sécurité sans avoir à transporter de dispositif supplémentaire.

Des représentants de plusieurs pays discuteront de ces perspectives de solutions lors de la 9e édition du Free and Safe in Cyberspace, un atelier organisé by la Trustless Computing Association qui se tiendra pour la troisième fois à Genève, les 14 et 15 mars 2023. ■

Retrouvez une version longue de cette tribune avec les liens vers les études mentionnées sur notre site.

SUR LES BLOGS

Dis papa, c'est quoi un libéral?

Un centre sportif avec une piste de ski indoor est annoncé à Genève, de quoi énerver Jenoe Shulepov Bucher, président des vert libéraux – Ville de Genève, qui fustige le PLR, soutien du projet: «Il est grand temps que des libéraux avec une véritable conscience écologique viennent apporter un peu de bon sens au Grand Conseil genevois. Oui, on peut être Vert et libéral... Il me semble même qu'on devrait tous avoir une priorité écologique, et dans la mesure du possible un minimum de bon sens économique.» A lire sur:

www.letemps.ch/blogs

Quel journaliste refuserait de déjeuner avec Emmanuel Macron?

RÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

D'un côté du Jura, c'est l'affaire des fuites impliquant l'ex-chef de la communication d'Alain Berset et le CEO du groupe de presse Ringier qui défraye la chronique. De l'autre, c'est le déjeuner plus du tout secret d'Emmanuel Macron avec dix puissants éditorialistes de la presse française. Un «off» dans les règles de l'art à la veille de la première journée de mobilisation contre la réforme des retraites. Et là aussi la polémique a pris comme une trainée de poudre.

Commençons par le rappeler, un «off» n'est pas une fuite. Il n'était pas question de se refléter sous le manteau des documents confidentiels, mais de présenter un point de vue que lesdits éditorialistes seraient ensuite libres d'utiliser comme bon leur semble mais sans citer le président. Le secret n'a pas tenu un jour, dès le lendemain tout le monde était au courant de ce que pensait le président. Et ce n'est pas plus mal.

Les journalistes ont donc profité de ce qu'ils avaient entendu au cours de

cette rencontre pour faire savoir, avec plus ou moins de finesse, dans leurs articles et sur leurs plateaux, ce qu'il se passait «dans l'esprit du président», ce qu'ils avaient appris de déclarations faites «en privé» sur «l'état d'esprit du chef de l'Etat». Les formules variaient du «dit-on à l'Elysée» au «d'après ce qui nous est raconté» en passant par les beaucoup plus limites, «selon ses proches» ou «dans l'entourage du président de la République».

Bref, ces éditorialistes ont jonglé comme ils pouvaient pour dire aux Français ce que pensait leur président sans le citer verbatim. Ils l'ont fait, en apparence en tout cas, sans se laisser influencer sur leur propre opinion. On les accuse pourtant de faire de l'intox, de la propagande, d'avoir été manipulés pour diffuser «les éléments de langage» du président en cachette et de s'être soumis à un exercice de communication en bon «perroquet du pouvoir». La France insoumise parle de «journalisme courtisan», de «manipulation», de «transaction



PAUL ACKERMANN
@paulack

Tant que les fuites et les «off» se font sans contrepartie, ils font avancer l'information, c'est l'essentiel

contraire à la déontologie». Le fondateur de Mediapart, Edwy Plenel, parle de «journalisme de gouvernement» et, surtout, tout ce que les réseaux sociaux comptent de complotistes se sert de la séquence pour dénoncer encore une fois une presse au service du pouvoir.

Emmanuel Macron voulait défendre son point de vue sur ce dossier, mais sans être cité. C'est son droit, même s'il serait bien sûr plus sain qu'il le fasse publiquement, en «on». Les journalistes voulaient entendre ce qu'il avait à dire. C'est leur droit aussi. Peut-être même est-ce leur devoir d'en savoir le plus possible. Que demande-t-on aux journalistes? De se boucher les oreilles? De se contenter de dupliquer des communiqués de presse standardisés?

Et au bout du compte, quel journaliste refuserait de déjeuner avec le président de la République et d'avoir accès à son point de vue en première main, même si cela doit impliquer de ne pas le citer nommément? Ceux

qui n'étaient pas invités semblent découvrir la lune. Quelle hypocrisie quand on sait le nombre de «off» organisés par les collaborateurs de l'Elysée et la plupart des ministères (sans parler des ambassades et des partis d'opposition)! Certains de ces rendez-vous se font en petit comité, sur le modèle du déjeuner élyséen, d'autres sont ouverts à toute la presse accréditée, plusieurs fois par semaine en audioconférence.

Un «off» n'est pas une fuite et il y a mille sortes de «off». Les fuites et les «off» peuvent être utiles pour compléter la vision que l'on se fait d'un dossier. Tant qu'ils se font sans contrepartie, ils font avancer l'information, c'est l'essentiel. Ensuite, charge au journaliste de rester indépendant et honnête dans la restitution des points de vue qu'il aura récoltés, de ne pas faire siennes les déclarations que le puissant aura voulu faire passer. Bref, de ne pas se transformer en influenceur sous influence. ■

Rishi Sunak à l'épreuve de la rue

MOBILISATION La plus grande journée de grève depuis trente ans se déroule ce mercredi, étendant la grogne sociale aux écoles. Le gouvernement parie sur le pourrissement du mouvement. En vain pour l'instant

ERIC ALBERT, LONDRES
@iciLondres

Et maintenant, les enseignants. Ce mercredi, les professeurs des 23 400 écoles, collèges et lycées d'Angleterre et du Pays de Galles rejoignent le vaste mouvement de contestation sociale qui secoue le Royaume-Uni depuis l'été dernier. La journée promet d'être la plus grande grève coordonnée du Royaume-Uni depuis trois décennies: outre les enseignants, les cheminots de 15 compagnies ferroviaires vont débrayer, ainsi que 100 000 fonctionnaires travaillant pour 124 agences différentes, dont celles des statistiques, des douanes, des autoroutes, des examinateurs faisant passer les permis de conduire... Le gouvernement a appelé à la rescousse 600 militaires, notamment pour assurer le contrôle des passeports dans les aéroports.

Après six mois de contestation rampante, commencée au début de l'été 2022, le mouvement semble se durcir. Dans les milieux proches du pouvoir, la fermeture annoncée d'une grande majorité des écoles inquiète. «La grève des enseignants pourrait marquer un tournant», s'alarme en privé une députée conservatrice influente. Elle qui n'est pourtant pas tendre avec les syndicats («Tous des militants corporatistes qui ne s'intéressent qu'à leurs salaires!») estime que la journée d'action de ce mercredi va probablement avoir une portée symbolique importante. «Jusqu'à présent, beaucoup de gens pouvaient contourner les grèves des transports en travaillant de chez eux. Mais cette fois-ci, ils vont se retrouver avec leurs enfants à la maison, dans un écho de ce qui se passait pendant la pandémie.» Jusqu'à 4,5 millions d'enfants pourraient voir leur établissement fermé.

Solidarité avec les grévistes

Le grand problème du moment est l'inflation, qui dépasse 10% et réduit d'autant le pouvoir d'achat des Britanniques. Après une décennie d'austérité dans la fonction publique, le résultat est un choc majeur pour le portefeuille

MAIS ENCORE

Brexit et énergie entravent l'économie

Le Royaume-Uni reste le seul pays du G7 à n'avoir pas retrouvé son niveau de produit intérieur brut d'avant la pandémie de Covid-19. «Le pays fait face à des problèmes spécifiques», notamment des factures d'énergie plus élevées qu'ailleurs, «qui pèsent sur le budget des ménages», ou encore «un important problème de main-d'œuvre dû initialement au Brexit mais aggravé» par la pandémie, explique Sophie Lund-Yates, analyste de Hargreaves Lansdown. (AFP)



Enseignants, personnel de santé, cheminots ou fonctionnaires, plusieurs centaines de milliers de personnes doivent manifester aujourd'hui. (LONDRES, 18 JANVIER 2023/CARLOS JASSO/AFP)

de nombreux Britanniques. Les infirmières calculent qu'elles ont perdu 19% de pouvoir d'achat depuis 2010. Les enseignants estiment que le recul atteint 23% dans leur cas. «Le tiers des enseignants quittent la profession au bout de cinq ans», s'alarme leur syndicat, le NEU. Dans ces conditions, les Britanniques se montrent plutôt solidaires envers les grévistes: 37% des Britanniques les soutiennent, alors que 28% s'y opposent, selon un sondage pour Sky News.

Dans ces circonstances, beaucoup de Britanniques risquent de s'agacer de l'attitude inflexible du gouvernement de Rishi Sunak, craint la même députée. Car cette vaste contestation sociale place le premier ministre britannique dos au mur, alors qu'il «fête» jeudi ses 100 jours au pouvoir. Si la panique financière est enrayée et qu'un certain calme est revenu, après la tempête provoquée par l'éphémère première ministre Liz Truss, les diffi-

cultés s'accumulent. Sur le front économique, le Fonds monétaire international prévoit que le Royaume-Uni sera cette année le seul grand pays occidental en récession, avec un recul du PIB de 0,6% prévu pour 2023. En comparaison, l'Allemagne, pourtant plus dépendante du gaz russe, doit stagner (+0,1%) et la zone euro connaître une légère croissance (+0,7%).

Sondages abyssaux

Au niveau politique, Rishi Sunak peine à maîtriser ses propres troupes, à commencer par le trublion Boris Johnson. Son décoiffé prédécesseur lui fait régulièrement de l'ombre, se faisant encore recevoir à Kiev par Volodymyr Zelensky le 22 janvier. L'homme, qui se rêve en Winston Churchill, s'est fendu d'un grand article estimant que l'Ukraine devait devenir membre de l'OTAN, allant à l'opposé de la ligne officielle britannique.

Quant aux sondages, ils sont abyssaux: le parti conservateur tourne autour de 27% de soutien, tandis que les travaillistes sont à 48%. Dimanche, le premier ministre britannique a encore dû mettre à la porte le président du Parti conservateur, Nadhim Zahawi, coupable d'une fraude fiscale de 5 millions de livres (5,7 millions de francs).

Avec une telle impopularité, et des grévistes soutenus par la population, le gouvernement britannique hésite sur l'attitude à adopter. D'un côté, Rishi Sunak tente de se présenter comme «Mr. Reasonable», affirmant qu'il «adorerait» accorder une augmentation de 19% aux infirmières, conformément à leurs revendications, mais que l'Etat ne peut pas se le permettre. De l'autre, il ordonne aux ministres de refuser de céder du terrain sur les revendications salariales. Il durcit aussi le droit de grève, avec une nouvelle loi imposant un service minimum. Voté en troisième lecture à la Chambre des

communes lundi, le texte s'apprête à être examiné par les Lords. Il prévoit, comme son nom l'indique, d'imposer un service minimum dans les services publics, notamment dans les transports et la santé. Le Parti travailliste le qualifie de «loi pour licencier les infirmières» et a promis de s'en débarrasser s'il parvient au pouvoir aux prochaines élections.

Cette volonté de faire pourrir la situation ne semble pas décourager les grévistes, au contraire. Le syndicat des enseignants a prévu sept jours de grèves, avec plusieurs journées de contestation limitées à certaines régions en février, puis deux journées de grève nationale en mars. En parallèle, les services de santé seront très fortement perturbés la semaine prochaine: tous les jours – sauf mercredi –, des débrayages des infirmières, des ambulanciers et des kinésithérapeutes sont prévus. Pour l'instant, tout indique que l'affrontement va continuer. ■

«Il faut remonter à 2008-2009 pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui»

GRÈVES Professeur à la London School of Economics (LSE), Tony Travers analyse les multiples crises qui touchent le Royaume-Uni. Selon lui, l'austérité britannique au sortir de la crise financière est en grande partie responsable de la situation actuelle

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Spécialiste de la politique britannique, Tony Travers commente la situation actuelle à l'heure où plus d'un demi-million d'employés de l'éducation vont descendre dans la rue ce mercredi.

Salaires, logement, santé, économie...

Quelles sont les causes profondes de ces crises multiples? Il faut remonter à la crise financière de 2008-2009 pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Les répercussions qu'a eues cet événement furent majeures sur la situation économique du Royaume-Uni, sa croissance et sa productivité. Et il est difficile de savoir précisément les effets qu'aura le Brexit sur la croissance à moyen et à long terme. Mais le Bureau pour la responsabilité budgétaire (OBR) a estimé qu'il pourrait réduire le PIB par habitant de 4%. Hormis le Brexit, il y a eu la pandémie de Covid-19. Au Royaume-Uni, on s'interroge sur l'impact qu'a eu la politique gouvernementale durant les confi-

nements sur la hausse de l'inflation. Aucun pays n'a été aussi touché que le Royaume-Uni. Quant à la crise énergétique provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine, elle a particulièrement frappé la Grande-Bretagne. La combinaison du covid et de l'explosion des prix de l'énergie a provoqué de vraies inquiétudes dans le secteur industriel. Si la situation est pire que dans d'autres pays, c'est parce que les salaires du secteur public ont énormément souffert depuis 2010. Le gouvernement a appliqué l'austérité pour rééquilibrer les comptes après la récession provoquée par la crise financière de 2008. Le secteur public subit plus que dans d'autres pays les effets de l'inflation. Crise financière, Brexit, pandémie et crise énergétique: il est rare qu'on vive autant de crises dans un cycle.

Et la responsabilité des politiques dont Boris Johnson, Liz Truss et Rishi Sunak? Les troubles politiques n'ont de toute évidence pas aidé. Le Parti conservateur est face à des problèmes que le Brexit a, en partie, exacerbés. L'instabilité politique et les nombreux changements de premier ministre n'ont pas favorisé la confiance dans le gouvernement. Cela a clairement compliqué la reprise économique. Désormais avec Rishi Sunak comme premier ministre Tory et Keir

Starmer, leader des travaillistes, la situation tend à se stabiliser. Les deux hommes politiques sont tous deux modérés et rationnels. Cette stabilisation dans une période économique très difficile est bienvenue et devrait permettre au pays de repartir sur de nouvelles bases. Mais il faudra impérativement que Londres établisse clairement la relation qu'il veut avoir avec l'Union européenne.

A quel genre de relations pensez-vous? Rien ne se passera avant les prochaines élections. Mais que les gagnants soient les travaillistes ou les conservateurs, une chose est vraisemblable: il faudra revoir la relation avec Bruxelles et peut-être songer à des arrangements tels que ceux que la Norvège ou la Suisse ont trouvés avec l'UE. Mais il ne sera possible d'envisager cela que si les élections débouchent sur un résultat très clair.

Le système de santé britannique, NHS, connaît une crise sans précédent. Que faudra-t-il pour la résoudre? Le pourcentage du PIB que le Royaume-Uni consacre à la santé correspond plus ou moins à la moyenne de ce que prône l'OCDE. La crise du NHS n'est pas une question de financement. Elle relève tout d'abord des effets encore perceptibles du covid.



«Les gens disent qu'ils ne veulent pas de ce type de Brexit. Ils en veulent un autre. Mais lequel? Le gouvernement n'y a pas répondu»

Les listes d'attente dans les hôpitaux sont longues. Les mesures d'austérité appliquées en 2010, puis en 2016-2017 ont également joué un rôle. Et puis il y a les services sociaux. Ils sont bien souvent insuffisamment bons pour que les patients, surtout âgés, puissent quitter l'hôpital. Ils sont contraints de rester

dans les structures du NHS. L'actuel gouvernement peut limiter la dégradation de la situation, mais il ne pourra pas mettre fin à la crise. Il faudra là aussi attendre les prochaines élections. Le NHS a été institué par les travaillistes dans les années 1940. Il est possible qu'ils soient les seuls à même de proposer les réformes radicales dont le système a besoin.

Beaucoup parlent du risque de crise constitutionnelle avec l'éclatement du Royaume-Uni... La Cour suprême a déjà dit qu'il n'était pas possible d'organiser un second référendum en Ecosse. Mais, à terme, le gouvernement britannique n'aura pas le choix. Il devra sans doute accepter la tenue d'un tel scrutin.

L'ex-premier ministre Boris Johnson n'a-t-il pas vendu un rêve irréalisable en promouvant son «global Britain», une puissance de nouveau très influente dans le monde? Beaucoup ont voté pour le Brexit en pensant que leur pays allait pouvoir bénéficier davantage du libre-échange et devenir une sorte de Singapour. Ils souhaitaient du changement, mais pas que leur mode de vie change. Les gens disent qu'ils ne veulent pas ce type de Brexit. Ils en veulent un autre. Mais lequel? Le gouvernement n'y a pas répondu. ■

4 International

Les avions de chasse, dernière ligne rouge?

ARMEMENT Le président américain Joe Biden refuse de livrer des F-16 à l'Ukraine. Mais il avait aussi écarté la livraison de chars, que les Etats-Unis vont finalement acheminer sur le champ de bataille. Le débat n'est donc pas clos

SIMON PETITE
@simonpetite

Cette fois, c'est «non». Joe Biden a rejeté la livraison d'avions de combat à l'Ukraine. Le président américain répondait lundi à la Maison-Blanche à une question d'un journaliste. Mais le débat n'est pas clos. Après cette réponse abrupte, le président américain a fait savoir qu'il rediscuterait prochainement des nouvelles demandes de l'Ukraine avec Volodymyr Zelensky.

Cette guerre a montré que les feux rouges pouvaient rapidement passer au vert. Le même Joe Biden avait écarté la livraison de chars Abrams à l'Ukraine, avant de se raviser la semaine dernière et de suivre l'exemple de l'Allemagne qui avait accepté de libérer ses chars Leopard 2. Les 31 tanks Abrams américains promis mettront toutefois des mois avant d'être acheminés. Or l'armée ukrainienne recule lentement et craint une offensive russe ce printemps. Kiev espère prendre de vitesse Moscou en relançant ses propres opérations. Une offensive d'ampleur serait, selon les experts, diffi-

lement envisageable sans soutien aérien. Même si les jets russes n'ont pas le contrôle du ciel ukrainien, l'Ukraine ne peut que lancer des missions ponctuelles.

Au lendemain des annonces sur les blindés allemands et américains, l'Ukraine revenait déjà à la charge auprès de ses alliés. Il lui faut des avions de chasse pour repousser les forces russes hors de ses frontières et des missiles de longue portée pour frapper les arrières russes, réclamaient des conseillers du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce dernier déclarait dans son message quotidien dimanche dernier: «La Russie espère faire durer la guerre, épuiser nos forces. Nous devons donc faire du temps notre arme. Nous devons accélérer les événements, accélérer la fourniture et l'ouverture de nouvelles options d'armement nécessaires à l'Ukraine.»

Les avantages du F-16

Dans le domaine de la guerre aérienne, l'Ukraine a jeté son dévolu sur les chasseurs F-16 produits par l'entreprise américaine Lockheed Martin. Ces appareils ont plusieurs avantages aux yeux

de Kiev. Ils sont moins chers que les chasseurs de dernière génération, à l'instar des F-35 que la Suisse a décidé d'acheter.

Surtout, plusieurs pays européens disposent déjà de F-16 qu'ils pourraient livrer rapidement à l'Ukraine en échange des derniers

Une offensive d'ampleur ukrainienne serait difficilement envisageable sans soutien aérien

modèles américains. Dans ce domaine, le débat a été relancé à la mi-janvier par les Pays-Bas, qui disposent de tels appareils. «Il n'y a pas de tabou», avait lâché le premier ministre Mark Rutte devant le parlement. Depuis, le débat n'a fait qu'enfler. Le président français Emmanuel Macron a aussi estimé lundi que «rien n'était exclu», même si la France ne dispose pas elle-même de F-16.

S'agissant des chars Leopard 2, le rôle d'aiguillon avait été assumé par la Pologne, qui avait poussé l'Allemagne à revoir sa position. Mais mardi Varsovie a refroidi les attentes de l'Ukraine. Un responsable du ministère de la Défense a déclaré qu'il n'y avait «aucune discussion» sur le transfert des 48 avions F-16 achetés par la Pologne. En matière de réexportation d'armes, l'autorisation du fabricant est indispensable. Berlin avait fini par plier, Washington semble inflexible.

Formation des pilotes

Pourtant, les médias américains se faisaient l'écho ces derniers jours d'un débat au sein de l'administration américaine. «Je ne crois pas que nous sommes opposés» à l'envoi d'avions de combat en Ukraine, déclarait un responsable anonyme du Pentagone le week-end dernier au site Politico, avant que le président Joe Biden ne s'exprime. Mais le Pentagone n'était pas convaincu que les avions de combat étaient prioritaires. A Washington, on estime qu'il est plus urgent de renforcer la défense antiaérienne de l'Ukraine contre les missiles et les drones russes.

D'autant que l'envoi d'avions de chasse prendrait du temps.

Encore davantage que pour les chars occidentaux, les militaires ukrainiens auraient besoin d'être formés au pilotage de nouveaux avions. Ils volent actuellement sur des modèles soviétiques. Au printemps dernier, deux parlementaires américains, tous deux d'anciens pilotes de l'armée américaine, ont proposé de financer la formation de pilotes ukrainiens. Leur résolution était dotée d'une enveloppe de 100 millions de dollars. Mais ce projet n'a pas encore été mis en œuvre. L'Ukraine dit avoir déjà identifié des pilotes qui pourraient être formés – une affaire de quelques semaines. Les Occidentaux sont moins optimistes.

Le débat sur les avions n'est pas nouveau. L'armée de l'air ukrainienne avait réclamé de nouveaux appareils dès les premières semaines de l'invasion. A l'époque, plusieurs anciens pays de l'Est avaient proposé de livrer leurs modèles soviétiques à l'Ukraine, en échange de nouveaux modèles américains. Mais Washington s'y était opposé, craignant une escalade avec Mos-

cou. Depuis, les réticences américaines ont sauté les unes après les autres. L'an dernier, les Etats-Unis avaient hésité à fournir des Himars, des véhicules lance-roquettes qui se sont avérés redoutables pour frapper derrière les lignes russes. En décembre dernier, Joe Biden avait pris son temps avant d'autoriser la livraison du système de défense antimissile Patriot.

L'une des dernières lignes rouges de Washington consiste à ne pas fournir d'armements de longue portée capables de frapper largement le territoire russe. Les chars sont certainement des armements offensifs mais ils servent à percer les lignes ennemies et ne peuvent atteindre des cibles lointaines. La livraison d'avions de combat serait d'un autre registre. Toujours interrogé par Politico, un diplomate européen expliquait ainsi cette approche graduelle: «Si nous avions fourni immédiatement tous les armements réclamés par l'Ukraine, cela aurait déclenché une réaction très forte de la Russie. Appelons cela une méthode pour accoutumer Vladimir Poutine.» ■

«Nein» catégorique en Allemagne

GUERRE Berlin refuse l'envoi d'avions de chasse allemands en Ukraine, une décision prise à l'unanimité par les trois partis de la coalition gouvernementale, contrairement aux dissensions autour des chars. Ce front commun tiendra-t-il?

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN
@delphnerboller

A peine le chancelier Olaf Scholz annonce-t-il l'envoi des Leopard en Ukraine que Kiev demande des avions de chasse. Un timing qui passe d'autant plus mal à Berlin que le débat sur les chars de combat a été extrêmement houleux, révélant des lignes de fracture au sein de la coalition. Les autorités allemandes espéraient ainsi pouvoir souffler un peu. Au sein du gouvernement, on le dit d'ailleurs ouvertement: la priorité est d'envoyer le plus vite possible les Leopard promis à l'Ukraine et d'assurer l'approvisionnement en pièces détachées et en munitions aux pays alliés qui veulent, eux aussi, livrer de tels chars à Kiev. Cette mission devrait occuper Berlin durant de nombreuses

semaines. Pourtant en première ligne pour pousser les demandes de l'Ukraine, le député écologiste Anton Hofreiter estime ainsi que l'Allemagne est «actuellement sollicitée ailleurs» que sur la question des avions de chasse.

Population peu enthousiaste

Le dossier soulève par ailleurs des questions d'ordre militaire relatives à la possible mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Les trois partis du gouvernement, sociaux-démocrates, libéraux et écologistes, y sont opposés depuis le début de l'invasion russe, comme l'a rappelé le chancelier Olaf Scholz, la semaine dernière: «Lorsqu'on a débattu de zones d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine, j'ai dit, tout comme le président américain, que nous ne le ferions pas.» «Au début de la guerre, nous avons clairement indiqué que nous ne pouvions pas protéger une zone d'exclusion aérienne. Il faudrait bombarder des positions sur le sol russe pour que nos propres avions ne soient pas abattus. Pour moi, il

n'en est pas question», argumentait mardi l'élue libérale Marie-Agnes Strack-Zimmermann sur les ondes de la radio SWR. Une telle livraison augmenterait le risque de confrontation directe avec l'armée russe et d'une entrée de facto du pays et de l'OTAN dans la guerre. Un danger que l'Allemagne refuse d'encourir. A cela s'ajoutent des arguments plus techniques, mais moins réhivitoires, comme la complexité et la durée de la formation des pilotes ukrainiens à de tels appareils.

Pour le gouvernement, et notamment pour le chancelier, il s'agit désormais de limiter cette surenchère qui passe mal auprès d'une partie des Allemands. D'après un récent sondage, 39% d'entre eux jugent que la décision d'envoyer des Leopard en Ukraine est mauvaise. Un taux qui monte à 63% en ce qui concerne les avions de combat. Cette position n'est toutefois pas gravée dans le marbre. Si les écologistes font profil bas, ils n'excluent pas l'idée d'ouvrir le débat. Tout comme l'opposition chrétienne-démocrate. Encore faut-il choisir le bon moment. ■

Douze canons supplémentaires

FRANCE Paris promet de fournir à l'Ukraine 12 canons Caesar en plus des 18 pièces déjà livrées, ainsi que des moyens de défense antiaérienne

ATS

MAIS ENCORE

Un sommet Ukraine-Union européenne à Kiev

Le premier ministre Denys Chmygal a confirmé mardi la tenue d'un sommet Ukraine-Union européenne vendredi à Kiev. La veille se tiendront des «consultations intergouvernementales» entre Kiev et la Commission européenne «pour la première fois de notre histoire». (ATS)

La France va fournir à l'Ukraine 12 canons Caesar de 155 mm supplémentaires, en plus des 18 pièces déjà livrées, ainsi que des moyens antiaériens, a annoncé mardi le ministre français des Armées Sébastien Lecornu lors d'une conférence de presse commune avec son homologue ukrainien Oleksii Reznikov.

Ces 12 canons de moyenne portée seront livrés «dans les semaines qui viennent» et seront «financés dans le cadre du fonds de soutien de 200 millions d'euros» mis en place par la France, a précisé le ministre. Ils viendront s'ajouter aux 18 Caesar déjà livrés par la France ainsi qu'aux 19 canons Caesar promis par le Danemark à Kiev mi-janvier.

Radar de moyenne portée

La France a également promis mardi de livrer à l'Ukraine un radar Ground Master 200 (GM200) produit par le français Thales. Ce radar de moyenne portée permettant de détecter un aéronef ennemi à 250 km et de l'engager à 100 kilomètres, que celui-ci vole à faible vitesse et basse altitude comme les drones ou à haute

altitude comme les avions de combat. Il assure également une protection face aux roquettes et tirs d'artillerie en alertant les troupes au sol des tirs ennemis, assure son fabricant qui l'a vendu à plus de 60 exemplaires dans le monde.

Pas de demande d'avions

Paris a par ailleurs «engagé des discussions avec nos alliés pour permettre d'avoir un stock toujours suffisant» de missiles français sol-air français Crotale pour l'Ukraine, a souligné Sébastien Lecornu. «Ce matériel nous aide à nous rapprocher du jour de notre victoire. Les Crotale détruisent 100% des cibles, donc c'est très important pour fermer le ciel ukrainien», a commenté le ministre ukrainien de la Défense. Enfin, le ministre français des Armées a annoncé l'envoi de 150 militaires français en Pologne pour former des militaires ukrainiens.

Sur le chapitre des avions de combat, réclamés par Kiev à ses alliés occidentaux, le ministre ukrainien n'a pas formulé de demande précise à la France. «Nous n'avons pas parlé de type d'avion», comme le Mirage français, a-t-il souligné. «Nous avons juste souligné que l'aviation tactique est une composante de la défense antiaérienne» et «nous avons besoin de renforcer les capacités de défense de notre espace aérien», a-t-il ajouté. ■

EN BREF

La police livre sa version sur l'attentat de Peshawar

L'attentat qui a fait 100 morts dans une mosquée au sein du quartier général de la police de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan, a été commis en représailles aux opérations policières visant des groupes islamistes armés, a estimé mardi le chef de la police locale. Environ 300 à 400 policiers étaient rassemblés lundi dans une mosquée située à l'intérieur de ce périmètre habituellement très surveillé, quand l'explosion s'est produite à l'heure de la prière de midi. Le gouvernement de la province du Khyber Pakhtunkhwa, dont Peshawar est la capitale, a annoncé que le dernier bilan était de 100 morts et 221 blessés. Selon le ministre de l'Intérieur, Ranah Sanaullah, l'attentat a tué 97 policiers et trois civils, et 27 blessés étaient dans la soirée dans un état critique. «Nous sommes sur la ligne de front» dans ce combat contre les mouvements islamistes armés «et c'est pourquoi nous avons été visés», a déclaré le chef de la police. AFP

Nagorny Karabakh: l'appel de l'Arménie à Poutine

Le premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a appelé mardi le président russe, Vladimir Poutine, à prendre des mesures «nécessaires» pour aider à débloquent un axe vital pour l'approvisionnement du Nagorny Karabakh, région disputée entre Bakou et Erevan. Depuis la mi-décembre, des Azerbaïdjanais se présentant comme des défenseurs de l'environnement manifestant contre des mines illégales bloquent une route cruciale reliant l'Arménie au Nagorny Karabakh, un territoire peuplé d'Arméniens. En raison de ce blocage, l'enclave séparatiste qui compte quelque 120 000 habitants est confrontée à des coupures de courant et d'internet, ainsi qu'à des problèmes de chauffage et d'accès à la nourriture et aux médicaments. L'Arménie a dans ce contexte accusé à plusieurs reprises les soldats russes de maintien de la paix, déployés au Nagorny Karabakh, de ne pas avoir fait assez pour empêcher ce blocage. AFP

Elections anticipées en Slovaquie en septembre

Les députés slovaques ont décidé mardi de fixer au 30 septembre la date des élections anticipées dans ce pays membre de l'UE, à la suite de la motion de censure votée en décembre contre le gouvernement centriste d'Eduard Heger. «La Slovaquie organisera des élections anticipées le 30 septembre. Je suis heureux que ce cirque autour de la date des élections soit terminé», a déclaré aux journalistes le président du parlement, Boris Kollar, après le vote. Lors de ce vote, mardi, la date de septembre a été appuyée par 92 députés contre 54 voix opposées. En décembre, la présidente libérale Zuzana Caputova a demandé à M. Heger de prendre toutes les mesures nécessaires d'ici à la fin de janvier 2023 pour permettre au parlement de lancer les élections anticipées. La cheffe de l'Etat, ainsi que l'opposition avaient proposé la tenue du scrutin anticipé plus vite, au printemps. AFP

Responsables et entreprises birmanes sous sanctions

Les Etats-Unis ont imposé mardi des sanctions économiques à l'encontre de six responsables birmanes et trois entreprises publiques, deux ans après le coup d'Etat de la junte qui a refermé la parenthèse démocratique en Birmanie. Cette action a été prise conjointement avec le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, a précisé le Département américain au trésor dans un communiqué de presse. Les avoirs aux Etats-Unis des entreprises et personnes ciblées par ces sanctions sont gelés, et le commerce ou les transferts de fonds avec elles sont interdits. Trois entreprises publiques sont ainsi ciblées, dont celle chargée de l'organisation et du contrôle des élections, et deux compagnies minières. Les six personnes également concernées par ces sanctions économiques sont des responsables politiques et militaires, ainsi que des dirigeants d'entreprise. AFP

L'affaire de l'otage belge en Iran tourne au casse-tête

MOYEN-ORIENT La mobilisation ne faiblit pas pour obtenir la libération de l'humanitaire Olivier Vandecasteele, retenu depuis bientôt un an à Téhéran. Mais son sort reste lié à celui d'un Iranien condamné pour terrorisme en Belgique

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES
@vdegraffenried

Quarante ans de prison et 74 coups de fouet. C'est la peine à laquelle vient d'être condamné Olivier Vandecasteele, humanitaire belge retenu en Iran. Le 24 février, cela fera un an qu'il croupit dans des geôles de Téhéran. Et selon ses proches, qui ont eu droit à un appel vidéo d'une quinzaine de minutes avec lui le 20 janvier, son état de santé se détériore. La mobilisation pour obtenir sa libération ne fait que croître. A Bruxelles, son portrait est notamment affiché en grand sur des bâtiments officiels et à des arrêts de bus, et les manifestations de soutien dans le pays se multiplient. Mais l'affaire est complexe: le sort de l'otage de 42 ans, accusé par l'Iran de prétendues activités d'espionnage, reste lié à celui d'un diplomate iranien, Assadollah Assadi, condamné à 20 ans de prison en Belgique pour terrorisme.

Olivier Vandecasteele est originaire de Tournai. Son père était à la tête d'une des plus grandes sociétés concessionnaires de voitures dans la région, le groupe Vandecasteele. Destiné à reprendre l'entreprise familiale, Olivier a préféré bifurquer vers l'humanitaire. Un voyage au Népal en 2004 a été l'élément déclencheur.

Il s'engage d'abord pour Médecins du monde, qui l'envoie à Kaboul. Sa mission, jusqu'en décembre 2011: s'occuper d'héroïnomanes. Puis ce sera le Mali, et retour à Bruxelles, au desk

Sahel de l'organisation. Olivier Vandecasteele part ensuite en Iran, pour Norwegian Refugee Council, en 2015. Puis il travaille, sur place, pour une autre organisation, Relief International. Mais sa mission s'interrompt en mai 2021, pour divergences de vues. Retour à Bruxelles après six ans.

A genoux et menotté

En février 2022, il repart à Téhéran pour régler de dernières affaires, mettre notamment un terme à son bail et clore son compte bancaire. C'est là, le 24 février 2022, lors d'une soirée

Une vingtaine d'autres Européens et Américains sont retenus prisonniers en Iran

passée avec des amis, la veille de son nouveau départ pour Bruxelles, qu'il se fait arrêter par des hommes en civil armés, alors qu'il attendait des livreurs de pizzas. Son ami Olivier Van Steirtegem, devenu porte-parole de la campagne en faveur de sa libération, a décrit la scène: les hommes et les femmes ont été séparés, Olivier Vandecasteele mis à genoux et menotté, et contraint de four-



Une manifestation de soutien à Olivier Vandecasteele. (BRUXELLES, 22 JANVIER 2023/HATIM KAGHAT/IMAGO)

nir les codes d'accès de son téléphone portable et de son ordinateur. Puis il a été emmené et placé en détention. Il n'a pas pu contacter son ambassade.

Une vingtaine d'autres Européens et Américains sont comme lui retenus prisonniers en Iran, accusés d'espionnage ou de représenter une menace pour la sécurité nationale. Le 20 janvier, la mobilisation en faveur d'Olivier Vandecasteele est montée d'un cran en Belgique. Les journaux de la presse francophone (*La Libre Belgique*, *La DH*, *L'Avenir*, *Sudinfo* et *Le Soir*) ainsi que 40 personnalités, parmi lesquelles Amélie Nothomb, Justine Henin, Eddy Merckx ou encore Adamo, ont lancé un nouvel appel commun dans le cadre de la campagne #FreeOlivierVandecasteele.

C'est ce jour-là, le lendemain de son anniversaire, que sa famille a reçu un appel vidéo d'une quinzaine de minutes via WhatsApp, le quatrième seulement en près d'un an, ont confirmé ses deux sœurs, Nathalie et Virginie Vandecasteele. Olivier Vandecasteele apparaissait en costume, affaibli et seul.

Quelques jours plus tard, plus de 80 représentants du monde académique et spécialistes du droit ont signé une lettre ouverte,

pour dénoncer une détention arbitraire. Samedi, c'est à Paris qu'une manifestation a été organisée, par Médecins du monde, en faveur d'Olivier Vandecasteele. La pétition lancée par Amnesty International réclamant sa libération a recueilli plus de 200 000 signatures.

Echange de prisonniers

Le temps presse. Derrière les craintes de ses proches, se cache une affaire aux lourdes implications politiques. Depuis 2016, l'Iran et la Belgique négocient un traité d'échanges de prisonniers. En mars 2022, le traité est scellé et le parlement belge l'approuve en juillet 2022. Assadollah Assadi, un «diplomate» iranien, est l'homme qui pourrait, si la Belgique acceptait de le transférer en Iran, permettre à Olivier Vandecasteele de retrouver les siens.

Or l'homme a été condamné par un tribunal d'Anvers à 20 ans de prison pour terrorisme, le 4 février 2021. Avant qu'Olivier ne décide de repartir en Iran une dernière fois. Le régime iranien n'a jamais reconnu la condamnation de son ressortissant: pour les mollahs son immunité diplomatique n'a pas été respectée.

Soupçonné d'être un agent du renseignement iranien, Assado-

llah Assadi est considéré comme étant le cerveau d'un attentat déjoué qui visait le Conseil national de la résistance iranienne, lié aux Moudjahidin du peuple, dans la région parisienne, en juin 2018. Assadi travaillait depuis 2014 pour l'ambassade d'Iran à Vienne. Arrêté sur une autoroute allemande alors qu'il rentrait en Autriche, il a été extradé vers la Belgique en octobre 2018, pour être jugé avec trois complices présumés. Ce sont les renseignements belges qui ont intercepté des communications faisant état de préparatifs pour commettre un attentat à la bombe.

En isolement complet

Le traité controversé de transfèrement de prisonniers n'est toujours pas considéré comme applicable. Les recours de la part de l'opposition iranienne se multiplient, avec moult pressions pour que la Belgique ne livre pas Assadi à l'Iran, où il serait vraisemblablement libéré. Difficile à ce stade d'imaginer si un échange pourrait avoir lieu dans un avenir proche et surtout à quelles conditions.

Mais le 15 février, la Cour constitutionnelle belge tiendra une importante audience sur le recours en annulation contre le traité belgo-iranien. C'est elle qui

avait décidé, en décembre, de suspendre la loi validant le traité, juste avant que la condamnation d'Olivier Vandecasteele, pour de prétendus faits d'espionnage, de coopération avec les Etats-Unis contre l'Iran et de blanchiment d'argent, soit annoncée.

En attendant, l'humanitaire, qui avait mené une grève de la faim, souffrirait de problèmes de santé. Après son arrestation, il avait été emmené à la prison d'Evin, de sinistre réputation. «Il y a subi de nombreux interrogatoires, sans pouvoir être assisté d'un conseil», souligne une femme militant pour sa libération, qui préfère rester anonyme. «Lors des rares visites consulaires – sept à ce jour –, l'entretien était surveillé par des agents de l'Etat et Olivier Vandecasteele avait l'interdiction de parler de ses interrogatoires ou des prétendues charges retenues contre lui. Il était détenu en isolement complet [...]. Il devait dormir à même le sol et la lumière restait allumée 24h/24.» Depuis août, Olivier Vandecasteele se trouve dans une autre prison et le 20 janvier, il a lui-même confirmé à sa famille qu'il a bien été condamné à 40 ans de prison et 74 coups de fouet. Il aurait déjà perdu plus de 25 kilos. ■

En France, la mobilisation nationale semble prendre encore de l'ampleur

RETRAITES Selon les syndicats, la deuxième grande journée de manifestations et de grèves, ce mardi, a réuni 2,8 millions de personnes, donc davantage que la première, qui avait déjà créé la surprise le 19 janvier

PAUL ACKERMANN, PARIS
@paulack

«Tu nous mets 64, on te Mai 68». Retour des banderoles inspirées dans les rues de Paris et du reste de la France. Ce mardi, les syndicats français rêvaient de faire encore mieux que lors de la première grande journée de mobilisation contre la réforme qui entend repousser à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite.

Ce 31 janvier avait donc lieu un deuxième rendez-vous unitaire et national de manifestations et de grèves. La CGT a annoncé avoir compté 2,8 millions de manifestants dans tout le pays et la

police 1,3 million alors que la journée du 19 janvier avait surpris tout le monde en réunissant 1,1 million de Français dans la rue selon la police et 2 millions selon les syndicats. Entre-temps, les sondages ont indiqué une nette hausse du nombre d'opposants à la réforme et une chute de la popularité de l'exécutif.

A Paris, 500 000 personnes ont défilé selon la CGT contre 400 000 il y a deux semaines. La police donne, quant à elle, 87 000 manifestants à Paris contre 80 000 le 19. Un cortège qui a été perturbé par des casseurs autour des Invalides ou du restaurant de la Rotonde, là où Emmanuel Macron avait fêté le premier tour de l'élection présidentielle en 2017.

«Deux millions de personnes dans la rue, ça impressionne»

Si le taux de grévistes a diminué dans certaines branches comme à la SNCF, où l'on est passé de 46,3% d'employés en grève à 36,5%, ou dans l'Education nationale où l'on est passé de 35,1% à 23,5%, l'af-

fluence dans les manifestations semble indiquer que certains ne pouvaient pas se permettre un deuxième jour sans paye dans le mois, mais que d'autres, notamment dans le privé ou dans les mairies, ont pris le relais.

«Cette mobilisation démontre une réelle volonté de la population»

THÉOPHILE, ENSEIGNANT DE 33 ANS

Dans le défilé parisien entre la place d'Italie et les Invalides, Théophile, enseignant de 33 ans vêtu d'un gilet du syndicat Sud, a plutôt l'impression que la mobilisation monte autour de lui: «Les collègues qui ne se sentaient pas concernés il y a deux semaines com-

mencent à découvrir les problèmes de cette réforme, notamment ce que cela va coûter aux femmes», affirme-t-il en poussant son vélo. Et il a aussi l'impression que le discours change dans les médias qui, selon lui, parlent de plus en plus de l'option du retrait pur et simple du texte. «Deux millions de personnes dans la rue, ça impressionne, commente-t-il. Surtout quand on sait à quel point il est compliqué de se mettre en grève. Cette mobilisation démontre une réelle volonté de la population.»

«Certains ne portent plus leur gilet»

Un peu plus loin, dans un grand groupe de Gilets jaunes portant des drapeaux pirates ou de colombes pacifistes, Philippe nous affirme que ce mouvement dont on n'entend plus trop parler est bien présent dans les défilés. «Par contre, c'est vrai que certains ne portent plus leur gilet de peur de se faire tabasser par la police, nous explique ce récent retraité

de l'industrie automobile. Finalement, aujourd'hui, nous sommes juste des citoyens en colère comme les autres.»

En vacances, Monica et Charles, chercheurs en physique, quadragénaires, n'étaient pas là le 19 janvier mais ils auraient manifesté s'ils avaient pu. Ce mardi, ils ne se sont pas déclarés en grève, ils ont juste pris une petite heure pour venir dire leur opposition à la réforme dans cette manifestation parisienne massive: «Repousser l'âge légal, c'est le levier le plus injuste, affirme Charles. On fait tout pour épargner les castes les plus élevées.» «Dire que Macron a été élu sur ce projet, c'est du bullshit, il a été élu car il avait Marine Le Pen en face», ajoute Monica qui tient à dire que, comme en 2019, elle est choquée par le fait que l'exécutif n'écoute pas les centaines de milliers de Français dans la rue et «fasse comme s'ils n'existaient pas».

Les syndicats ont annoncé de nouvelles grandes journées de mobilisation pour le mardi 7 et le samedi 11 février. ■

Les Vert·e·s restent fidèles au pacifisme

POSITIONNEMENT Réunis en assemblée des délégués, les membres du parti ont balayé une proposition en faveur de la réexportation d'armes suisses

FREDÉRIC KOLLER
@frederickoller

Le moment venu, Natalie Imboden votera en faveur de la motion socialiste autorisant la réexportation de matériel de guerre suisse en faveur de l'Ukraine. Au Conseil national, la parlementaire bernoise pourrait toutefois être la seule de son groupe à soutenir ce texte validé la semaine dernière en Commission de la politique de sécurité du National. Les 28 élus verts devraient en effet massivement rejeter ce texte. «Nous serons peut-être deux», veut-elle croire. Comme l'UDC, Les Vert·e·s feront bloc contre toute révision de la loi fédérale sur le matériel militaire (LFMG) qui interdit les réexportations d'armes vers un pays en guerre. Au nom de la neutralité. Et du pacifisme.

Réunis en assemblée des délégués, samedi, Les Vert·e·s Suisses se sont prononcés sur une proposition d'amendement à leur programme électoral prévoyant des exceptions à la LFMG, «en vue de protéger la population civile, dans des cas fondés, comme l'attaque de l'Ukraine par la Russie». Résultat: 9 voix pour, quatre abstentions et une centaine d'opposants. Ni motion, ni amendement. «C'est très clair», commente Rahel Estermann, la secrétaire générale du parti, qui précise que cette initiative n'a fâché personne. «C'était une bonne occasion de débattre. Les discussions ont été nourries.»

Rencontre avec Oleksandra Matviichuk

Cet amendement était proposé par les quatre délégués suisses qui se sont rendus en décembre dernier à Copenhague pour participer à un congrès des Verts européens. Natalie Imboden en est revenue impressionnée, comme l'ex-présidente du parti Regula Rytz. «L'engagement des Verts en Europe pour aider l'Ukraine contre son agresseur russe est très fort. J'ai eu le sentiment qu'en Suisse, on était beaucoup plus éloigné de cette guerre qu'en Allemagne ou en Finlande, explique la députée bernoise. Les Allemands nous ont priés de porter la discus-

sion en Suisse sur la réexportation.» Berne refuse depuis le mois de juin de donner son aval à Berlin pour 12 400 munitions suisses destinées à des canons antiaériens allemands déployés en Ukraine. Le Conseil fédéral en a fait de même envers des requêtes espagnole et danoise.

Il y a deux semaines, Natalie Imboden a par ailleurs rencontré Oleksandra Matviichuk, représentante du Centre ukrainien pour les libertés civiles qui a reçu le Prix Nobel de la paix en 2022. Elle était de passage à Berne avant de gagner Davos, pour le Forum économique mondial. Cette dernière a plaidé pour une aide économique et humanitaire de la part de la Suisse. Elle espère aussi un soutien pour la mise en place d'un tribunal qui jugera Vladimir Poutine. Enfin, «elle a aussi parlé d'aide militaire, relate la députée bernoise. C'est une figure de la défense des droits de l'homme. Elle a des valeurs. Cela fait forcément réfléchir.»

Influence allemande

Natalie Imboden ne juge pas ses camarades de parti. «Ce n'est pas noir ou blanc. Comment pourrais-je convaincre un pacifiste de ne plus défendre ses valeurs? Mais ici, j'ai l'impression que le pacifisme sans armes n'arrêtera pas cette guerre.» L'historienne de formation s'interroge sur une neutralité qui n'est de toute évidence plus comprise par ses collègues européens, principalement les Allemands et les Finlandais. «On produit des armes? Oui. On exporte des armes? Oui. On a l'impression que la Suisse se cache derrière sa neutralité. Je serais plus à l'aise pour répondre si la Suisse n'avait pas d'industrie d'armement.»

L'influence des Verts allemands, pionniers et plus grand parti d'Europe, est prédominante dans ce débat. Annalena Baerbock, coprésidente des Verts et ministre allemande des Affaires étrangères, est la plus en vue dans le débat politique pour le soutien à Kiev, y compris avec des armes. Les Vert·e·s suisses alémaniques sont-ils plus sensibles à ce discours que leurs collègues suisses romands? Natalie Imboden ne peut en juger, mais ne le croit pas. Elle réfute aussi l'idée que la question de la réexportation des armes suisses puisse illustrer un clivage gauche-droite. «La seule question est de savoir si l'on aide ou pas l'Ukraine.»

Autopsie d'une Entente cordiale au sein de la droite genevoise

ÉLECTIONS CANTONALES Le Centre et le PLR se lancent en ordre dispersé, une première de longue date. Ce divorce, qualifié de temporaire, couve depuis plusieurs années

MARC GUÉNIAT

Pour la première fois depuis des décennies, l'Entente composée du PLR et du Centre ne part pas unie dans une élection cantonale. A Genève, les listes ont certes disparu, limitant l'intérêt d'une alliance puisque l'électeur coche lui-même les cases à côté des noms. Néanmoins, le bloc rose-vert, avec quatre candidats au Conseil d'Etat, dégage une cohésion qui contraste avec l'émiettement de la droite – pas moins de sept partis en lice.

Par son nom, l'Entente, fondée en 1936, suggère une forme de souveraineté qui s'est longtemps concrétisée dans les urnes. La donne a changé. Au vu de la configuration, la droite pourrait rester minoritaire au Conseil d'Etat, alors qu'environ 55% de l'électorat lui est généralement acquis. Au Grand Conseil, un tel scénario paraît moins probable, même si les inconnues sont nombreuses, entre les formations menacées par le quorum, fixé à 7%, et celles qui espèrent l'atteindre.

Officiellement, PLR et Centre espèrent se rabibochoer entre les deux tours – vingt-huit jours autour de Pâques. Mais le retard pris sur la dynamique enclenchée à gauche paraît difficile à surmonter. «Il faudra faire comprendre aux électeurs que nous pouvons travailler ensemble malgré nos divergences», précise Jacques Blondin, président du Centre. Si l'Entente et l'UDC sont proches sur leurs fondamentaux (finances publiques, fiscalité), le Centre juge le parti blocherien infréquentable.

Deux dynamiques

Au sein de l'Entente, c'est surtout l'état d'esprit qui diffère. Petit Poucet de l'union, le Centre affiche de hautes ambitions et s'émancipe d'un grand cousin attiré par la droite dure. Le PLR reste de loin le premier parti du canton, mais semble douter. Il a perdu son ex-enfant prodige, Pierre Maudet, puis, encore déchiré par ce psychodrame, des plumes lors des élections municipales en 2020. Son président, Bertrand Reich, assure toutefois que «son parti est déterminé et prêt» pour les élections.

L'année suivante a été encore plus traumatisante. Lors de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, son candidat Cyril Aellen réalise un score décevant et se retire de la course après le premier tour. En pleine pandémie, faire campagne sur le respect des institutions et la frugalité de l'Etat n'a pas convaincu. Dans la foulée, l'Entente



«Il faudra faire comprendre aux électeurs que nous pouvons travailler ensemble malgré nos divergences»

JACQUES BLONDIN, PRÉSIDENT DU CENTRE (GE)

n'est pas parvenue à récolter 8098 signatures pour faire aboutir une initiative visant à limiter le nombre de fonctionnaires. Un signe supplémentaire de cette dynamique qui péclote.

Pour sa part, le Centre, déjà enhardi par le succès de son alliance avec les vert·libéraux lors des municipales, a suivi sa propre voie. Face au retrait du PLR, le parti lance la candidature «sauvage» de Delphine Bachmann, improvisée en vingt-quatre heures. L'échec électoral, prévisible, se traduit par un bénéfice d'image: la députée a emporté la réélection de Pierre Maudet et a acquis une notoriété qui lui profite, puisqu'elle brigue de nouveau un poste au gouvernement.

Or, lors de ce scrutin, le PLR n'appelle pas à voter Delphine Bachmann. «Cette grande déception a contribué au divorce. Car nous avions soutenu Cyril Aellen», explique Jacques Blondin. Fébrile et divisé, le PLR n'a rien fait en réalité: le vide était béant pour ce parti qui a un temps compté jusqu'à cinq conseillers d'Etat – en cumulant élus libéraux et radicaux.

Ancienne division

Depuis, le PLR revendique un statut de parti d'opposition. «Il se trouve dans une logique pure et dure, qui n'est pas celle d'un parti gouvernemental. Or, on ne peut pas être à la fois dans l'exécutif et dans l'opposition», avance François Baertschi du MCG. Le parti s'adonne à de savantes contorsions. Son unique magistrate, Nathalie Fontanet, étant chargée des Finances, il loue constamment sa gestion des deniers publics tout en fustigeant un Conseil d'Etat dépensier et irresponsable.

Non content de refuser le budget 2022, le PLR s'est opposé à l'es-

sentiel des crédits complémentaires demandés en cours d'année par le Conseil d'Etat, en sachant que beaucoup constituaient des dépenses dites «contraintes». Même l'UDC s'y est moins souvent opposée. «Avec sa politique de la terre brûlée, le PLR a laissé à d'autres, notamment au Centre, la responsabilité d'effectuer des choix... responsables», résume Thomas Wenger, président du Parti socialiste. Bertrand Reich conteste: «Le PLR fait preuve de cohérence. Il soutient ce qui est nécessaire, mais refuse que le canton dépense plus que ce qu'il a.»

En termes de positionnement, l'exclusion de Pierre Maudet en 2020 a laissé des traces au PLR. Elle fait resurgir les lignes de fractures ayant précédé la fusion libérale-radical, en 2011. A ce moment-là, les chefs de file étaient des enfants du radicalisme, Pierre Maudet et François Longchamp, dont les succès électoraux ont fait oublier les divergences. Désormais, les libéraux ont le pouvoir au sein du PLR, ce qui éloigne le parti du Centre et le rapproche de l'UDC.

Lorsqu'il a été question d'alliances en vue des élections de ce printemps, le PLR a très vite poussé pour une inclusion de l'UDC. Pouvait-il ignorer que le Centre s'y refuserait, comme il l'a toujours dit? Dès l'été 2021, ce dernier a décliné l'invitation aux «assises de la droite». «Ce n'était pas une discussion ouverte, mais un ordre de marche», justifie Jacques Blondin.

Epineuse mobilité

En une phrase assassine, Delphine Bachmann avait résumé l'ensemble des débats dans une interview au *Temps*, en avril dernier: «Entre une droite climatosceptique et une gauche woke, un centre fort est nécessaire.» La rupture était consommée.

Car le coma de l'Entente s'explique aussi par les attaques du PLR contre le conseiller d'Etat Serge Dal Busco, chargé de la mobilité. Morceau choisi avec le conseiller national Christian Lüscher au sujet des pistes cyclables créées «notamment» durant la pandémie: «On crache à la figure de celles et ceux qui utilisent les transports individuels. La honte. Je suis écœuré de tant de dédain et de mépris de la part des autorités.»

«Coronapistes», stationnement ou zones 30 km/h, le ministre du Centre a mené sa barque en expliquant inlassablement que «la mobilité n'est ni de gauche ni de droite». La droite dure préfère y voir «Dal Bouchon». Pourtant, Bertrand Reich estime que les positions de son parti sont caricaturées: «Le PLR a soutenu tout ce qui est conforme au droit et favorable à la fluidité du trafic. Dans ce cadre, nous avons globalement des désaccords sur la méthode mais pas sur le fond.»

L'UDC veut externaliser toutes les demandes d'asile

ÉLECTIONS FÉDÉRALES S'inspirant d'un modèle esquissé au Royaume-Uni, mais pas encore en vigueur, le parti réclame un changement de pratique radical en Suisse

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

En cette année électorale, l'UDC n'a pas attendu longtemps pour mettre sous pression le Conseil fédéral et la nouvelle cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP), Elisabeth Baume-Schneider. Le parti estime que la Suisse a complètement perdu la maîtrise de l'immigration. «Cette politique est un fiasco», ont clamé les ténors du parti Marco Chiesa, Céline Amaudruz et Gregor Rutz. Dès lors, l'UDC demande une externalisation des procédures d'asile.

Critiquant tantôt la politique migratoire, tantôt celle de l'asile, l'UDC rap-

pelle qu'elle a gagné deux votations sur des initiatives populaires qu'elle a lancées: l'une sur le renvoi des étrangers criminels en 2010 et l'autre «contre l'immigration de masse» en 2014. En revanche, elle ne dit pas qu'elle a perdu d'autres batailles sur leur mise en œuvre. Cette année, elle relance l'offensive à coups de slogans qui frappent les esprits. «Pas d'asile pour les profiteurs, expulsion systématique des étrangers criminels, stop aux procédures

Accusée d'être

«laxiste» en matière d'immigration et d'asile, la gauche hausse les épaules plutôt que de s'enerv

d'asile en Suisse», s'exclame-t-elle. Cheffe des affaires sociales dans la commune d'Aarburg (AG), Martina Bircher déplore que le «système d'asile mal géré fasse exploser les coûts de l'aide sociale». Pour sa part, Céline Amaudruz attire l'attention «sur le nombre d'immigrés musulmans croissant dont la culture méprise les femmes.»

«Irréaliste et inapplicable»

Le modèle dont veut s'inspirer l'UDC, c'est l'accord conclu par le Royaume-Uni avec le Rwanda - sous l'ère de Boris Johnson - pour accueillir des requérants d'asile arrivés illégalement sur le sol britannique. En décembre dernier, la Haute Cour de Londres a jugé ce projet «légal», estimant que les dispositions prévues par le gouvernement ne contrevenaient pas à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

En Suisse, l'UDC a déjà interpellé le Conseil fédéral à cet égard. En sep-

tembre dernier, Gregor Rutz (ZH), qui plaide pour «une refonte du droit d'asile pour l'adapter au monde d'aujourd'hui», a demandé au gouvernement pourquoi il n'étudiait pas des scénarios d'externalisation des demandes d'asile. Dans sa réponse, le Conseil fédéral remarque que Lorenzo Quadri (Lega/TI) lui avait déjà posé la même question et que sa réponse n'a pas changé. «L'externalisation des procédures d'asile est irréaliste car elle soulèverait des questions juridiques complexes et entraînerait des défis politiques et opérationnels trop importants pour être applicable.» Avant d'ajouter: «D'ailleurs, les pays qui prônent cette externalisation ne l'ont pas encore mise en œuvre et rien n'indique que ce sera le cas prochainement.»

Accusée d'être «laxiste» en matière d'immigration et d'asile, la gauche finit par hausser les épaules plutôt que de

s'enerv: «Il n'y a rien de nouveau dans ces propositions de l'UDC, qui croit qu'on peut traiter la question de l'asile sur un plan national. Or, c'est une illusion, car personne ne maîtrise les routes migratoires, relève Ada Marra (PS/VD). Rendez-vous compte: l'UDC va faire une campagne électorale sur un nombre de requérants d'asile qui est inférieur à la capacité du stade de football du Wankdorf à Berne.»

Lors de la bataille électorale, le débat risque de tourner à la bataille de chiffres. L'UDC prétend que la Suisse, en plus des 75 000 Ukrainiens ayant déjà reçu le statut S, devra accueillir «un record» de 40 000 nouveaux requérants d'asile en 2023, tandis que la gauche s'oriente davantage vers 25 000, comme en 2022. En fait, les deux chiffres ont été articulés par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), qui a fait deux scénarios, l'un modéré et l'autre plus alarmiste. ■

Une grève vaudoise à géographie variable

MOBILISATION Près de 40 écoles vaudoises ont débrayé, hier. Elles sont principalement regroupées sur l'Arc lémanique, les enseignants des régions plus éloignées se sentant, pour l'heure, moins concernés par le mouvement de la fonction publique

YAN PAUCHARD
@yanpauchard

La fonction publique vaudoise est en colère, réclamant depuis plusieurs semaines une meilleure indexation. En tête de pont de ce mouvement social d'ampleur, les écoles, dont une poignée avait lancé le combat en décembre. Leur nombre n'a cessé de croître. Le 23 janvier, 30 établissements scolaires sur les 93 que compte le canton se mettaient en grève. Ils étaient 39 hier. Selon le relevé précis du Département de l'enseignement, effectué à 11h, «1307 enseignants et enseignants de l'école obligatoire sur plus de 10 000 ont annoncé comme prenant part au mouvement.» Au-delà des chiffres, la forte mobilisation du milieu scolaire est plus fragmentée qu'il n'y paraît.

Au vu des décomptes tant du canton que des syndicats, les écoles qui étaient en grève hier sont en effet essentiellement situées dans la région lausannoise et sur l'Arc lémanique: Morges, La Côte et la Riviera. Plus on s'éloigne de la capitale, plus la mobilisation faiblit. Pas de grève signalée dans la Broye ou, une fois passé Villeneuve, dans le Chablais. Très peu dans le Nord vaudois, dont seulement un établissement annoncé à Yverdon, deuxième ville du canton à majorité de gauche. La tendance était déjà présente le 23 janvier où un tiers des écoles en grève étaient regroupées dans le seul district de Lausanne.

«Contamination régionale»

Président du SSP (Syndicat des services publics), Julien Eggenberger reconnaît une plus grande difficulté à mobiliser les enseignants dans le nord du canton, sans pour autant arriver à l'expliquer. «Il y a certainement un effet de contamination régionale», relève celui qui est également député socialiste, les écoles lausannoises de Béthusy et d'Isabelle-de-Montolieu ayant été parmi les premières à s'engager. Pour le syndicaliste, il ne fait aucun doute que plus le mouvement prendra de l'ampleur, plus des enseignants d'autres régions viendront grossir les rangs des grévistes.

Il demeure compliqué d'avoir une vue exacte des différences régionales, certaines écoles ayant organisé des actions sans forcément les signaler aux syndicats. Des enseignants contactés laissent néanmoins deviner un ancrage syndical moins fort dans les régions éloignées de l'Arc lémanique. Les syndicats de services publics n'ont pas les moyens d'une grande organisation comme Unia, qui peut s'appuyer sur un vaste réseau de bureaux régionaux et des relais locaux forts. Certains établisse-



Le Conseil d'Etat vaudois a d'ores et déjà annoncé qu'il ne reviendrait pas sur le dispositif présenté en décembre. (LAUSANNE, 31 JANVIER 2023/LAURENT GILLIÉRON/KEYSTONE)

Employés du CHUV et policiers ont grossi les rangs

VAUD Une nouvelle manifestation de la fonction publique et parapublique a traversé les rues lausannoises hier soir. Cette fois, la mobilisation ne se cantonne plus uniquement aux enseignants

FANNY SCUDERI
@FannyScuderi

Des gilets jaunes et des brassières avec l'inscription «gendarmes» ou «police». Une cinquantaine d'agents ont manifesté, à coups de sifflet, en dehors de leurs heures de service, affirme Laurent Favre, président du syndicat des gendarmes vaudois: «Nous avons décidé d'être plus visibles, de monter en puissance en soutien à tous les employés du public et du parapublic.»

Des revendications plus larges

Ils sont venus grossir les rangs de la fonction publique vaudoise, qui organisait hier sa deuxième manifestation de l'année. Le matin, les syndicats distribuaient des tracts aux employés du CHUV dans l'espoir d'étendre la mobilisation pour une «indexation pleine des salaires». Les grèves commencées en décembre s'étaient jusqu'à présent cantonnées aux établissements scolaires lausannois. La fonction publique demande l'ouverture de nouvelles négociations avec le Conseil d'Etat.

A 11h mardi, une vingtaine d'employés du CHUV, sur 9000, s'étaient annoncés

grévistes, indique la direction. Le chiffre pourrait évoluer, les grévistes ayant quarante-huit heures pour se déclarer. A midi, ils étaient un peu plus d'une centaine devant le bâtiment principal pour un court rassemblement: soignants, infirmières, sages-femmes, physiothérapeutes, logisticiens et quelques médecins se sont déplacés avant de se rendre à un colloque. «Il est difficile pour les soignants de faire grève car ils font passer la sécurité des patients avant tout. Surtout, le manque cruel d'effectifs et l'absence de remplacements dans certains services lors de congés longue durée minent les possibilités de mobilisation», commente Véronique Schober, présidente de la Commission du personnel du CHUV. Durant le cortège, les employés de l'hôpital se sont rassemblés derrière une banderole.

Une sage-femme s'est annoncée gréviste auprès de sa hiérarchie. Certaines de ses collègues utilisent un jour de récupération pour participer au rassemblement: «Les revendications dépassent la question salariale, défendent-elles. Nous ne voulons pas seulement l'indexation, mais la protection de la qualité des soins au sein de la maternité. Il faut plus de moyens.»

Au moment de défilé dans les rues, l'Agence télégraphique suisse estimait à 3000 le nombre de manifestants dans le cortège se dirigeant vers les autorités cantonales. L'arrivée de nouveaux corps de métier dans les défilés pourrait-elle faire

pencher la balance? A droite, la députée PLR Florence Bettschart-Narbel soutient que non. «Le Conseil d'Etat doit rester ferme. Les fonctionnaires devraient observer leur fiche de salaire à la fin du mois», tranche-t-elle. Avant de nuancer: «Je pense par contre que, comme l'a indiqué la présidente du Conseil d'Etat, des négociations sectorielles devraient être ouvertes.»

Nouvelle mobilisation le 9 février

Le gouvernement vaudois a indiqué lundi ouvrir des négociations sur d'autres dossiers, comme la lutte contre le harcèlement, l'égalité salariale, le travail de nuit et la protection des lanceurs d'alerte. Il invite les syndicats à une rencontre, mi-février, pour plancher sur ces autres chantiers.

Quant aux revendications des grévistes, l'exécutif cantonal a donné sa réponse à travers une lettre: il ne reviendra pas sur «le dispositif global tel que présenté le 8 décembre 2022, octroyant 182 millions de francs pour l'indexation des salaires, la lutte contre la vie chère et l'amélioration des régimes sociaux», écrit-il. Il réexaminera la situation de l'indexation cette année sur la base des indicateurs usuels et procédera à une consultation, laquelle se déroulerait à l'automne 2023 pour une éventuelle indexation en 2024. L'agenda ne convient pas aux syndicats: ils annoncent d'ores et déjà une nouvelle mobilisation le 9 février. ■

ments n'ont pas de délégué syndical. «On perçoit les syndicats comme un peu lointains, et ne connaissant pas toujours les réalités du terrain», reconnaît un instituteur nord-vaudois.

Figures syndicales lausannoises

«Le fait que de nombreuses figures des syndicats enseignants sont des Lausannois joue un rôle, ils sont sur place pour mobiliser, observe un autre enseignant. C'est important, car la culture syndicale d'un établissement ne se décrète pas, c'est un travail de fond.» Cet argument de responsables trop lausannois est balayé par Raphaël Ramuz, secrétaire syndical au SSP chargé de la formation. «C'est un peu de la discussion de comptoir», tranche-t-il, reconnaissant cependant qu'il est plus aisé de créer une dynamique à Lausanne, où les enseignants des différents établissements se rencontrent et se parlent.

Plus on s'éloigne de la capitale, plus la mobilisation faiblit

L'historien vaudois Olivier Meuwly avance une autre hypothèse plus sociologique. «Dans les régions moins urbaines, les employés de la fonction publique vivent davantage en osmose avec ceux du secteur économique, observe-t-il. Les fonctionnaires ont donc une compréhension plus grande pour ce monde-là, les incitant peut-être à se montrer plus discrets dans leurs revendications. Dans une ville comme Lausanne, le contexte est différent, avec une gauche plus combative et une mixité finalement moins grande entre gens du public et du privé.» «C'est vrai que je me sens peu concerné par les revendications, car je me considère comme bien loti par rapport à d'autres», commente ainsi un autre instituteur du Nord vaudois, pas à l'aise non plus avec l'idée de laisser ses élèves une journée pour faire grève.

Reste que ces différences régionales sont à nuancer si l'on prend en compte la mobilisation à l'échelon du postobligatoire. «Il y a un fort engagement dans l'ensemble des gymnases, y compris dans ceux qui ont peu de culture syndicale comme celui d'Yverdon», constate un bon connaisseur du système scolaire vaudois. Et les choses pourraient changer. «Il est vrai que par le passé, on ne s'est pas toujours reconnu dans les combats des syndicats, avance l'un des enseignants interrogés. Ici ce n'est pas plus le cas.» ■

EN BREF

En Suisse romande, des trains pas toujours ponctuels

Au niveau national, 92,5% des trains sont arrivés à l'heure l'année dernière, soit une hausse de 0,6%. Mais la situation est moins bonne en Suisse romande et au Tessin qu'en Suisse alémanique. Sur le territoire romand, les retards se sont multipliés à partir de septembre. Cette situation est due «à des réserves d'horaire insuffisantes pour permettre les nombreux travaux de construction en cours», ont fait valoir les CFF, qui veulent remédier à la situation avec un nouvel horaire annoncé pour fin 2025. ATS

La Suisse stagne en matière de lutte contre la corruption

Dans son dernier rapport, Transparency International critique «le népotisme largement répandu» dans notre pays. Selon l'Indice de perception de la corruption (IPC) 2022, publié mardi, la Suisse atteint 82 points sur 100, contre 84 en 2021. En pointant au 7e rang, elle reste toutefois dans le top 10 des pays les mieux placés, écrit Transparency. Pour faire mieux, l'ONG estime qu'elle devrait interdire le népotisme, améliorer le traitement des conflits d'intérêts et mieux réglementer le lobbying. ATS

Bilan positif de l'aumônerie musulmane

Le service d'aumônerie musulmane dans les centres fédéraux d'asile (CFA) va être pérennisé. Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a décidé de l'instaurer définitivement suite aux résultats «très positifs» du projet pilote lancé en 2021. Les aumôniers musulmans constituent «une ressource précieuse», a relevé mardi le SEM dans un communiqué: les requérants d'asile font volontiers appel à eux, tandis que le personnel apprécie particulièrement leurs compétences religieuses, culturelles et linguistiques. ATS

Des retards dans les travaux de maintenance des F/A-18

Une partie des travaux pour prolonger l'exploitation des F/A-18 dans l'attente de la livraison des nouveaux F-35A a été achevée. Mais des tâches supplémentaires concernant la structure des avions de combat, âgés de 25 ans, prendront toutefois plus de temps que prévu, a annoncé mardi l'Office fédéral de l'armement (Armasuisse). L'objectif de ce programme, dévisé à 450 millions de francs, est d'assurer le fonctionnement des F/A-18C/D Hornet, en service depuis 1995, jusque dans les années 2030. ATS

8 Carnet du jour

DEUIL

LE BÂTONNIER ET LE CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS DE GENÈVE

ont le profond regret de faire part du décès de

MAÎTRE SERGE GANICHOT

MEMBRE DE L'ORDRE

Ils expriment leurs sincères condoléances à sa famille.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, LA DIRECTION ET LES COLLABORATEURS DE
TV LÉMAN BLEU SA

ont la grande tristesse d'apprendre la disparition de

MADAME ODILE BRUN

MÈRE DE LEUR CHER ADMINISTRATEUR ET AMI

MONSIEUR PIERRE-YVES BRUN

Nous exprimons à Pierre-Yves, ainsi qu'à sa famille, notre profonde sympathie.

CONVOIS FUNÈBRES

LAUSANNE

14 h: **M^{me} Irène Keck Haesler**; église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, Roches 16.

15 h: **M^{me} Ghislaine Duvoisin**; chapelle Saint-Roch.

VAUD

Bavois - 14 h: **M. Daniel Borgeaud**; temple.

Bex - 14 h: **M. Hans Felix**; temple.

Echallens - 14 h: **M. Dominique Sberna**; église catholique St-Jean.

Etoy - 14 h: **Mlle Mary-Jane Campiche**; chapelle de l'Institution de l'Espérance.

La Chaux-de-Ste-Croix - 14 h: **M^{me} Claudine Garin-Guyé**; temple.

Nyon - 14 h: **M. Claude Geinoz-Schlumpf**; église de la Colombière.

Payerne - 14 h: **M^{me} Nicole Marchello Lhopiteau**; Espace funéraire de la Broye, route de Grandcour.

St-Légier-La Chiésaz - 14 h 30:

M. Heinz Gasser; église.

Suchy - 14 h: **M^{me} Irène Pittet-Glauser**; temple.

Vallorbe - 13 h 30: **M. Roland Cunin**; temple.

Vers-l'Église - 14 h: **M. Michel Flotron**; temple.

FRIBOURG

Fribourg - 10 h: **M^{me} Jeanne Coquoz**; église du Christ-Roi.

Fribourg - 14 h: **M^{me} Gilberte Bersier Marchand**; église Saint-Paul (Schönenberg).

La Roche - 14 h 30: **M^{me} Solange Kolly Brodard**; église.

Murten - 14 h: **M^{me} Rita Haymoz-Bonvin**; église catholique de la Meylandstrasse.

Torny-le-Grand - 14 h 30: **M^{me} Catherine Longchamp-Dumas**; église.

Villars-sur-Glâne - 10 h: **M. Michel Ansermet**; église.

Villars-sur-Glâne - 14 h 30: **M^{me} Thérèse Neuhaus-Raemy**; église.

JURA

Delémont - 14 h: **M^{me} Claudine Wüthrich Jeannenez**; église Saint-Marcel.

Glovelier - 14 h: **M. Adrien Lovis**; église.

NEUCHÂTEL

Le Locle - 14 h: **M^{me} Violette Montandon-Ruéat**; temple.

Neuchâtel - 16 h: **M. Cédric Schwab**; centre funéraire de Beauregard.

VALAIS

Chippis - 16 h 30: **M. Giovanni Pepe**; église.

Martigny-Ville - 10 h: **M^{me} Jacqueline Moulin**; église.

Muraz-Sierre - 10 h 30: **M. Antoine Monfort**; église Saint-Martin.

Plan-Conthey - 16 h: **M^{me} Raymonde Perraudin Nendaz**; église.

Sion - 10 h 30: **M. Pascal Thurre**; église de Saint-Guérin.

Sierre - 10 h 30: **M. Stefan Bayard**; église de Sainte-Catherine.

GENÈVE

Carouge - 15 h: **M. Charles André**; temple.

Collonge-Bellerive - 14 h: **M. Serge Alexis Ganichot**; église.

Genève - 10 h 45: **M^{me} Maddy Grünhagel-Vauthey**; centre funéraire des Rois.

Genève - 11 h 15: **M. Jean-Jacques Bouvier**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève - 14 h: **M. Philippe Chareyre**; église Sainte-Thérèse.

Genève - 14 h 45: **M^{me} Milada Gex Zelinková**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève - 15 h 45: **M. Marcel Sommerer**; centre funéraire de Saint-Georges.

Genève - 16 h: **M. Ernest Détrais**; centre funéraire de Saint-Georges.



VOUS ET NOUS

Le Conseil des Etats et la diplomatie

CHARLES BEER

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

Au nom d'une sombre querelle de compétences de politique étrangère, M. Nordmann (LT du 17.01.2023) s'insurge dans sa chronique contre la lettre du Conseil des Etats demandant l'intervention de la Suisse auprès du Conseil de sécurité afin d'obtenir la levée immédiate du blocus de Latchine et l'organisation urgente d'un pont aérien humanitaire. La situation sur place n'existe pas dans son propos, pas plus que les démarches de nombreux parlements et ONG. Depuis le 12 décembre 2022, l'Azerbaïdjan occupe la seule voie d'accès vers l'extérieur de la population arménienne du Haut-Karabagh (Artsakh en arménien), faisant peser la menace d'une catastrophe humanitaire majeure. Bakou prive 120 000 personnes de ressources alimentaires, médicales et énergétiques.

Ce blocus marque une escalade de plus dans les agressions perpétrées depuis septembre 2020 par Bakou contre les Arméniens.

Le Parlement européen (PE) vient d'adopter une résolution exhortant l'Azerbaïdjan à rouvrir immédiatement le corridor

de Latchine. Il a également condamné l'agression militaire de l'Azerbaïdjan de septembre 2022 sur le territoire souverain de l'Arménie. En mars 2022, une résolution du PE dénonçait l'effacement de l'héritage culturel arménien en Artsakh et la politique étatique d'«arménophobie» de Bakou.

Fin 2021, la Cour internationale de justice signifiait à l'Azerbaïdjan par ordonnance d'arrêter l'incitation à la haine raciale pratiquée à l'encontre des Arméniens.

Le DFAE vient d'appeler au rétablissement urgent de la libre circulation des civils et des biens de première nécessité.

Au nom de l'amitié séculaire entre l'Arménie et la Suisse, notre pays doit s'engager dans une diplomatie active prenant en compte la sécurité et le droit à l'autodétermination des Arméniens d'Artsakh. Il en va de leur survie sur leur terre ancestrale. Les liens économiques et la dépendance de la Suisse en matière énergétique ne devraient pas constituer des freins. La crédibilité de notre pays en matière de paix et de droits humains est en jeu. ■

La neutralité, un devoir d'être autre

ANDRÉ DURUSSEL, CHÈNE-PÂQUIER (VD)

Il y a quelques années déjà, certains exégètes de nos facultés de théologie remettaient en cause l'interprétation de ce conseil qui fait suite à cette célèbre «loi du talion» dans l'Évangile selon Matt. 5, v.38: «Si quelqu'un te gifle sur la joue droite, tends-lui aussi l'autre». Pour ces exégètes et traducteurs du texte grec original, il s'agissait plutôt ici de tendre une joue «autre». Or,

c'est bien à mon avis cette attitude «autre» que nécessite aujourd'hui notre statut de pays neutre. Cette joue «autre», c'est notre vocation humanitaire fondée par Henry Dunant, c'est l'accueil des réfugiés et l'application de sanctions économiques par exemple, mais nous ne saurions en aucun cas devenir des pourvoyeurs d'armes destructrices pour des pays en guerre. ■

ÉCRIVEZ - NOUS! HYPERLIEN@LETEMPS.CH

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE

Urgences santé/Ambulances: Tél. 144

Police Secours: Tél. 117

Sauvetage du lac: Tél. 117

Pompier: Tél. 118

Secours routier: Tél. 140

La Main tendue: Tél. 143

Centre d'information toxicologique: Tél. 145

Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147

REGA: Tél. 1414

Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE

HUG: Tél. 022 372 33 11

HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20

HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36

HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00

HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55

HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62

HUG Prévention suicide:

Tél. 022 372 42 42

HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00

Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11

Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50

Centre Médical Eaux-Vives: Tél. 022 737 47 47

Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45

Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44

Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15

Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11

Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77

Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55

Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00

Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35

Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour)

Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)

SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50

SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD

CHUV: Tél. 021 314 11 11

Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84

Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11

Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133

Centre de la main: Tél. 021 314 25 50

Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00

Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39

Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69

Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33

Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99

Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44

Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11

Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11

Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18

Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12

Centre hospitalier de La Côte, Morges:

Tél. 021 804 22 11

Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11

Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00

Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64

Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61

Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43

Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60

Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90

Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG

Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL

Hôpital Poraltes: Tél. 032 713 30 00

Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11

Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46

Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds:

Tél. 032 930 30 00

Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS

Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00

Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00

Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00

Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12

Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA

Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21

Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE

Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00

Pompes Funèbres Générales Genève SA:

Tél. 022 342 30 60

A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00

VAUD

Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45

Blanchet & Wiesmann SA: Renens, Tél. 021 636 13 13

Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13

Nyon: Tél. 022 362 33 33

Cassar Pompes Funèbres SA: Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.

Aigle: tél. 024 466 46 56

Aubonne: Tél. 021 808 62 88

Bex: tél. : 024 463 35 79

Carouge: Tél. 021 903 26 24

Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69

Château-d'Œx: Tél. 026 924 40 00

Chebbres: Tél. 021 946 24 01

Echallens: Tél. 021 882 23 35

Froideville: Tél. 021 881 15 20

Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94

La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54

Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

Conseil d'Administration

Présidence: Yves Daccord

Administrateur-délégué:

Tibère Adler

Direction

Tibère Adler,

administrateur-délégué

Madeleine von Holzen,

rédatrice en chef

Zeynep Ersan Berdoz, directrice

Stratégie et Développements

Olivier Schwarz, finances

Nicole Pomezny, ressources humaines

Rédactrice en chef

Madeleine von Holzen

Adjoints:

Paul Ackermann

Vincent Bourquin

Grégoire Nappay

Laure Lugon Zugravu

Le gaz de schiste fait trembler la Patagonie

ÉNERGIE Depuis la guerre en Ukraine et la flambée des prix sur le marché mondial, l'exploitation de cette ressource naturelle explose dans la région argentine, au détriment des populations locales et de l'environnement

MARION ESNAULT

Le vent souffle sur les steppes de la Patagonie et le vrombissement des moteurs, qui tournent jour et nuit pour fracturer la roche et extraire le gaz de schiste, s'entend jusqu'au village de Sauzal Bonito. Dans cette oasis au milieu des terres arides, quelque 500 personnes vivaient dans la plus grande tranquillité jusqu'à l'arrivée de la fracturation hydraulique, en 2013. Le calme d'antan n'est pas près d'être retrouvé, car depuis la guerre en Ukraine, l'extraction d'hydrocarbures s'intensifie à Vaca Muerta (la «Vache morte»), territoire de 30 000 km qui regorge de gaz et de pétrole de schiste.

Mabel, 65 ans, a vécu toute sa vie à Sauzal Bonito. «S'il n'y avait que les bruits de moteurs, on s'en accommoderait. Le problème principal, ce sont surtout les séismes», déplore-t-elle en montrant du doigt sa maison démolie. La maison de Mabel étant fissurée de toute part à cause des tremblements de terre à répétition, les autorités locales ont considéré qu'elle était inhabitable. Ils lui ont installé «un logement préfabriqué, supposément antisismique», comme elle le qualifie, «car nos maisons n'étaient pas construites pour résister à de tels chocs, et j'attends de voir si celle-ci résiste vraiment!»



Vaca Muerta est le deuxième gisement de gaz de schiste du monde. (PROVINCE DE NEUQUEN, ARGENTINE, 13 NOVEMBRE 2016/MARION ESNAULT)

dinateur de campagne pour l'ONG argentine Observatorio Petrolero Sur, observe aujourd'hui «des oléoducs et gazoducs qui fonctionnent 24h/24 pour exporter les hydrocarbures». Selon lui, «Vaca Muerta pourrait couvrir une partie des besoins de l'Europe. Son exploitation va se déployer de manière exponentielle, engendrant des dommages environnementaux irréversibles».

«S'il n'y avait que les bruits de moteur, on s'en accommoderait. Le problème principal, ce sont surtout les séismes»

MABEL, HABITANTE DE SAUZAL BONITO

Il pointe du doigt «les pays européens comme la France ou les Pays-Bas qui ont interdit l'extraction des gaz de schiste par fracturation hydraulique sur leur territoire mais dont les entreprises exploitent ou financent Vaca Muerta». Shell, BP, Wintershall ou encore TotalEnergies ont des activités en Patagonie argentine depuis une décennie. Elles ont récemment été rejointes par de nouveaux acteurs, souvent des investisseurs étrangers, comme l'entreprise suisse Mercuria, principal actionnaire de Phoenix Global Resources, «une société pétrolière et gazière qui offre des investissements directs dans le gisement de Vaca Muerta en Argentine».

Les ONG comme l'Observatorio Petrolero Sur sont très critiques de ce bond d'investissements, au regard de l'urgence climatique. Selon eux, il faut investir massivement dans les énergies renouvelables et laisser les énergies fossiles dans les sols comme le recommande le GIEC, si nous souhaitons espérer maintenir une trajectoire climatique sous les 2 degrés. ■

Des communautés autochtones impuissantes

Depuis 2015, plus de 350 tremblements de terre ont été recensés à Vaca Muerta. En 2019, en vingt-quatre heures, le record de 34 mouvements sismiques a été enregistré. Pour la communauté scientifique, il n'y a aucun doute: les tremblements de terre sont directement provoqués par l'usage de la technique très controversée de la fracturation hydraulique. Javier Grosso, géographe à l'Université de Comahue à Neuquén, a publié, avec d'autres collègues, une enquête irréfutable dans la revue *Nature*: «L'analyse sismique de sources multiples révèle qu'aucun séisme n'a été enregistré dans la zone d'étude avant 2015. Cette quiétude a brusquement changé avec l'intensification des activités

de fracturation hydraulique dans la région».

Javier Grosso explique que «pour fracturer, dans chaque puits, il faut injecter 100 millions de litres d'eau et 15 000 tonnes de sables. Cette substance boueuse est injectée dans les profondeurs à très forte pression, entre 13 000 et 14 000 livres-forces. Une fois fracturée, la roche laisse s'échapper les gaz de schiste. Mais la pression accumulée dans les sous-sols a besoin de se libérer, et provoque les séismes.»

À quelques kilomètres de Sauzal Bonito, on croise la communauté Wirkaleo du peuple originaire Mapuche. Cette ethnie a été massacrée durant la «Conquête du désert» à la fin du XIXe siècle. Quelques communautés ont survécu et luttent pour la reconnais-

sance de leurs droits, et surtout pour la récupération de leurs terres. C'est un enjeu politique et économique car les terres qu'ils réclament sont justement celles où les multinationales exploitent les gaz et pétrole de schiste.

La grande inquiétude de la communauté Wirkaleo, c'est la pollution et la raréfaction de l'eau. Seraphin, un soixantenaire qui vit de son potager, raconte que la communauté n'a pas «de canaux pour irriguer» et qu'elle utilise «l'eau des puits». De son point de vue, les entreprises leur «ont ruiné la vie en mettant à sec les puits, avec leurs grosses perforations. En plus, ils utilisent l'eau des fleuves et contaminent les nappes phréatiques».

L'impuissance face aux géants pétroliers et gaziers est un sen-

timent partagé par toute la communauté. Pour être entendu, ils coupent les routes et empêchent l'entrée des camions dans les gisements. Luis, le *lonko* de la communauté, l'autorité suprême, exige que «la fracturation hydraulique soit interdite en Argentine, comme c'est le cas dans beaucoup de pays d'Europe». Le Royaume-Uni, et plus récemment, les Pays-Bas ont interdit l'usage de cette technique sur leur territoire en raison des risques de séismes.

Un bond de 26% dans les investissements

Vaca Muerta est le deuxième gisement de gaz de schiste du monde et le gouvernement argentin compte bien l'exploiter pour redresser son économie qui frôle les 100% d'infla-

tion. La Patagonie argentine attire les investisseurs étrangers, surtout depuis la guerre en Ukraine. Les prix du gaz conventionnel explosent et le gaz de schiste (non-conventionnel) devient de plus en plus rentable. D'autant que le gouvernement argentin encourage l'essor de cette filière. Selon Flavia Royon, la secrétaire à l'Energie de la Nation, le secteur promet d'être «un vecteur de développement pour le pays». Elle appuie l'objectif du ministre de l'Economie, Sergio Massa, de «soutenir les industries susceptibles de générer des devises étrangères dont le pays a tant besoin pour éviter les crises récurrentes».

En 2023, un bond de 26% est attendu dans les investissements à Vaca Muerta. Martin Alvarez, coor-

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE

Mercredi 1^{er} février 2023



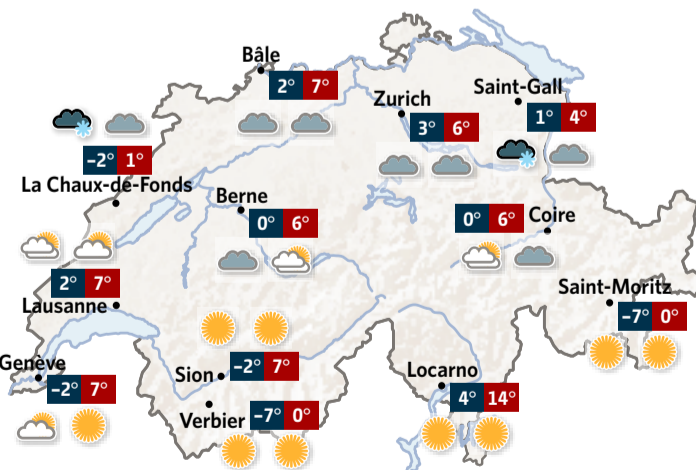
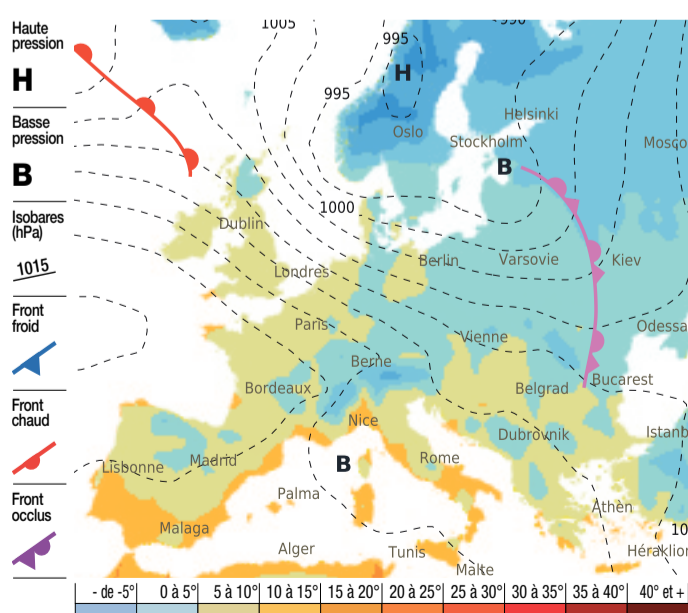
lever: 07h59
coucher: 17h40
3 minutes de soleil en plus



lever: 13h24
coucher: 05h22

lune croissante
taux de remplissage: 84%

Situation générale aujourd'hui à 13h



UN FORT COURANT DU NORD-OUEST règne du proche Atlantique à l'Europe centrale. Il entraîne une série de perturbations en direction des Alpes autrichiennes. La Suisse romande restera très en marge de ce courant perturbé jusqu'à vendredi. Le ciel sera donc souvent

nuageux sur le nord de la région avec par moments de faibles précipitations et des flocons au-dessus de 600 m. Le soleil sera plus présent autour du Léman et surtout en Valais avec seulement des passages nuageux intermittents.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

| | JEUDI | VENDREDI | SAMEDI | DIMANCHE | LUNDI |
|--|--------|----------|--------|----------|--------|
| | 90% | 80% | 80% | 70% | 50% |
| Bassin lémanique, Plateau romand et Jura | 2° 8° | 1° 8° | 1° 7° | 1° 6° | 0° 6° |
| Limite des chutes de neige | - | - | - | 800 m | - |
| Alpes vaudoises et valaisannes (500 m) | 0° 8° | 0° 9° | 0° 10° | -1° 9° | 0° 8° |
| Limite des chutes de neige | - | - | - | - | - |
| Suisse centrale et orientale | 4° 7° | 3° 8° | 2° 8° | 1° 7° | 0° 6° |
| Limite des chutes de neige | 600 m | 900 m | - | - | 400 m |
| Sud des Alpes | 5° 14° | 6° 13° | 5° 15° | 5° 13° | 4° 13° |
| Limite des chutes de neige | - | - | - | - | - |

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG

PUBLICITE

Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *achat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du mardi, 31.01.2023, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2023 en %

BONHÖTE BCV

Fonds en obligations

| | | | |
|-------------------------------------|------------|-------|-----|
| Bonhôte Asym.-Oblig.(CHF) B (CHF) | CHF 3/1/af | 86.72 | 0.9 |
| Bonhôte Sel.-Obl HR Multi-Fds (CHF) | CHF 4/2/a | 82.83 | 2.4 |

Fonds en actions

| | | | |
|------------------------------------|-----------|--------|-----|
| Bonhôte Sel. Glob Emerg MF (CHF) | CHF 4/2/a | 120.07 | 9.6 |
| Bonhôte Str.-Megatrend ESG I (USD) | USD 1/1/a | 107.86 | 8.6 |

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|---------------------------|-----------|--------|-----|
| Bonhôte Impact Fund I-CHF | CHF 3/2/a | 101.25 | 4.5 |
|---------------------------|-----------|--------|-----|

Fonds immobiliers

| | | | |
|--------------------------------|---------|--------|-----|
| Bonhôte-Immobilier SICAV - BIM | CHF 2/2 | 135.10 | 0.2 |
|--------------------------------|---------|--------|-----|

Investissements alternatifs

| | | | |
|---------------------------------------|-----------|----------|---|
| B. Alter. Multi-Performance Cl. (CHF) | CHF 4/2/b | 13235.00 | - |
| B. Alter. Multi-Performance Cl. (EUR) | EUR 4/2/b | 9568.00 | - |
| B. Alter. Multi-Performance Cl. (USD) | USD 4/2/b | 12193.00 | - |

Autres fonds

| | | | |
|--------------------------------|------------|--------|-----|
| Bonhôte Asym.-GI (CHF) B (CHF) | CHF 3/1/af | 94.43 | 0.8 |
| Bonhôte Strategies-Monde (CHF) | CHF 4/4/a | 131.10 | 4.6 |

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|------------------------------------|-----------|--------|-----|
| BCV Actif Balancé (CHF) ESG | CHF 1/1/f | 95.50 | 3.6 |
| BCV Actif Défensif (CHF) ESG | CHF 2/1/f | 86.72 | 2.5 |
| BCV Actif Offensif (CHF) ESG | CHF 2/1/f | 91.02 | 4.5 |
| BCV Actif Sécurité (CHF) ESG | CHF 2/1/f | 88.35 | 1.8 |
| BCV Stratégie Actions Monde ESG | CHF 2/1/f | 125.29 | 6.1 |
| BCV Stratégie Dynamique ESG | CHF 2/1/f | 102.11 | 4.9 |
| BCV Stratégie Equipondéré ESG | CHF 2/1/f | 153.33 | 3.6 |
| BCV Stratégie Equipondéré ESG Imp. | CHF 2/1/f | 94.68 | 3.7 |
| BCV Stratégie Obligation ESG | CHF 2/1/f | 83.10 | 1.5 |
| BCV Stratégie Revenu ESG | CHF 2/1/f | 108.22 | 2.6 |

Berninvest

Fonds immobiliers

| | | | |
|---------------------|---------|--------|------|
| Good Buildings SREF | CHF 5/5 | 132.00 | -1.5 |
| Immo Helvetic | CHF 5/5 | 198.00 | -0.6 |

BLACKROCK

Fonds en obligations

| | | | |
|--------------------------------|-----------|--------|-----|
| BSF Eme Mkt Shrt Dur Bd D2 USD | USD 1/1/e | 111.66 | 2.7 |
| BSF Sus Fix Inc. Str D2 EUR | EUR 1/1/e | 130.03 | 1.3 |

Fonds en actions

| | | | |
|--------------------------------|-----------|-------|-----|
| BGF Sys Glb Eq High Inc D2 USD | USD 1/1/f | 18.96 | 4.5 |
|--------------------------------|-----------|-------|-----|

Autres fonds

| | | | |
|-------------------------------|-----------|--------|-----|
| BSF Glb Real Asset Sec D2 USD | USD 1/1/e | 121.25 | 8.9 |
|-------------------------------|-----------|--------|-----|

bordier 1844

Fonds en obligations

| | | | |
|------------------------------------|-----------|--------|-----|
| BO Fd IV-Bordier Eur.ShTerm Bd EUR | EUR 4/4/e | 101.46 | 2.1 |
| BO Fd IV-Bordier USD ShTerm Bd USD | USD 4/4/e | 108.77 | 1.9 |

Fonds en actions

| | | | |
|--------------------------------------|-----------|--------|------|
| BO Fd IV-Bordier Core Hold Eur - EUR | EUR 4/4/e | 142.85 | 5.7 |
| BO Fd IV-Bordier Gbl EmMkt USD | USD 4/4/e | 184.70 | 9.2 |
| BO Fd IV-Bordier Sat Eq Eur - EUR | EUR 4/4/e | 112.03 | 10.3 |
| BO Fd IV-Bordier US Sel Eq I USD | USD 4/4/e | 168.73 | 4.9 |
| BO Fd IV-Bordier US Sel Eq USD | USD 4/4/e | 165.54 | 4.8 |

bwm

VALUE INVESTING

Représentant pour la Suisse:

LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions

| | | | |
|----------------------------|-----------|--------|------|
| Classic Global Equity Fund | CHF 3/3/a | 555.32 | 11.8 |
| Classic Value Equity Fund | CHF 3/3/e | 171.11 | 12.1 |

caceis

INVESTOR SERVICES

Fonds en actions

| | | | |
|-------------------------------------|-----------|--------|-----|
| Swissquote Quant European Eq. A CHF | CHF 1/1/e | 113.78 | 2.6 |
| Swissquote Quant European Eq. A EUR | EUR 1/1/e | 86.76 | 2.7 |
| Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A | CHF 1/1/e | 123.94 | 4.6 |

CITE GESTION

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|----------------------------------|-----------|---------|-----|
| WF Asset Allocation Fund A EUR | EUR 1/1/f | 1028.85 | 4.3 |
| WF Asset Allocation Fund A H CHF | CHF 1/1/f | 991.96 | 4.3 |
| WF Asset Allocation Fund A H USD | USD 1/1/f | 1145.43 | 4.6 |

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire

| | | | |
|----------------------------|-----------|---------|-----|
| CS Money Market Fund CHF B | CHF 2/1/e | 946.34 | 0.0 |
| CS Money Market Fund EUR B | EUR 2/1/e | 1007.17 | 0.1 |
| CS Money Market Fund USD B | USD 2/1/e | 1093.15 | 0.3 |

Fonds en obligations

| | | | |
|-------------------------------------|-----------|--------|-----|
| CS (CH) Corporate CHF BF A | CHF 2/1/e | 104.66 | 1.1 |
| CS (Lux) Asia Corporate Bond Fund B | USD 2/1/e | 109.89 | 4.0 |
| CS (Lux) Corp ST Duration CHF BF B | CHF 2/1/e | 108.74 | 0.6 |
| CS (Lux) Corp ST Duration EUR BF B | EUR 2/1/e | 122.44 | 0.7 |
| CS (Lux) Corp ST Duration USD BF B | USD 2/1/e | 148.34 | 0.8 |
| CS (Lux) EM Corp IG Bd Fd B | USD 2/2/e | 135.20 | 2.1 |
| CS (Lux) Emerging Mkt Corp Bd Fd B | USD 2/2/e | 127.05 | 2.7 |
| CS (Lux) Inflation Linked CHF BF B | CHF 2/1/e | 112.52 | 0.2 |

| | | | |
|--|-----------|--------|-----|
| CS (Lux) Swiss Franc Bond Fund B | CHF 2/1/e | 483.58 | 1.3 |
| CSIP (Lux) GL Bal Convertible B | USD 2/1/e | 163.82 | 4.5 |
| CSIP (Lux) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B | USD 1/1/e | 144.50 | 3.4 |

Fonds en actions

| | | | |
|------------------------------------|-----------|---------|------|
| CS (CH) 130/30 Swiss Equity Fd B | CHF 2/1/e | 37.62 | 6.0 |
| CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A | CHF 2/4/e | 405.51 | 7.7 |
| CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B | CHF 3/1/e | 14.22 | 5.1 |
| CS (CH) Swissac EF B | CHF 2/1/e | 21.36 | 5.1 |
| CS (Lux) Digit. Health Eq Fd B USD | USD 2/2/e | 529.17 | 6.2 |
| CS (Lux) Europ Div Plus EQ B | EUR 2/1/e | 640.78 | 9.0 |
| CS (Lux) Europ.Ent.Eq.Fnd B EUR | EUR 2/1/e | 20.82 | 3.6 |
| CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd B | EUR 2/1/e | 3914.54 | 7.9 |
| CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd B | EUR 2/1/e | 19.26 | 10.2 |
| CS (Lux) EZ Qual. Grth Eq Fd B | EUR 2/1/e | 15.04 | 10.3 |
| CS (Lux) GL Div Plus EQ B | USD 2/1/e | 21.62 | 2.3 |
| CS (Lux) Global Value EF B EUR | EUR 2/1/e | 13.73 | 5.8 |
| CS (Lux) Infrastruct Eq Fd B | USD 2/2/e | 200.19 | 2.4 |
| CS (Lux) Japan Value Equity B JPY | JPY 2/1 | 2596.00 | 3.9 |
| CS (Lux) S&M Cap Germany EF B EUR | EUR 2/1/e | 3123.40 | 14.4 |
| CS (Lux) Security Eq Fd B | USD 2/1/e | 37.62 | 6.3 |
| CS EF (CH) S&M Cap Switz Eq Fd B | CHF 2/1/e | 1415.08 | 8.1 |

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|---|-----------|--------|-----|
| CS (CH) Int. & Div. Focus Bal CHF UB | CHF 2/1/e | 113.20 | 4.6 |
| CS (CH) Int. & Div. Focus Growth CHF UB | CHF 2/1/e | 127.00 | 5.2 |
| CS (CH) Int. & Div. Focus Yld CHF UB | CHF 2/1/e | 99.98 | 3.2 |
| CS (CH) Privilege 20 CHF UB | CHF 1/1/e | 100.55 | 2.0 |
| CS (CH) Privilege 35 CHF UB | CHF 1/1/e | 102.73 | 2.3 |
| CS (CH) Privilege 45 CHF UB | CHF 2/1/e | 118.03 | 3.2 |
| CS (CH) Privilege 75 CHF UB | CHF 1/1/e | 107.44 | 4.8 |
| CS (Lux) Global High Income USD UB | USD 1/1/e | 184.16 | 4.8 |
| CS (Lux) Portfolio Funds Bal EUR UB | EUR 1/1/e | 115.42 | 4.2 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Bal CHF UB | CHF 2/1/e | 113.08 | 4.3 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Bal USD UB | USD 2/1/e | 128.06 | 4.7 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Growth CHF UB | CHF 2/1/e | 118.11 | 5.6 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Growth EUR UB | EUR 2/1/e | 127.09 | 5.7 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Growth USD UB | USD 2/1/e | 139.11 | 5.7 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Yld CHF UB | CHF 2/1/e | 102.90 | 3.2 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Yld EUR UB | EUR 2/1/e | 105.78 | 3.1 |
| CS (Lux) Portfolio Fund Yld USD UB | USD 2/1/e | 117.03 | 3.6 |
| CS (Lux) Sys Index Fund Bal CHF UB | CHF 2/1/e | 115.48 | 4.8 |
| CS (Lux) Sys Index Fund Growth CHF UB | CHF 2/1/e | 128.59 | 6.3 |
| CS (Lux) Sys Index Fund Yld CHF UB | CHF 2/1/e | 104.00 | 3.4 |

Fonds immobiliers

| | | | |
|-----------------------------------|-----------|---------|------|
| Credit Suisse 1a Immo PK | CHF 5/5f | 1130.00 | 0.0 |
| CS Real Estate Fund International | CHF 5/5/e | 770.00 | -1.3 |
| CS Real Estate Fund LogisticsPlus | CHF 5/5 | 106.00 | -6.0 |
| CS REF Green Property | CHF 5/5/e | 127.20 | 1.5 |
| CS REF Hospitality | CHF 5/5/e | 65.00 | 2.1 |
| CS REF Interswiss | CHF 5/5/e | 162.00 | 0.1 |
| CS REF LivingPlus | CHF 2/1/e | 136.00 | -1.2 |
| CS REF Siat | CHF 5/5/e | 205.10 | 0.2 |

Investissements alternatifs

| | | | |
|------------------------------------|------------|--------|------|
| CS (Lux) Capital Allocation UB USD | USD 1/1/e | 108.75 | 1.6 |
| CS (Lux) Prima Multi-Strat. B EUR | EUR 2/1/af | 93.78 | 1.0 |
| CS (Lux) S&M Cap Alpha L/S B | EUR 2/1/a | 160.58 | 3.1 |
| CS Comm. Fd Plus (CH) USD BH CHF | CHF 2/1/e | 129.90 | -2.1 |

Autres fonds

| | | | |
|------------------------------------|-----------|--------|------|
| CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A | CHF 2/1/e | 17.42 | 1.5 |
| CS (Lux) Com Idx PI USD Fd B | USD 2/1/e | 73.27 | -1.0 |
| CS (Lux) CommodityAllocation B | USD 2/1/e | 77.18 | -1.1 |
| CSIP(Lux) Conv Int Bond Fund A CHF | CHF 2/1/e | 250.99 | 4.0 |

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions

| | | | |
|--------------------------------------|-----------|----------|------|
| Cadmos - Emg Mkts Enga B | USD 2/1/a | 206.03 | 11.3 |
| Cadmos - Peaceo Eur Eng B | EUR 2/1/e | 173.00 | 6.4 |
| Cadmos Swiss Engagement B | CHF 4/4/e | 199.42 | 8.7 |
| ENETIA Energy Infrass. Fund A CHF | CHF 2/1/e | 122.28 | -0.3 |
| ENETIA Energy Infrass. Fund A EUR | EUR 2/1/e | 117.61 | -1.9 |
| ENETIA Energy Infrass. Fund I CHF | CHF 2/1/e | 16919.83 | -0.2 |
| ENETIA Energy Infrass. Fund I EUR | EUR 2/1/e | 16104.53 | -1.8 |
| ENETIA Energy Transition Fund A EURh | EUR 2/1/e | 159.01 | 10.0 |
| ENETIA Energy Transition Fund I EURh | EUR 2/1/e | 16632.30 | 10.1 |
| White Fleet IV-Ri. St. B (USD) | USD 1/1/e | 40.14 | 11.8 |
| White Fleet IV-Sec.Trds B (CHF hdg) | CHF 1/1/e | 119.97 | 9.6 |
| White Fleet IV-Sec.Trds B (EUR hdg) | EUR 1/1/e | 120.27 | 9.6 |
| White Fleet IV-Sec.Trds B (USD) | USD 1/1/e | 163.57 | 10.0 |

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|----------------------------|-----------|--------|-----|
| Cadmos Balanced CHF B-Dist | CHF 4/4/e | 117.43 | 2.9 |
|----------------------------|-----------|--------|-----|

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers

| | | | |
|-------------------|---------|--------|-----|
| ERRES Swiss A-CHF | CHF 4/4 | 137.40 | 1.2 |
|-------------------|---------|--------|-----|

ethos

Fonds en actions

| | | | |
|--------------------------------|-----------|--------|-----|
| Vontobel(CH)-EthosEqSwissM&S A | CHF 4/1/e | 480.09 | 7.4 |
|--------------------------------|-----------|--------|-----|

Fonds en obligations

| | | | |
|--------------------------------|-----------|--------|------|
| Konwawe Gold Equity Fd CHF - B | CHF 2/1/e | 202.23 | 12.0 |
|--------------------------------|-----------|--------|------|

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|-----------------------------------|-----------|--------|-----|
| Allround QUADInvest Fund ESG - B | EUR 2/1/e | 199.28 | 4.8 |
| Allround QUADInvest Fund ESG - C | EUR 4/4/e | 148.70 | 4.9 |
| Allround QUADInvest Fund ESG - D | EUR 4/4/e | 211.21 | 4.9 |
| Allround QUADInvest Fund ESG - I | EUR 2/1/e | 149.56 | 4.9 |
| Allround QUADInvest Fund ESG - Ia | EUR 2/1/e | 139.48 | 4.9 |
| Allround QUADInvest Growth - C | USD 4/4/e | 254.59 | 6.8 |
| Allround QUADInvest Growth - D | USD 4/4/e | 258.40 | 6.8 |

GENERALI INVESTMENTS

Fonds en obligations

| | | | |
|-----------------------------------|-----------|--------|-----|
| GENERALI Bond Fund CHF | CHF 2/1/e | 100.45 | 1.4 |
| GENERALI INVEST - Long Term BF | CHF 1/1/e | 97.43 | 2.5 |
| GENERALI Short Term Bond Fund CHF | CHF 1/1/e | 538.45 | 0.8 |

Fonds en actions

| | | | |
|------------------------------|-----------|--------|-----|
| GENERALI Eq Fd Switzerland A | CHF 2/1/e | 377.90 | 5.9 |
|------------------------------|-----------|--------|-----|

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|-----------------------------------|-----------|--------|-----|
| GENERALI Anlagefonds | CHF 2/1/e | 125.60 | 2.6 |
| GENERALI ESG Equity Fund C | CHF 3/1/e | 83.76 | 5.4 |
| GENERALI ESG Multi Asset Fund C | CHF 1/1/e | 90.73 | 3.7 |
| GENERALI Europe Balanced Fund CHF | CHF 2/1/e | 102.61 | 3.2 |
| GENERALI Europe Balanced Fund EUR | EUR 1/1/e | 142.09 | 2.6 |
| GENERALI INVEST - Risk Control 1 | CHF 3/1/e | 90.74 | 0.9 |
| GENERALI INVEST - Risk Control 2 | CHF 3/1/e | 91.02 | 0.8 |
| GENERALI INVEST - Risk Control 3 | CHF 3/1/e | 91.71 | 1.2 |
| GENERALI INVEST - Risk Control 4 | CHF 3/1/e | 87.62 | 1.2 |
| GENERALI INVEST - Risk Control 5 | CHF 3/1/e | 91.93 | 1.2 |
| GENERALI INVEST - Risk Control 6 | CHF 3/1/e | 93.97 | 1.2 |
| GENERALI Multi INDEX 10 | CHF 2/1/e | 95.18 | 3.0 |
| GENERALI Multi INDEX 20 | CHF 2/1/e | 105.02 | 3.4 |
| GENERALI Multi INDEX 30 | CHF 2/1/e | 114.77 | 3.8 |
| GENERALI Multi INDEX 40 | CHF 2/1/e | 126.48 | 4.2 |

FIR FONDS IMMOBILIER ROMANO

Fonds immobiliers

| | | | |
|-----|---------|--------|------|
| FIR | CHF 2/2 | 193.50 | -2.7 |
|-----|---------|--------|------|

GUTZWILLER FUNDS

Fonds en obligations

| | | | |
|------------------------|---------|-------|-----|
| EG CHF Bond Fund (CHF) | CHF 1/1 | 94.90 | 1.6 |
|------------------------|---------|-------|-----|

Fonds en actions

| | | | |
|----------------------------|-----------|--------|-----|
| EG European Equities (EUR) | EUR 2/1 | 339.00 | 7.4 |
| EG Global Equities (EUR) | EUR 2/1 | 211.60 | 5.4 |
| EG Swiss Equities (CHF) | CHF 2/1 | 61.90 | 6.0 |
| Gutzwiller ONE | USD 2/1/e | 481.50 | 3.2 |

Investissements alternatifs

| | | | |
|----------------------|-----------|--------|---|
| Gutzwiller TWO (USD) | USD 3/1/e | 165.50 | - |
|----------------------|-----------|--------|---|

IAM

Fonds en actions

| | | | |
|-------------------------|-----------|---------|-----|
| IAM European Equity - A | CHF 2/1/e | 1248.69 | 6.1 |
| IAM Global Equity - A | CHF 2/1/e | 1879.75 | 7.6 |
| IAM Immo Securities - A | CHF 2/1/e | 1154.49 | 0.6 |
| IAM Swiss Equity - A | CHF 2/1/e | 3095.28 | 4.0 |

IMMOFONDS

Fonds immobiliers

| | | | |
|-----------|---------|--------|------|
| IMMOFONDS | CHF 2/2 | 511.50 | -1.8 |
|-----------|---------|--------|------|

LA FONCIERE

Fonds immobiliers

| | | | |
|-------------|---------|--------|------|
| La Foncière | CHF 4/4 | 125.40 | -2.3 |
|-------------|---------|--------|------|

Lienhardt & Partner

PRIVATBANK ZÜRICH

Fonds d'allocation d'actifs

| | | | |
|---|-----------|-------|-----|
| Lienhardt & Partner Core Strat.Fd A-CHF | CHF 2/1/e | 78.63 | 3.9 |
|---|-----------|-------|-----|

MIRABAUD

Asset Management

À la recherche d'une gestion active de conviction?

Tous les détails de nos solutions d'investissements à disposition ici www.mirabaud-am.com

Fonds en obligations

| | | | |
|--------------------------|-----------|--------|-----|
| Mir. - GI Strat Bd I USD | USD 4/4/e | 117.46 | 2.9 |
|--------------------------|-----------|--------|-----|

Economie & Finance

205 millions

SPOTIFY A ANNONCÉ MARDI AVOIR ATTEINT UN NOUVEAU SOMMET DE 205 MILLIONS D'ABONNÉS PAYANTS FIN 2022, AU-DELÀ DES ATTENTES. Le numéro un mondial des plateformes audio a toutefois subi une perte nette de 430 millions d'euros l'an passé, plus importante qu'en 2021 (34 millions).

NICOLAI TANGEN
Directeur du fonds souverain norvégien
Le plus important fonds souverain du monde a perdu 150 milliards de francs l'an passé du fait des mauvaises performances des marchés, a-t-il annoncé mardi. Sa valeur a atteint 1149 milliards fin 2022.



+18%

L'OR A PROFITÉ EN 2022 DE SON STATUT DE VALEUR REFUGE EN TEMPS DE CRISE. La demande mondiale de métal jaune s'est établie à 4740,7 tonnes, un bond de 18% par rapport à 2021 et son plus haut niveau depuis plus d'une décennie, a indiqué mardi le Conseil mondial de l'or.

| | | | | |
|---|---|--------------------|--------|---|
| SMI 11 285,78 -0,82% | ↓ | Dollar/franc | 0,9189 | ↓ |
| Euro Stoxx 50 4163,46 +0,12% | ↑ | Euro/franc | 0,9971 | ↓ |
| FTSE 100 7771,70 -0,17% | ↓ | Euro/dollar | 1,0851 | ↓ |
| | | Livre st./franc | 1,1318 | ↓ |
| | | Barel Brent/dollar | 84,45 | ↓ |
| | | Once d'or/dollar | 1928 | ↑ |

Le bras de fer judiciaire entre Nestlé et Yasmine Motarjemi trouve son épilogue

HARCÈLEMENT Reconnu fautif dans un cas de harcèlement, le géant de l'agroalimentaire ne fera pas recours auprès du Tribunal fédéral. Nestlé devra verser des dédommagements à son ex-responsable de la sécurité des aliments, Yasmine Motarjemi

ALEXANDRE BEUCHAT
@beuchat_a



«[La décision de Nestlé] marque le terme d'un combat commencé il y a 17 ans»

YASMINE MOTARJEMI,
ANCIENNE EMPLOYÉE DE NESTLÉ

C'est l'épilogue d'une longue saga judiciaire. Nestlé ne fera pas recours contre la décision de la Cour d'appel du canton de Vaud, a appris *Le Temps*. La justice avait estimé en 2020 une ancienne de ses cadres victime de harcèlement. Elle avait aussi jugé que le groupe vaudois n'avait pas tout mis en œuvre pour la protéger.

Débauchée par le groupe veveysan auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2000, Yasmine Motarjemi, qui était devenue responsable de la sécurité des aliments de la multinationale, se bat depuis plus de dix ans contre son ancien employeur. Elle était entrée en conflit avec son nouveau supérieur hiérarchique à qui elle reprochait sa gestion de la sécurité des aliments et les entraves qu'il mettait à son travail. Plus grave, ces agissements, selon elle, visaient à faire taire les dysfonctionnements dans la politique interne de sécurité alimentaire. Elle avait finalement été licenciée en 2010, avant de porter plainte une année plus tard. Depuis, elle se présente comme une lanceuse d'alerte sur les enjeux de sécurité alimentaire. De son côté, Nestlé a toujours affirmé que le conflit portait sur une question de droit du travail.

Après huit ans de procédure, le Tribunal d'arrondissement de Lausanne a reconnu en 2018 l'existence de harcèlement de la part du chef de la plaignante, mais a disculpé Nestlé de tout manquement à la protection de l'intégrité de son ancienne employée. En 2020, la Cour d'appel, saisie par l'ex-cadre, en a décidé autrement. Elle a condamné la multinationale veveysanne pour une

violation de la loi sur le travail, en l'espèce l'article 328 du Code des obligations. Celui-ci stipule que «l'employeur protège et respecte la personnalité du travailleur» et «manifeste les égards voulus pour sa santé».

Dans leur arrêt, les juges de la Cour d'appel relevaient il y a 3 ans que la multinationale n'avait pas pris les mesures adéquates pour protéger celle qui était son employée entre 2000 et 2010. Ils soulignaient «le caractère sournois du harcèlement», au vu des conséquences sur l'état de santé de l'ex-collaboratrice, qui a aujourd'hui dépassé l'âge de la retraite. «On comprend des témoignages que les employés et la direction étaient complices de ce système, ou sous l'emprise de la hiérarchie, et n'ont jamais cherché à mettre au jour cette situation dysfonctionnelle», ajoutaient-ils.

Contestant ce verdict, Nestlé avait dans la foulée porté la décision de la Cour d'appel auprès du Tribunal fédéral qui avait jugé son recours irrecevable. Les juges de Mon-Repos souhaitent d'abord qu'un jugement intégral

du dossier soit rendu par la Cour civile du canton de Vaud avant de se pencher sur le recours de la multinationale. Parmi les pièces manquantes au puzzle figurait notamment le montant final du dédommagement, tenu secret.

Nestlé maintient sa position

Le jugement complet est tombé le 27 décembre dernier et Nestlé renonce finalement à saisir le Tribunal fédéral (TF), alors que le délai pour faire appel échoit jeudi. Le groupe entend ainsi mettre un terme définitif à ce litige qui a duré presque douze ans, ce que la compagnie regrette sincèrement», selon un porte-parole. De plus, le géant agroalimentaire assure «avoir tenté à plusieurs reprises de trouver une solution. Nous espérons sincèrement que Madame Motarjemi pourra aller de l'avant et reprendre le cours de sa vie», ajoute le porte-parole.

La multinationale ne conteste pas le harcèlement. Elle maintient cependant sa position quant à sa réaction dans cette affaire. «Nous pensons que la société a pris des mesures adéquates de protection de la personnalité de Madame Motarjemi lorsque le cas a été porté à notre attention», souligne Nestlé. «Plusieurs postes équivalents ont été proposés et discutés avec elle dans l'optique de trouver une solution.

«Nous espérons sincèrement que Madame Motarjemi pourra aller de l'avant et reprendre le cours de sa vie»

UN PORTE-PAROLE DE NESTLÉ

Et nous avons mandaté un enquêteur externe indépendant pour procéder à la vérification de la situation», défend le porte-parole.

Les propositions de transferts à l'interne ont été qualifiées d'«inconsistantes», voire de «dévalorisantes» par les juges. L'arrêt pointait enfin l'absence d'enquête de la part de Nestlé, en dépit des demandes d'audit répétées de Yasmine Motarjemi sur le fonctionnement de son département pour la sécurité des aliments. Et invalidait l'enquête sur le harcèlement mandatée à l'externe par la multinationale, qui avait conclu à l'absence de mobbing.

Pas un jugement sur la sécurité alimentaire

Aujourd'hui, la multinationale affirme vouloir mettre un point définitif à cette affaire, relevant au passage qu'il «s'agit d'une affaire de droit du travail, qui ne concerne ni la sécurité alimentaire, ni la qualité de nos produits, qui restent notre priorité numéro un», souligne le porte-parole de Nestlé.

Contactée par *Le Temps*, Yasmine Motarjemi a pris acte de la décision de Nestlé, «qui marque le terme d'un combat commencé il y a 17 ans (...). Contrairement à ce que soutient le groupe, l'origine du harcèlement trouve sa source dans les questions relatives à la gestion de la sécurité des aliments», relève-t-elle dans sa prise de position, précisant qu'elle ne fera pas appel du jugement.

L'ancienne cadre du groupe se dit «consternée» d'apprendre que la multinationale «considère avoir pris des mesures de protection en ma faveur, alors que c'est précisément le contraire qu'ont constaté les autorités judiciaires».

A ses yeux, «l'ampleur du montant auquel Nestlé a été condamné montre indiscutablement que Nestlé a asséné des contre-vérités tout au long de la procédure». Le montant de l'indemnité n'est pas communiqué. Yasmine Motarjemi réclamait un franc symbolique pour tort moral, plus le paiement de 2,1 millions de francs pour ses frais et la perte de gain. ■

L'AFFAIRE EN DATES

2000 Yasmine Motarjemi, experte à l'OMS, est engagée par Nestlé.

2010 Licenciement après plusieurs années de conflit avec son supérieur direct.

2011 Yasmine Motarjemi dépose plainte contre Nestlé.

Fin 2015-début 2016 Des cadres de Nestlé, dont le directeur général Paul Bulcke, sont entendus par la justice.

2018 Yasmine Motarjemi est reconnue victime de harcèlement, mais la justice disculpe Nestlé.

2020 Saisie par l'ex-cadre, la Cour d'appel juge la multinationale fautive.

2023 Nestlé renonce à faire recours auprès du Tribunal fédéral.

La zone euro a échappé à la récession fin 2022

CONJONCTURE L'économie européenne a mieux résisté que prévu l'an dernier à la guerre en Ukraine, mais la flambée des prix continue de freiner la croissance qui s'annonce faible en 2023

AFP

Défiant les pronostics, le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a continué de progresser sur les trois derniers mois de l'année 2022, malgré un ralentissement. La croissance a atteint 0,1% par rapport au trimestre précédent, a annoncé Eurostat mardi.

«Bonne nouvelle: la zone euro a évité une contraction», s'est réjoui le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni, qui prédisait encore en novembre une récession pour cet hiver. «Nous continuons à faire face à de multiples défis», mais les perspectives pour 2023 «semblent un peu plus positives aujourd'hui qu'à l'automne».

La croissance marque un ralentissement en fin d'année, après avoir atteint 0,3% au troisième trimestre et 0,9% au deuxième, mais les analystes tablaient sur une chute légèrement négative pour les 20 pays partageant la monnaie unique.

L'activité économique plie mais ne rompt pas

L'activité économique européenne plie mais ne rompt pas face aux vents contraires déclenchés par la guerre en Ukraine, en particulier la hausse des prix de l'énergie qui réduit le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de l'industrie.

Le début d'hiver a été doux, réduisant la consommation de gaz et d'électricité, et l'inflation a marqué le pas depuis novembre. L'amélioration des chaînes d'approvisionnement et la réouverture récente de l'économie chinoise ont aussi aidé.

Le marché de l'emploi est toujours au beau fixe, avec un taux de chômage historiquement bas.

Sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance de la zone euro a atteint 3,5%, selon Eurostat, mieux que la Chine (3%) et que les États-Unis (2,1%). La performance est supérieure à la prévision de 3,2% publiée en novembre par la Commission européenne.

La tendance est la même pour l'ensemble de l'Union européenne, avec un PIB stable au quatrième trimestre et en progression de 3,6% sur 2022.

«Les pires scénarios évités»

Lundi, le Fonds monétaire international (FMI) a revu en hausse de 0,2 point sa prévision de croissance pour la zone euro en 2023, mais elle devrait plafonner à seulement 0,7%.

«Les pires scénarios pour cet hiver ont été évités, mais l'économie reste dans un état léthargique» même si elle a fait preuve d'une «résilience incroyable», souligne Bert Colijn, économiste pour la banque ING. Il n'exclut pas une chute du PIB au premier trimestre.

Parmi les grandes économies européennes, l'Espagne (0,2% de croissance) et la France (0,1%) ont joué le rôle de locomotive. Mais les économies plus industrielles comme l'Allemagne (-0,2%) et l'Italie (-0,1%) ont amorcé un recul qui pourrait signaler le début d'une récession. ■

Le bénéfice net d'UBS a accéléré l'année dernière

RÉSULTATS UBS a vu son bénéfice net augmenter en 2022, malgré la volatilité des marchés et dans un contexte géopolitique tendu. Les actionnaires verront leur dividende relevé et profiteront d'un nouveau programme de rachat d'actions

AWP

UBS a vu son bénéfice net augmenter l'année dernière, malgré la volatilité des marchés et dans un contexte géopolitique tendu. Les actionnaires verront leur dividende relevé et profiteront d'un nouveau programme de rachat d'actions.

«La persistance de l'inflation, le resserrement rapide des politiques monétaires, la guerre russo-ukrainienne et d'autres tensions géopolitiques ont pesé sur le prix des actifs et sur la confiance des investisseurs en 2022», a résumé mardi l'établissement de la Paradeplatz.

Dans cet environnement, qui a vu les bourses mondiales plonger, «les

clients privés sont plutôt restés en retrait pendant la majeure partie de l'année, refroidis par la forte incertitude et les tendances adverses du marché». Mais la clientèle institutionnelle s'est «montrée très active, sur fond de forte volatilité des marchés des actions au premier semestre et de solidité des marchés des changes et des taux au second semestre».

+2%
Le bénéfice net d'UBS a progressé de 2% en 2022 à 7,63 milliards de dollars (7,1 milliards de francs).

En 2022, le numéro un mondial de la gestion de fortune a enregistré un résultat avant impôts en hausse de

1,3% à 9,6 milliards de dollars (environ 8,79 milliards de francs). Le bénéfice net attribuable aux actionnaires s'est, quant à lui, établi à 7,63 milliards, en progression de 2%.

Le produit d'exploitation s'est par contre contracté de 2% à 34,6 milliards, alors que les charges ont baissé de 4% à 24,9 milliards. Le recul des coûts s'explique notamment par les réserves financières de 740 millions de dollars constituées en 2021 dans le cadre du litige avec les activités transfrontalières en France.

La banque a par ailleurs profité de la confiance de ses clients, encaissant dans son cœur de métier, la gestion de fortune mondiale, pas moins de 60 milliards de dollars d'afflux nets générant des commissions.

Les actionnaires profiteront d'un dividende de 0,55 dollar par action, après avoir reçu 0,50 dollar au titre de 2021. L'établissement zurichois va par ailleurs lancer un nouveau programme de rachat d'actions à hauteur de 5 milliards de dollars, après

en avoir acquis pour 5,6 milliards l'année précédente.

Ralph Hamers confiant

Au seul quatrième trimestre, la banque aux trois clés a vu son bénéfice d'exploitation accélérer de 12% sur un an à 1,94 milliard, tandis que le profit net a bondi de 23% à 1,65 milliard. Ces chiffres sont clairement supérieurs aux prévisions des analystes consultés par l'agence AWP et aux propres projections du groupe pour l'ensemble de l'année écoulée.

«Nous avons atteint les objectifs que nous nous étions fixés et sommes confiants quant à notre capacité à faire de même en 2023», a estimé le directeur général, Ralph Hamers, cité dans le communiqué. Les objectifs du groupe demeurent inchangés, avec notamment un rendement des fonds propres durs de 15-18%, un rapport entre les coûts et les revenus de 70-73% et une capitalisation (CET1) autour de 13%. ■

12 Bourses

BOURSE 31.01.2023

↓ SMI 11285.78 -0.82% ↓ SPI 14490.30 -0.76% ↓ SLI 1764.76 -0.91% ↓ SMIM 2661.537 -0.94% ↑ VSMI 15.4668 2.28%

SMI

| Titre 31.01. | Div. | Rend. du div. | Cours clôture | Variation % jour d'avant | Plus bas / Plus haut |
|-----------------|-------|---------------|---------------|--------------------------|----------------------|
| ABB NA | 0.79 | 2.48 | 31.75 | -0.87 | 23.84 / 32.06 |
| Alcon N | 0.20 | 0.29 | 68.66 | -0.49 | 55.22 / 77.58 |
| Cr Suisse NA | 0.095 | 3.03 | 3.13 | -0.70 | 2.65 / 8.77 |
| Geberit NA | 12.50 | 2.41 | 517.60 | -0.92 | 406.50 / 633.00 |
| Givaudan | 66.00 | 2.27 | 2956.00 | -0.81 | 2672.00 / 4033.00 |
| Holcim N | 2.20 | 0.00 | 54.46 | -0.26 | 38.76 / 54.72 |
| Logitech NA | 0.96 | 1.80 | 53.32 | -1.30 | 42.07 / 68.00 |
| Lonza Gr. | 3.00 | 0.34 | 519.60 | -2.66 | 436.80 / 547.2 |
| Nestlé NA | 2.80 | 2.51 | 111.48 | 0.27 | 103.42 / 127.12 |
| Novartis | 3.10 | 3.76 | 82.46 | -0.85 | 72.84 / 88.42 |
| Partners Gr. | 33.00 | 3.86 | 854.00 | -1.43 | 765.40 / 1336.50 |
| Richemont | 3.25 | 2.31 | 140.40 | -1.40 | 90.28 / 143.55 |
| Roche Hld.GS | 9.30 | 3.26 | 285.25 | -1.02 | 283.55 / 404.20 |
| Sika N | 2.90 | 1.12 | 258.80 | -0.99 | 190.10 / 327.50 |
| Sonova | 4.40 | 1.93 | 227.90 | -3.80 | 208.90 / 392.10 |
| Swiss Life | 25.00 | 4.63 | 540.00 | -1.28 | 416.30 / 630.80 |
| Swiss Re NA | 5.90 | 6.17 | 95.56 | -0.23 | 68.16 / 102.20 |
| Swisscom | 22.00 | 4.07 | 540.00 | -0.33 | 443.40 / 590.40 |
| UBS Group N | 0.47 | 2.40 | 19.44 | -2.07 | 13.10 / 19.90 |
| Zurich Ins. Gr. | 22.00 | 4.87 | 452.20 | -0.33 | 376.20 / 461.70 |

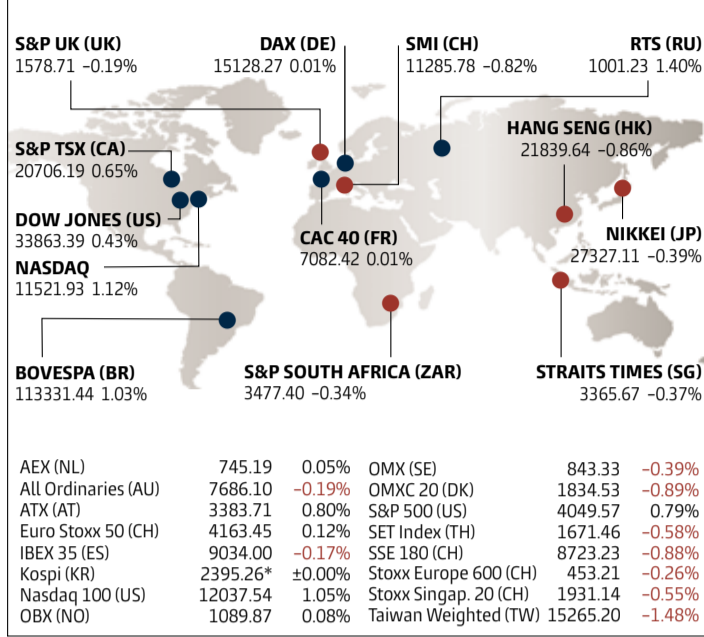
GAGNANTS

| Titre | Cours du SPI du 31.01.2023 | Var. % |
|---------------|----------------------------|---------|
| Crealogix | 73.00 | +12.31% |
| Arundel NA | 0.40 | +5.26% |
| Zur Rose N | 34.30 | +3.75% |
| EFG Int. | 8.53 | +3.39% |
| Bergb.Engelb. | 48.50 | +3.19% |

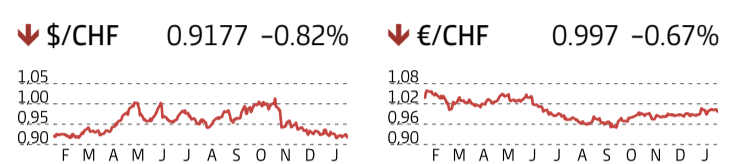
PERDANTS

| Titre | Cours du SPI du 31.01.2023 | Var. % |
|---------------|----------------------------|--------|
| Idorsia | 15.33 | -9.72% |
| Spexis | 0.40 | -6.98% |
| Addex Therap. | 0.18 | -6.22% |
| Leclanché NA | 0.56 | -5.85% |
| Asmaworld | 2.16 | -5.26% |

INDICES BOURSIERS



CHANGES



| La Banque 31.01. | Devises | | Billets | | avec 100 fr. on achète |
|-------------------------|---------|---------|---------|-------|------------------------|
| | achète | vend | achète | vend | |
| 1 Euro | 1.0046 | 1.0048 | 0.98 | 1.04 | 96.53 |
| 1 Dollar US | 0.9280 | 0.9282 | 0.89 | 0.97 | 103.63 |
| 1 Dollar canadien | 0.6892 | 0.6895 | 0.66 | 0.73 | 136.52 |
| 1 Dollar australien | 0.6486 | 0.6489 | 0.61 | 0.69 | 144.93 |
| 100 Dollar hongkong | 11.8402 | 11.8435 | 11.20 | 13.00 | 769.23 |
| 100 Yens | 0.7115 | 0.7118 | 0.67 | 0.76 | 13245.03 |
| 1 Livre sterling | 1.1429 | 1.1434 | 1.07 | 1.22 | 82.30 |
| 100 Couronnes suédoises | 8.8657 | 8.8701 | 8.20 | 9.70 | 1030.93 |
| 100 Couronnes norvég. | 9.2054 | 9.2111 | 8.60 | 10.20 | 980.39 |
| 100 Couronnes danoises | 13.5048 | 13.5096 | 12.65 | 14.40 | 694.44 |

| 1 Bitcoin USD | 23149.50 (31.01.) | 22731.19 (30.01.) | | | | | |
|------------------------|-------------------|-------------------|--------|--------|----------|--------|---------|
| Monnaies 31.01. | | | | | | | |
| Franc suisse | - | 1.0898 | 1.0030 | 0.8841 | 141.8893 | 1.4515 | 75.5517 |
| Dollar US | 0.9176 | - | 0.9204 | 0.8113 | 130.2040 | 1.3319 | 69.3262 |
| Euro | 0.9968 | 1.0864 | - | 0.8814 | 141.4547 | 1.4470 | 75.3174 |
| Livre sterling | 1.1308 | 1.2325 | 1.1344 | - | 160.4703 | 1.6416 | 85.4459 |
| Yen | 0.7047 | 0.0077 | 0.0071 | 0.0062 | - | 0.0102 | 0.5325 |
| Dollar canad. | 0.6888 | 1.3319 | 0.6910 | 0.6091 | 97.7463 | - | 52.0490 |
| Rouble | 0.0129 | 69.3262 | 0.0129 | 0.0114 | 1.8254 | 0.0187 | - |

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI sans SMI)

| Cours 31.01. | Var. % | 52 semaines | Cosmo Pharma. | 66.50 | 1.22 | 68.8 | 42.3 | | |
|-----------------|---------|-------------|---------------|-------|--------------------|-----------|-------|--------|--------|
| Accelleron | 21.57 | -0.51 | 24.8 | 14.2 | CPH | 86.40 | -0.69 | 87.8 | 56.2 |
| Achiko Ltd | 0.048 | -4.00 | 0.18 | 0.01 | Crealogix | 73.00 | 12.31 | 120 | 36.0 |
| Addex Therap. | 0.18 | -6.22 | 0.94 | 0.10 | Datwyler | 193.40 | -0.62 | 368 | 150 |
| Addeco Gr. NA | 33.86 | -1.20 | 49.3 | 26.4 | DKSH Hold. | 77.85 | 0.26 | 84.7 | 67.8 |
| Adval Tech | 139.00 | - | 175 | 119 | dormakaba | 381.00 | -0.65 | 544 | 301 |
| Aevis Vict. NA | 18.60 | -0.53 | 22.0 | 14.0 | Dottikon | 270.50 | -1.28 | 306 | 186 |
| Airesis SA | 0.58 | 2.65 | 0.73 | 0.51 | Dufry | 41.82 | -0.52 | 50.8 | 28.0 |
| Altreal NA | 156.60 | -1.76 | 209 | 126 | Edisun Pow. | 118.50 | 0.85 | 130 | 108 |
| Alto Holding | 186.20 | -0.75 | 267 | 138 | EFG Int. | 8.53 | 3.39 | 9.04 | 5.65 |
| Aluflexpack | 18.80 | 0.97 | 25.3 | 13.7 | Elma Electronic | 1000.00 | - | 1090 | 680 |
| ams-OSRAM | 8.49 | -4.37 | 17.6 | 5.26 | Emmi NA | 851.00 | -1.73 | 1082 | 726 |
| AMG SGNA | 179.00 | -1.10 | 205 | 141 | Ems-Chemie | 679.50 | -0.44 | 970 | 592 |
| Arbonia NA | 12.82 | -2.14 | 22.9 | 10.5 | Epic Suisse | 63.80 | -0.31 | 72.0 | 55.0 |
| Arundel NA | 0.40 | 5.26 | 3.13 | 1.80 | Evolva Hold. | 0.093 | -0.54 | 0.15 | 0.07 |
| Aryzta NA | 1.25 | -2.12 | 1.34 | 0.77 | Feintool Int. | 20.75 | -1.19 | 46.1 | 18.0 |
| Ascom NA | 8.07 | -2.59 | 12.2 | 5.51 | Flugh. Zürich | 166.30 | 0.06 | 181 | 138 |
| Asmaworld | 2.16 | -5.26 | 3.13 | 1.80 | Forbo Hold. NA | 1202.00 | 0.50 | 1804 | 1020 |
| Autoneum H. NA | 122.00 | 0.33 | 173 | 78.0 | Fund. Real | 16.55 | 0.91 | 20.3 | 14.9 |
| Bachem H. NA | 80.45 | -1.53 | 114 | 49.9 | Galenica NA | 71.50 | -1.92 | 79.0 | 60.6 |
| Baloise NA | 150.10 | -0.92 | 177 | 123 | GAM NA | 0.90 | 1.01 | 1.40 | 0.69 |
| Barry Callebaut | 1907.00 | -1.04 | 2318 | 1756 | Garavzi | 312.00 | ±0.00 | 320 | 251 |
| Baselland. KB | 922.00 | -0.22 | 928 | 880 | Georg Fischer | 62.75 | -0.95 | 68.6 | 45.9 |
| Basilea Pharm. | 49.35 | -1.69 | 54.0 | 29.6 | Glarner KB N | 26.00 | 1.17 | 28.8 | 23.8 |
| Basilea KB PS | 65.20 | -0.31 | 66.8 | 57.4 | Grp. Minoterie | 282.00 | -0.70 | 432 | 274 |
| BB Biotech | 58.40 | -0.51 | 70.5 | 51.0 | Gurit Hold. | 102.00 | 1.80 | 159 | 70.0 |
| Belimo | 481.00 | 0.21 | 521 | 317 | Helvetia | 114.10 | -1.21 | 132 | 90.6 |
| Bell Food | 240.00 | ±0.00 | 287 | 211 | HIAG Immo. | 82.60 | -1.20 | 107 | 78.0 |
| Bellvue Gr. | 39.10 | 2.49 | 44.0 | 28.5 | Highlight | 17.50 | ±0.00 | 29.0 | 15.0 |
| Bergb.Engelb. | 48.50 | 3.19 | 50.0 | 39.6 | Hochdorf | 22.20 | -0.45 | 43.4 | 20.4 |
| Berner KB | 230.00 | -0.43 | 233 | 204 | Huber+Suhner | 87.60 | -2.77 | 95.6 | 71.5 |
| BKW | 131.40 | -0.98 | 136 | 96.7 | Hypo Lenzburg | 4280.00 | ±0.00 | 4360 | 4000 |
| Bossard | 232.50 | -2.52 | 294 | 158 | Idorsia | 15.33 | -9.72 | 21.8 | 10.8 |
| Bq. Cant. de G. | 186.00 | -1.59 | 190 | 160 | Implenia | 38.40 | -0.90 | 41.5 | 18.4 |
| Bq. Cant. de J. | 53.00 | ±0.00 | 56.5 | 47.6 | Ina Invest | 19.90 | ±0.00 | 20.4 | 18.3 |
| Bq. Cant. Vaud. | 86.85 | -0.40 | 98.8 | 70.8 | Inficon | 955.00 | 0.74 | 1164 | 633 |
| Bucher Ind. | 414.60 | -0.34 | 441 | 297 | Interroll | 2840.00 | 1.97 | 4060 | 1744 |
| Bündner KB | 1750.00 | -0.57 | 1770 | 1550 | Intershop | 613.00 | -0.97 | 687 | 575 |
| Burckhardt | 565.00 | -0.88 | 594 | 355 | Investis | 99.80 | ±0.00 | 115 | 84.8 |
| Burkhalter | 85.00 | -0.23 | 87.4 | 51.5 | IVF Hartmann | 117.00 | 1.30 | 128 | 101 |
| BVZ | 735.00 | ±0.00 | 810 | 650 | Julius Bar NA | 58.40 | -1.35 | 61.3 | 41.0 |
| Bystronic | 686.00 | -0.58 | 1220 | 495 | Jungfrau | 134.00 | 0.15 | 148 | 107 |
| Calida Holding | 44.80 | 1.36 | 59.0 | 39.0 | Kardex | 177.80 | -0.11 | 266 | 126 |
| Cembra Money | 80.95 | -0.86 | 81.9 | 52.7 | Kinarius Ther. | 0.016 | -3.61 | 0.10 | 0.01 |
| CI Com | 2.86 | ±0.00 | 3.30 | 1.73 | Klingelb. | 16.00 | ±0.00 | 18.0 | 11.4 |
| Cicor Technol. | 47.50 | -0.21 | 58.0 | 40.5 | Komax | 300.50 | 0.67 | 303 | 200 |
| Clariant | 15.62 | -0.70 | 20.3 | 13.9 | Kudelski | 2.41 | -1.84 | 3.68 | 2.30 |
| Coltene | 75.50 | -0.66 | 113 | 74.2 | Kuehne + Nagel | 217.60 | 0.18 | 295 | 197 |
| Comet | 210.00 | -0.94 | 134 | 136 | Kuros Bios. | 1.60 | 0.63 | 2.18 | 1.43 |
| Comp. Fin.Tr. | 107.00 | ±0.00 | 114 | 99.5 | Lalique Group | 32.20 | - | 40.0 | 26.0 |
| | | | | | Landis+Gyr | 67.30 | 1.13 | 73.3 | 48.7 |
| | | | | | lastminute | 25.00 | 0.20 | 48.0 | 15.8 |
| | | | | | Leclanché NA | 0.56 | -5.85 | 0.68 | 0.39 |
| | | | | | Lem | 2025.00 | 0.50 | 2440 | 1364 |
| | | | | | Leonteq | 50.60 | -1.17 | 77.9 | 35.4 |
| | | | | | Lichtent. LB | 59.70 | ±0.00 | 60.0 | 48.7 |
| | | | | | Lindt & Spr. | 102900.00 | -0.48 | 118600 | 92300 |
| | | | | | Lindt & Spr. PS | 100400.00 | -0.99 | 11780 | 8910 |
| | | | | | Luzerner KB | 421.00 | -0.47 | 439 | 396 |
| | | | | | MCH Group N | 5.06 | -0.78 | 10.4 | 4.30 |
| | | | | | Medacta Gr. | 97.30 | -2.89 | 128 | 76.7 |
| | | | | | Medartis | 76.90 | 1.72 | 148 | 60.4 |
| | | | | | Medmix | 17.82 | -0.72 | 41.0 | 15.6 |
| | | | | | Meier Tobl | 42.00 | -0.94 | 45.8 | 14.7 |
| | | | | | Metall Zug | 2060.00 | 0.98 | 2190 | 1755 |
| | | | | | Meyer Burger | 0.65 | 1.89 | 0.65 | 0.22 |
| | | | | | Mikron | 10.10 | ±0.00 | 10.9 | 6.20 |
| | | | | | Mobilezone | 16.58 | -1.19 | 17.5 | 12.6 |
| | | | | | Mobimo | 235.00 | -1.47 | 323 | 195 |
| | | | | | Molecular Partn. | 5.92 | -0.34 | 26.6 | 5.27 |
| | | | | | Montana A. | 16.72 | -0.71 | 36.8 | 9.87 |
| | | | | | Newron Pharma | 3.09 | -2.52 | 3.30 | 1.01 |
| | | | | | Novavest Real Est. | 40.80 | ±0.00 | 47.8 | 39.0 |
| | | | | | ObsEva SA | 0.19 | 0.65 | 2.04 | 0.10 |
| | | | | | OC Oerlikon NA | 6.27 | -0.56 | 9.14 | 5.91 |
| | | | | | ONE Swiss Bk. | 1.38 | 2.22 | 3.10 | 1.27 |
| | | | | | Orascom Dev. | 7.60 | -1.04 | 11.0 | 6.80</ |

Prix des livres: Payot remporte une première manche

CHERTÉ La Commission de la concurrence ouvre une enquête sur les «livres en français». Elle veut s'assurer que les pratiques du groupe d'édition d'Antoine Gallimard respectent la loi sur les cartels

ANNE BARRAT
@AnneBarrat

«C'est une victoire d'étape», se réjouit Pascal Vandenberghe. Le directeur général de Payot se félicite mardi de l'ouverture d'une enquête par l'autorité de la concurrence helvétique sur les prix des livres. Ce faisant, cette dernière donne suite à la plainte que le groupe Payot a déposée en septembre dernier contre Madrigall, la holding hexagonale des éditeurs Gallimard, Flammarion, Casterman ou encore La Pléiade pour abus de pouvoir de marché relatif.

La Commission de la concurrence (Comco) va examiner si le troisième groupe d'édition français «détient effectivement un pouvoir de marché relatif envers le dénonciateur, et si la société s'est comportée de manière abusive au sens de la loi sur les cartels.» Son verdict devrait tomber d'ici à douze mois.

Loi sur les cartels

Pour contester les prix auxquels sont achetés les livres édités par le groupe Madrigall, Pascal Vandenberghe, l'homme fort de la chaîne de librairies Payot depuis 2004, s'est appuyé sur la révision de la loi fédérale sur les cartels entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022. Concrètement, il s'agira de «déterminer si Payot est dépendant de Madrigall, autrement dit si, sans eux, ils ne pourraient exister sur le marché romand des libraires», indique Patrik Ducrey, directeur à la Commission de la concurrence.

Pascal Vandenberghe espère toujours trouver un accord à l'amiable avec les principaux diffuseurs de livres en français

Si, et seulement si, l'enquête conclut que le groupe Madrigall dispose bien «d'un pouvoir de marché relatif», alors il sera procédé à l'examen des prix. La Comco vérifiera dans ce second temps que les importations directes réalisées auprès de groupes étrangers, français se font aux conditions usuelles du marché d'origine. Pascal Vandenberghe semble confiant quant à l'issue de l'affaire, faisant observer que «la Comco ne se lance pas dans une procédure si elle n'a pas de doutes». C'est que l'objectif ultime est au moins autant de remettre en question les grilles de prix (tableaux dans le jargon des éditeurs) que pratiquent les filiales de distribution des grandes maisons d'édition françaises que de contester la position dominante qu'occupe la maison du boulevard Raspail à Paris fondée par Gaston Gallimard en 1911.

Ces prix sont, selon Pascal Vandenberghe, de 40 à 50% supérieurs à ceux des mêmes titres vendus sur le marché français. Offrir aux clients helvétiques des prix aussi proches que possible de ceux pratiqués en France, frais d'exportation, de douanes et de pouvoir d'achat mis à part, est son combat. Ayant racheté la société lau-

sannoise Payot, fondée en 1875, au groupe Lagardère, il connaît bien le marché français, pourvoyeur de 90% des livres vendus en Suisse romande.

Pascal Vandenberghe espère toujours trouver un accord à l'amiable avec les principaux diffuseurs de livres en français (Madrigall, Editis/Interforum, Hachette, Le Seuil/La Martinière). Et ce, en dépit de l'échec

qu'a essuyé sa précédente tentative en ce sens. Il avait en effet trouvé en 2021 un arrangement avec Gallimard et Flammarion afin de s'approvisionner de manière plus directe, mais les deux éditeurs avaient finalement fait marche arrière. En 2013, la Comco avait infligé une amende de 16,5 millions de francs aux diffuseurs français. Il avait de nouveau laissé la porte

ouverte en 2022, dès l'entrée en vigueur de la loi sur les cartels jusqu'au dépôt de sa plainte, confie-t-il. Là encore, sans résultat. Silence des diffuseurs.

De nouvelles perspectives?

Quelle sera la réponse de Madrigall cette fois? Le groupe n'a pas répondu à nos sollicitations. Sans accord, la conclusion de l'enquête de la Comco

s'appliquera. Ce ne sera pas une amende, précise Patrik Ducrey, mais une injonction. Payot pourra soit acheter des livres directement en France selon les conditions locales, soit se fournir auprès des diffuseurs qui auront aligné leur grille sur celle du marché français.

Une telle décision de la Comco créerait un précédent. Non seulement elle permettrait à Payot

et à tous les libraires suisses de se fournir en France à des prix domestiques favorables. Cette ouverture concernerait tous les livres distribués en Suisse, par le groupe Madrigall ainsi que par tous les autres fleurons français de l'édition. Mais aussi, elle ouvrirait de nouvelles perspectives pour tous les importateurs suisses dès lors qu'ils se trouveraient face à un oligopole. ■

PUBLICITÉ



Vous pensez à une veste en cuir? Pourquoi pas.

Les épluchures de pomme peuvent déjà aujourd'hui servir à produire un matériau imitant le cuir. Les entrepreneurs sont des visionnaires. Et nous les soutenons.

Le Credit Suisse promeut l'entrepreneuriat

credit-suisse.com/entrepreneurs

CREDIT SUISSE

Copyright © 2023 Credit Suisse Group AG et/ou sociétés liées. Tous droits réservés.

14 Economie

«Nous avons le pire des années 1930, des années 1970 et de 2008»

RISQUES Célèbre pour avoir prédit la grande crise financière mondiale, l'économiste américain Nouriel Roubini voit une convergence de crises auxquelles il consacre son dernier livre, «Mégamenaces». «Le Temps» l'a rencontré à Davos

PROPOS RECUEILLIS PAR ALINE BASSIN
@bassineline

Optimistes invétérés, passez votre chemin. Surnommé Dr Doom (Docteur Catastrophe), Nouriel Roubini n'est définitivement pas de cette trempe. Né à Istanbul de parents iraniens, l'économiste américain pose un regard ébène sur la situation mondiale actuelle, aussi sombre que les vêtements qu'il porte lors de notre rencontre, dans le mythique Hôtel Belvédère de Davos, l'un des centres névralgiques du Forum économique de Davos (WEF).

Connu pour avoir anticipé la crise financière globale de 2008, l'homme est un habitué de l'événement. Cette année, il promeut son nouveau livre, *Mégamenaces. Dix dangers qui mettent en péril notre avenir et comment leur survivre* (Editions Buchet/Chastel). Au-dessus des risques bien identifiés que sont le vieillissement de la population, les tensions géopolitiques et le dérèglement climatique..., cet intellectuel place la mère de toutes les menaces, à savoir l'endettement sous lequel croulent nos sociétés, un thème qui sera au cœur de notre entretien. Car selon cet expert des crises financières, celui-ci va fatalement tôt ou tard se rappeler à nous.

Il y a 16 ans, vous étiez déjà au WEF. Pouvez-vous nous rappeler de quoi vous avez parlé? Oui, j'ai averti les gens que l'explosion d'une bulle immobilière était imminente aux Etats-Unis, qu'elle allait contaminer le secteur bancaire et que cela allait provoquer une récession sévère et globale, en raison des liens financiers internationaux et de l'importance de la confiance envers le système. Vous savez, quand les Etats-Unis toussent, le monde entier s'enrhume. J'étais très attentif à ces menaces.

Quelle a été la réaction de l'assistance? Ce n'est pas seulement ici à Davos que les gens n'ont pas voulu me croire. A l'époque, j'en avais aussi parlé au FMI et à d'autres endroits. En général, la tendance est de suivre le consensus. Celui-ci misait plutôt sur un ralentissement de la croissance, peut-être une crise immobilière, mais pas une récession profonde ou une crise bancaire. Ils pensaient que ce serait gérable.

Rappelez-nous comment vous avez anticipé cette grande récession. Premièrement, j'avais déjà trois décennies de recherche académique à mon actif sur les mécanismes qui mènent aux crises financières. Cela peut être un excès de dette publique ou privée. J'ai également travaillé au Trésor américain sur les crises financières dans les marchés émergents. En 2004, j'ai aussi consacré un livre à ce thème. J'avais donc une certaine compréhension et l'expertise théorique et empirique de ces phénomènes économiques, mais en saisisais aussi les aspects politiques. Je voyais qu'il n'y avait pas seulement un problème aux Etats-Unis, mais aussi en Islande, en Irlande, au Royaume-Uni, au Portugal ou encore en Espagne. Dans tous ces pays, il y avait une bulle immobilière qui menaçait d'exploser. On n'a pas toujours raison et peut-être



Nouriel Roubini: «Une fois que les problèmes sont là, vous ne pouvez pas éviter la crise. Vous pouvez seulement tenter d'en limiter l'impact et les dégâts collatéraux.» (DR)

que j'ai eu un peu de chance, on ne sait jamais. Mais ce qui est sûr, c'est que les décideurs politiques et les acteurs économiques n'ont pas le recul et l'indépendance nécessaires pour prévoir ce genre de choses. Les milieux académiques, oui.

Dans votre dernier livre, vous évoquez dix grandes menaces. Pour vous, la mère de toutes les menaces, c'est la dette. La part de la dette privée et publique par rapport au PIB a explosé. Dans les années 1970, elle était de moins de 100%. En 2019, elle atteignait 200% du produit intérieur brut, 350% l'année dernière. De surcroît, ce taux ne comprend pas tout. Sur fond de vieillissement de la population, il y a par exemple les retraites, le système de santé et les fonds de pension qui augmentent implicitement des besoins futurs non financés dans les économies avancées. Jusqu'à il y a deux ans, les taux d'intérêt étaient de zéro ou négatifs, ceux à long terme étaient proches de zéro, voire négatifs. En conséquence, même si vous étiez ce qu'on appelle un «zombie», c'est-à-dire insolvable, vous pouviez survivre un moment. Maintenant, les taux d'intérêt montent au nom de la lutte contre l'inflation, ce qui augmente le fardeau des emprunts immobiliers, des leasings automobiles et autres crédits d'étudiants. L'aiguillon pour une crise de la dette est désormais là car ce qui était plus ou moins tenable va devenir insoutenable.

Des signaux avant-coureurs sont d'ailleurs déjà visibles sur certains marchés, notamment dans les pays émergents. Officiellement, le FMI et la Banque mondiale estiment que 60 à 80 pays émergents ou en développement, encore plus pauvres, vont avoir de sérieux problèmes de service de leur dette – insolvable ou pas – pour lesquels il va falloir trouver des solutions. Certains bailleurs de fonds publics ont d'ailleurs déjà accepté de geler des prêts. Il y a aussi un processus engagé avec le secteur privé pour que certains prêts ne soient pas réclamés tout de suite ou qu'il y ait même une restructuration. Pour les pays qui dépendent beaucoup des importations de matières premières, l'explosion des prix alimentaires et énergétiques rend les choses très difficiles.

En Occident, l'inflation ne nous réjouit pas, mais dans ces pays

pauvres, c'est un problème beaucoup plus sérieux: cela peut causer de la faim et de la famine. Ils font face à un choc sur les biens alimentaires et ont un niveau d'endettement déjà élevé. Or, pour lutter contre l'inflation, les banques centrales doivent augmenter les taux d'intérêt s'ils veulent empêcher le cours de leur monnaie de s'effondrer. Parce que si cela se produit, cela renchérit le coût réel de la dette contractée dans une monnaie étrangère. Ces mécanismes peuvent tripler ou quadrupler l'impact négatif pour certains de ces pays.

«L'aiguillon pour une crise de la dette est désormais là»

A quel stade une crise de la dette pourrait exploser et contaminer l'économie mondiale? Si vous pensez qu'il va y avoir une récession légère et rapide, alors cela sera évité: l'économie ralentit lentement, l'inflation retombe, la Réserve fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) stoppent la hausse de leurs taux directeurs en milieu d'année, ce qui signifie que le taux de dépôt de la BCE ne va pas au-delà de 3%, la Fed s'arrête à 5 ou 5,25%. Durant le deuxième semestre ou en fin d'année, les taux commencent à redescendre, si tout se passe bien. Et on évite cette grande crise financière mondiale.

Mais si vous croyez, comme je le pense, que l'inflation va persister, vous faites face à un dilemme. Soit vous continuez de lutter contre elle et vous provoquez un krach économique et financier, soit vous renoncez à le faire et vous vous retrouvez dans un mauvais équilibre entre l'inflation et les attentes d'inflation comme dans les années 1970, avec une situation de stagflation, c'est-à-dire une récession avec de l'inflation.

Peut-on comparer la situation à celle de 2008? Dans un certain sens, elle pourrait être pire qu'à cette époque. En 2008, nous avions un problème de dette immobilière et de système bancaire. Mais nous nous trouvions dans une situation de déflation qui est beaucoup plus facile à contrer avec une politique monétaire et fiscale visant à stimuler le crédit. Aujourd'hui, nous sommes en train d'entrer dans une

récession en augmentant les taux d'intérêt.

En 2008, nous n'avions pas ces chocs négatifs sur l'offre. En revanche, nous les avons eus dans les années 1970 mais nous n'avions pas à cette époque un taux d'endettement public élevé. Il y a alors eu une récession, de l'inflation, mais pas de crise de la dette. En revanche, les pays d'Amérique latine avaient emprunté comme des fous dans ces années. L'Argentine, le Brésil, le Mexique... Il en a résulté la crise de la dette des années 1980.

Aujourd'hui, nous avons le pire des années 1970, avec des chocs persistants sur l'offre, et le pire de la crise financière de 2008 car la dette est encore plus élevée qu'il y a quinze ans. Nous avons par-dessus le marché une dépression géopolitique comme dans les années 1930, avec un certain nombre de puissances qui remettent en question l'ordre établi par les Etats-Unis. En résumé: le pire des années 1930, des années 1970 et de 2008.

Comment éviter une crise? Une fois que les problèmes sont là, vous ne pouvez pas éviter la crise. Vous pouvez seulement tenter d'en limiter l'impact et les dégâts collatéraux. En 2008, il était trop tard car le régulateur aurait dû intervenir plus tôt. Aujourd'hui, les ingrédients d'une crise sont très élevés avec l'inflation, le risque de récession, de crise de la dette et un contexte géopolitique tendu. Les banques centrales se trouvent dans une situation très difficile. Si elles augmentent les taux pour ramener l'inflation à 2%, elles causent un krach financier qui provoque une récession. Si elles ne le font pas, elles laissent filer l'inflation et peuvent créer un cercle vicieux entre les hausses de prix et de salaires. En plus, celle-ci ne vous aide même pas vraiment à baisser la valeur réelle de la dette. Car à court terme, comme l'année dernière, une inflation non anticipée peut réduire cette dernière. Cela peut reporter la crise de la dette de quelques années. Mais ensuite, les taux d'intérêt augmentent et vous avez un problème quand vous devez vous refinancer.

En fait, c'est de croissance que nous avons besoin? Tout à fait. Le problème, c'est que lorsque vous avez un taux d'endettement élevé avec des taux d'intérêt élevés, il est très difficile de créer de la croissance car vous perdez de la capacité d'investissement. ■

EN BREF

ExxonMobil enregistre 55,7 milliards de profits

Le groupe pétrolier américain ExxonMobil a profité en 2022 du bond du cours des hydrocarbures lié à la reprise de la demande et au tarissement de l'offre russe pour dégager un profit record de 55,7 milliards de dollars. C'est presque 33 milliards de dollars de plus qu'en 2021 et plus de 10 milliards au-dessus du précédent record, qui remontait à 2008. Son chiffre d'affaires s'est établi à 413,7 milliards de dollars, en hausse de 45% par rapport à 2021 et au-dessus des prévisions du marché. A Wall Street, l'action du groupe progressait de 1,5% en début de séance. De janvier à décembre 2022, le titre a grimpé de plus de 80% à la bourse de New York. AFP

En Allemagne, le taux de chômage reste stable

Le taux de chômage en Allemagne est resté stable en janvier, pour le sixième mois d'affilée, malgré les vents contraires de la crise énergétique et de la guerre en Ukraine, a indiqué mardi l'Agence allemande pour l'emploi. L'indicateur affiche 5,5% en données corrigées des variables saisonnières (CVS), un niveau stable depuis août 2022. Le nombre de chômeurs, en données CVS, a connu une hausse de 5000, une première depuis juin. En données brutes, l'indicateur grimpe de 162000, pour atteindre 2,62 millions. «Si l'on ne tenait pas compte des réfugiés ukrainiens [...] le chômage aurait diminué», assure toutefois l'Agence pour l'emploi. AFP

Recul des mises en circulation en 2022

Le nombre de nouvelles immatriculations en Suisse s'est contracté l'an dernier de près de 8%, annihilant le timide rétablissement de 2021, pour représenter 322387 véhicules. Les voitures de tourisme constituaient les trois quarts de ce total. Les difficultés d'approvisionnement des constructeurs liées à la guerre en Ukraine, grand pourvoyeur notamment de faisceaux de câbles, ont contribué à élargir à nouveau le fossé entre le niveau actuel et celui d'avant la pandémie. Le recul par rapport à 2019 dépassant désormais les 20%, a indiqué mardi l'Office fédéral de la statistique (OFS). Fin décembre, près de 6,4 millions de véhicules routiers motorisés étaient immatriculés en Suisse. AT5

Eolien et solaire ont fourni plus d'électricité que le gaz

Les énergies éoliennes et solaires ont fourni pour la première fois en 2022 plus de courant aux pays de l'Union européenne (UE) que le gaz naturel, année de bouleversements énergétiques précipités par la guerre en Ukraine, selon le rapport «European Electricity Review» du groupe de réflexion Ember publié mardi. L'éolien et le solaire ont fourni en 2022 près du quart (22%) de toute l'électricité consommée dans l'UE, bien plus que l'électricité à base de charbon (16%) et dépassant même «pour la première fois le gaz fossile (20%)» utilisé dans la production électrique. AFP

Baisse de la confiance des consommateurs américains

Les consommateurs américains se montrent pessimistes quant à la situation économique des six prochains mois, et leur confiance s'est dégradée plus qu'attendu en janvier, selon l'indice publié mardi par le Conference Board. L'indice général s'est établi à 107,1 points, contre 109 en décembre, décevant les analystes qui prévoient 108,1 points, selon le consensus de Briefing.com. «La confiance des consommateurs a baissé en janvier, mais elle reste au-dessus du niveau observé en juillet dernier, le plus bas de 2022», nuance Ataman Ozyildirim, directeur principal de l'économie au Conference Board. AFP

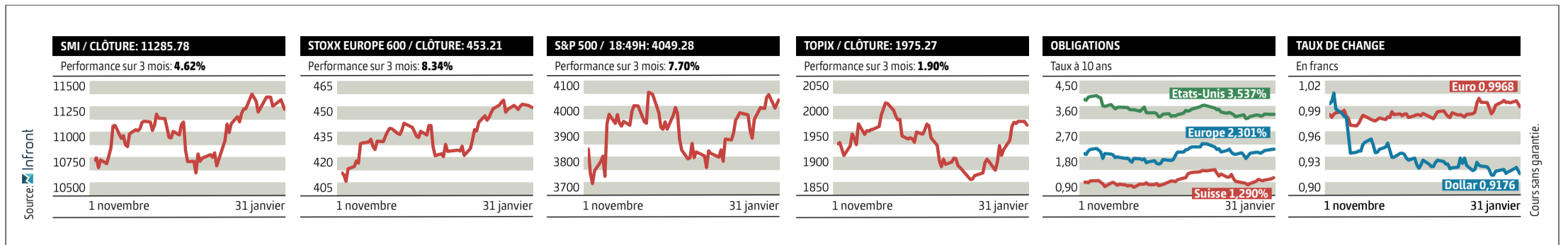
SUR LE WEB

Boeing a livré son dernier 747

Pendant une trentaine d'années, le Boeing 747 a détenu le record de la capacité de passagers avant d'être détrôné par l'Airbus 380.

Mardi, le constructeur américain a livré le 1574e et dernier exemplaire du premier jumbo jet de l'histoire de l'aviation. Il continuera de voler dans les décennies à venir. Retrouvez plus de cinquante ans d'histoire aéronautique avec notre galerie d'images en scannant ce code QR ou en vous rendant sur notre site: Letemps.ch/images/lt





Malgré les polémiques, le groupe Adani réussit une levée de fonds record

MARCHÉS Le conglomérat indien a réuni 2,5 milliards de dollars en dépit des accusations de fraude de la part du fonds Hindenburg Research, causant une baisse du cours boursier du groupe de près de 70 milliards de dollars

MAGALY ABBOUD

Subissant une baisse de sa capitalisation boursière de près de 70 milliards de dollars depuis une semaine, le conglomérat indien Adani a réussi mardi à réunir 2,5 milliards de dollars. L'opération marque la fin de sa levée de fonds annoncée depuis le 25 novembre 2022, selon l'agence Bloomberg. Le groupe a même reçu des demandes d'achat de 50,86 millions d'actions, alors qu'il n'en offrait que 45,5 millions, mais a essentiellement attiré des investisseurs institutionnels (97% du total), et très peu de particuliers.

Il s'agit de la plus grande levée de fonds jamais réalisée en Inde, et ce malgré la polémique en cours depuis la semaine passée qui a fait fondre la fortune personnelle de son fondateur Gautam Adani de près de 40 milliards de dollars. Elle l'a fait passer de la troisième à la huitième place du classement des milliardaires établi par le magazine économique américain *Forbes*.

Le 24 janvier, le fonds américain Hindenburg Research, spécialisé dans les ventes à découvert – où un investisseur parie sur la baisse d'une action – a accusé dans un long article le conglomérat indien de «manipulation éhontée des actions et de fraude comptable sur plusieurs décennies». Le groupe, notamment actif dans les secteurs de l'énergie, du transport et de l'immobilier, s'est défendu dimanche dans un rapport de 413 pages, mais Hindenburg a indiqué

lundi que le conglomérat n'a pas entièrement répondu aux accusations.

Un fonds émirati à la rescousse

Selon Bloomberg, la réussite de cette levée de fonds a été grandement facilitée par l'investissement d'International Holding Company (IHC). Basé à Abu Dhabi, ce fonds spécialisé dans les secteurs non pétroliers s'est engagé à hauteur de 400 millions de dollars, à travers sa filiale Green Transmission Investment Holding RSC Limited. Le recul du cours des actions trahit une baisse de confiance de la part des investisseurs, ce qui ne semble pas ébranler le patron d'IHC, Syed Basar Shueb. Dans un communiqué publié sur le site du groupe, celui-ci a déclaré que «notre intérêt pour le groupe Adani est motivé par notre confiance [...] Nous y voyons un fort potentiel de croissance dans une perspective à

long terme et une valeur ajoutée pour nos actionnaires.»

Il s'agit du deuxième investissement du groupe émirati dans le conglomérat indien, le premier datant de 2022 à hauteur de 2 milliards de dollars, le but affiché étant de diversifier ses investissements au-delà du Moyen-Orient.

Le *Financial Times* a révélé dimanche que la capitalisation boursière de IHC a explosé en trois ans, atteignant 240 milliards de dollars. Des banquiers de la région interrogés par le *FT* n'ont pas pu expliquer cette hausse fulgurante. Le patron du fonds a quant à lui indiqué qu'elle est due au transfert de capitaux et d'actifs de la part de la famille royale. IHC est en effet détenu à 62% par le Royal Group et son conseil d'administration est présidé par Tahnoun ben Zayed Al-Nahyane, le frère du prince héritier Mohammed ben Zayed Al-Nahyane. ■

PROPOSÉ PAR BCGE

Attentiste avant la Fed

BOURSE La bourse suisse a entamé la dernière séance du mois en repli de 0,18% à 11358,75 points. Wall Street a ouvert en hausse, alors que les marchés anticipent un resserrement monétaire de 25 points de base de la Réserve fédérale (Fed), dont la réunion s'achève mercredi soir. Le SMI a clôturé en baisse de 0,82% à

LE TITRE VEDETTE

Nestlé 11285,78 points et le SPI de 0,69% à 14500,74 points. Aux poids lourds, **Nestlé** (+0,27% à 111,48 francs) a enregistré la seule progression du SMI. Le géant

alimentaire a annoncé un investissement de 100 millions de dollars dans ses opérations en Colombie sur les trois prochaines années. En revanche, **Novartis** (-0,85% à 82,46 francs) et **Roche** (-1,02% à 285,25 francs) ont plombé la cote. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

CHARTÉ ÉDITORIALE WWW.LETEMPS.CH/PARTENARIATS

PUBLICITÉ

M.I.S
TREND

VOTRE AVIS COMPTE... EXPRIMEZ-LE!

Rejoignez notre toute nouvelle plateforme de sondages en ligne en quelques minutes seulement et faites entendre votre voix!



- Créez votre compte www.mistrend.ch/inscription
- Répondez aux sondages
- Convertissez les points gagnés en bons Qoqa, Galaxus, Dein Deal ou en dons pour des associations

MIS Trend récolte et analyse des données fiables et neutres pour comprendre la société, les marchés et les individus depuis plus de 40 ans.



«Je vois le rocher approcher, puis plus rien»

MONTAGNE La saison 2023 du Freeride World Tour a débuté dimanche à Baqueira Beret, dans les Pyrénées, avec de nombreux jeunes talents et un revenant espagnol, Aymar Navarro, qui n'a pas accepté qu'un accident mette un terme à sa longue carrière. Témoignage

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PITTET
@lionel_pittet

Le skieur saute au-dessus d'une première barre rocheuse, puis d'une deuxième, et encore d'une troisième dans l'enchaînement – en jargon freeride, on appelle ça «une triple». Mais à l'atterrissage, il perd l'équilibre, part en roulé-boulé et se dirige inexorablement vers un gros morceau de rocher, menace noire perçant le blanc de la neige. Le *run* qu'il avait imaginé pour cette édition 2022 de l'Xtreme de Verbier se fracasse là, et lui avec. Quand Aymar Navarro donne des nouvelles à ses 95 000 abonnés sur Instagram, la gueule est abîmée et le corps meurtri. Double fracture de l'épaule, fracture des métacarpiens de la main droite et «différents traumatismes ailleurs», écrit alors l'Espagnol, précisant: «Rien qui ne puisse guérir avec temps et patience.»

Il avait raison: dix mois après sa terrible chute, il a pris dimanche le dixième rang de la première étape du Freeride World Tour 2023, chez lui, dans la station pyrénéenne de Baqueira Beret. Une victoire en soi pour celui qui ne voulait pas terminer sa carrière en compétition sur un accident. Avant son retour dans un portillon de départ, le «vétérinaire» de 33 ans, rider *old school* tendance casse-cou, s'est confié.

Les images de votre chute lors de l'Xtreme de Verbier donnent des frissons. Mais vous, qu'avez-vous ressenti sur le moment? Tout s'est passé tellement vite... J'ai choisi cette ligne comprenant trois grosses barres rocheuses successives et, lors de ma dernière réception, j'étais un peu trop penché en arrière. Je suis tombé. Normalement, j'aurais dû rouler dans le sens de la pente, mais j'ai atterri dans les traces d'autres riders, ce qui m'a dévié en direction du rocher. Je me revois m'en approcher à toute vitesse et puis... plus rien. J'ai un blanc de 10-20 secondes. Mon souvenir suivant, c'est en bas de la pente, avec les secouristes autour de moi.

Qu'est-ce qu'ils vous disent? C'est moi qui parle: «C'est bon, les gars, ne vous inquiétez pas, je vais descendre jusqu'en bas en skiant, on regardera ensuite ce



Aymar Navarro, au moment de percuter le rocher. Une chute qui lui a valu diverses fractures et un séjour à l'hôpital. (VERBIER, 26 MARS 2022/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

INTERVIEW

que j'ai, pas besoin de suspendre la course!» (*Rires.*) Je n'avais pas conscience des dégâts, juste un peu mal à l'épaule, mais pas tant que ça. L'adrénaline, j'imagine. Les secouristes, qui eux se rendaient bien compte de mon état, m'ont administré un calmant et «ciao Aymar». Plus tard, j'ai mesuré la gravité de la chute avec l'enregistrement de ma caméra embarquée. Pas tant à cause des images que du son: les bruits que j'émettais, ma difficulté à respirer. C'était pénible à entendre.

Et dix mois plus tard, vous voilà de retour sur le Freeride World Tour... J'ai pris le temps de me remettre, pas seulement sur le plan physique mais aussi au niveau psychologique. J'ai fait beaucoup de physiothérapie, bien sûr, et puis j'ai pris le temps d'aller pédaler en montagne et nager dans l'océan, de voyager, de me déconnecter complètement du ski. J'en avais besoin. Mais j'ai ensuite décidé de revenir à la compétition pour une dernière saison.

Je suis sur le Tour depuis sept ans, je ne pouvais pas finir cette période de ma vie sur un accident.

A-t-il été facile de recommencer à skier? J'appréhendais. Quand j'ai enfin remis mes skis, je tremblais, j'avais l'impression de ne plus savoir faire. Et puis toute l'appréhension et les mauvaises pensées se sont envolées après deux ou trois virages. Vous savez quoi, c'était une journée pourrie, vraiment, il ne faisait pas beau, rien, mais je m'en souviens comme l'une des meilleures de ma vie.

Votre chute vous a-t-elle conduit à reconsidérer votre approche du freeride? Non, pas vraiment. J'ai regardé les images, j'ai tout analysé, et la vérité, c'est que je n'ai pas eu de chance. Quand je pense mes lignes, j'évalue toujours le dégagement qu'il y a au niveau des zones de réception, là où il est possible de partir à la faute. En l'occurrence, il y en avait largement assez. Ma ligne était ris-



«Quand j'ai enfin remis mes skis, je tremblais, j'avais l'impression de ne plus savoir faire»

quée, bien sûr, parce que je les aime comme ça, mais le rocher contre lequel je me suis écrasé n'était objectivement pas un danger que j'aurais pu prévoir. Je ne considère pas avoir commis d'erreur d'appréciation.

Vous avez la réputation d'emprunter des lignes auxquelles beaucoup de skieurs ne se risqueraient pas. Aujourd'hui, les jeunes riders voient la montagne sous l'angle exclusif des points qu'ils peuvent décrocher: telle barre rocheuse, 5 points; tel saut, 10; ah, il faut que je trouve encore un passage à 20 points pour atteindre le total que je vise. Moi, je ne réfléchis pas à ça, uniquement à l'intérêt de la ligne. Je recherche trois choses: la possibilité d'aller très vite, les gros sauts et si possible des couloirs étroits. Si j'ai les trois, je suis content, et tant mieux si cela me vaut des points.

Le danger entre-t-il en ligne de compte dans votre choix de ligne? Bien sûr. Je ne suis pas fou. Je peux identifier une ligne idéale et renoncer à l'emprunter si les conditions ne sont pas adaptées.

On voit de plus en plus de figures issues du freestyle dans les compétitions de freeride: des rotations,

des sauts périlleux. En comparaison, vous considérez-vous comme un skieur de l'ancienne école? Oui, à 100%. D'ailleurs, à un moment donné, je me suis demandé si ces compétitions étaient encore faites pour moi. Avoir recours à des éléments freestyle garantissait systématiquement des scores beaucoup plus élevés et, pour les gars comme moi, qui cherchent la vitesse, le risque et les gros sauts, ce n'était pas possible de rivaliser. A un moment, tu te dis: à quoi bon? Mais j'ai abordé le sujet avec les responsables du Tour et j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, les jugements ont été rééquilibrés. Je crois que c'est bien pour tout le monde qu'il soit possible de gagner avec des styles très différents. S'il suffit de faire des 360° [rotations complètes] sans engagement, c'est dommage pour le sport.

Votre approche, celle du freeride traditionnel, est-elle vouée à disparaître? Malheureusement, peut-être. Tous les jeunes qui arrivent misent sur ce côté freestyle.

Le Freeride World Tour a été racheté par la Fédération internationale de ski (FIS). Une autre menace pour son identité originale? Attendons de voir. Ce que je craignais, c'est que la FIS introduise trop de nouvelles règles: tu dois avoir tant de sauts dans ton run, des skis de telle largeur et de telle longueur, etc. Le freeride, c'est autre chose. Un truc de liberté, comme son nom l'indique. Mais Nicolas Hale-Woods, le patron du Tour, nous a assuré que les règlements n'allaient pas être modifiés, qu'on allait seulement profiter du soutien d'une grande fédération. J'espère que ce sera le cas, mais de toute façon, moi, c'est ma dernière saison...

A 33 ans, vous n'avez plus l'âge pour les compétitions de freeride? J'ai simplement envie de mener de nouveaux projets, et j'en ai trouvé un qui me stimule. En octobre, je partirai en Himalaya pour réaliser un film de freeride à haute altitude. Je vais skier les pentes d'une belle et haute montagne, pas de 8000 mètres, un peu moins, je ne peux pas révéler laquelle, et cela me motive beaucoup. Dans ce contexte, tu ne t'élances pas quand on te dit «3, 2, 1, partez!» mais quand tu es vraiment prêt. C'est sympa aussi. ■

EN BREF

Promoteurs de la Super Ligue: sanctions interdites

La justice espagnole a de nouveau interdit hier à l'UEFA et à la FIFA d'imposer des sanctions aux promoteurs de la Super Ligue de football, projet de compétition semi-fermée qui avait failli faire imploser le football européen en 2021. AFP

Golubic s'arrête au premier tour à Lyon

Viktorija Golubic (WTA 85) est toujours en quête d'un premier succès dans un tableau principal en 2023. Battue dès le 1er tour à Adelaide, à Hobart puis à l'Open d'Australie, la Zurichoise a subi le même sort dans le tournoi WTA 250 de Lyon. Elle s'est inclinée hier 6-1 6-4 devant la tête de série no 7 Danka Kovinic (WTA 67). ATS

Wawrinka est de retour, l'attrait de la Coupe Davis aussi

TENNIS Après sept ans de réflexion, le Vaudois est de retour en équipe de Suisse pour un barrage très indécis contre l'Allemagne, cette fin de semaine à Trèves. Le héros de Lille en 2014 peut insuffler le grain de folie qui manque encore à ses partenaires

LAURENT FAVRE
@LaurentFavre

Il y avait bien longtemps qu'une rencontre de Coupe Davis n'avait suscité autant d'intérêt en Suisse. De vendredi à dimanche, l'équipe nationale dispute un barrage contre l'Allemagne, à Trèves, avec pour enjeu, une qualification pour la phase finale à seize équipes prévue en fin d'année (à une date encore à préciser) à Malaga. Les deux pays ne se sont plus affrontés depuis 1996 à Palexpo, une affiche plombée par les forfaits de Boris Becker et Michael Stich puis par la blessure de Marc Rosset. Cette fois, il est surtout question de revenants: Alexander Zverev côté allemand et Stan Wawrinka dans le camp suisse. Vainqueur du Saladier d'argent en 2014, le Vaudois n'a plus joué en Coupe Davis depuis un Suisse - Pays-Bas en septembre 2015 à Genève qui vit également la dernière apparition de Roger Federer en équipe nationale.

La patience de Severin Lüthi
Après sept ans de réflexion, Stan Wawrinka est de retour. Deux raisons à cela: il va mieux, et le tennis masculin suisse aussi. Alors qu'il se remettait lentement d'une lourde opération au genou, de nouveaux joueurs ont émergé, comme Marc-Andrea Hüsler, l'actuel numéro un suisse et 49e mondial, et les deux espoirs Dominic Stricker et Leandro Riedi, 20 et 21 ans, qui naviguent comme lui aux alentours de la 130e place au classement ATP.

Stan Wawrinka ne figurait pourtant pas dans la sélection communiquée début janvier par le capitaine Severin Lüthi. Fin stratège, le Biennois a toujours laissé la porte entrouverte sans se montrer trop insistant. A Bâle, cet automne, Wawrinka avait signifié un regain d'intérêt, qu'il confirma en se montrant impliqué en tant que capitaine, autour de Belinda Bencic et Jil Teichmann lors de la United Cup, une Coupe du monde mixte lancée cette année en Australie. Lüthi ferra son gros poisson après l'élimination - à la fois décevante et encourageante - de Wawrinka au premier tour de l'Open d'Australie.

Paradoxalement, c'est «l'ancien» Wawrinka qui peut insuffler un peu de folie au sein d'une équipe jeune et inexpérimentée. En face, Alexander Zverev, qui vient de voir l'ATP classer l'enquête ouverte contre lui après des accusations de violence conjugale, faute de

preuve. Il sera épaulé par Oscar Otte et Jan-Lennard Struff, deux rotiniens. On annonce salle comble à Trèves et une grosse ambiance pour cette rencontre qui intéresse également en Allemagne. Seul Stan Wawrinka a vécu les heures chaudes qui ont fait la légende de la Coupe Davis.

Les autres n'ont connu que le côté ordinaire, mièvre et anonyme d'une épreuve qui a tenté de se réinventer en 2018 en basculant vers un format de type «coupe du monde» avec unités de temps, lieu et action. Plombée par le covid, boudée par les supporters, la révolution a fait long feu et la Fédération internationale de tennis (ITF) a récemment dénoncé le contrat qui devait la lier jusqu'en 2043 avec la société chargée de l'exploitation commerciale, le groupe Kosmos dirigé par l'ancien footballeur Gerard Piqué. Si le flou demeure après 2023, ses promoteurs l'affirment: il n'y aura plus de retour à l'ancienne formule. ■



«Je prie Dieu que ma mort soit utile», chante le major sur l'échafaud, au terme du spectacle. (LAUSANNE, JANVIER 2023/ JEAN-GUY PYTHON)

Il faut sauver le soldat Davel

MUSIQUE A l'Opéra de Lausanne, la création d'une œuvre consacrée au héros vaudois décapité révèle un livret particulièrement filandrevu. Le baryton Régis Mengus, dans le rôle-titre, vole au secours de ce «Davel»

JULIETTE DE BANES GARDONNE

@JuliettedB

Un grand cachot aux murs ondulants, comme pour permettre au récit de mieux s'évader de la linéarité spatiotemporelle. C'est sur le premier interrogatoire de Davel, conduit par le haut commandant bernois Von Wattenwyl, que l'opéra s'ouvre aux sons des percussions et xylophones. Boulet au pied, le major affirme avoir agi «uniquement en son cœur», puis se met à évoquer ses souvenirs. De la bataille de Villmergen en 1712 au vignoble de Cully, en passant par la fermentation de ses idées révolutionnaires, la trame dramaturgique du livret de René Zahnd se construit sur cet immense flash-back à ressacs.

Absence de direction d'acteur

Malgré le caractère dynamique de l'analepse, le librettiste ne parvient pas à insuffler une saveur profonde à cet épisode constitutif de la mémoire collective vaudoise. Il subsiste une vision un peu caricaturale du héros mystique, victime du pouvoir et de la trahison de Crousaz, dans laquelle tous les épisodes semblent collés les uns aux autres. La prose grumeleuse, évoquant par moments celle

du *Roi David* d'Honegger, n'est jamais naturelle aux chanteurs, et la mise en scène de Gianni Schneider n'aide pas le texte à trouver son rythme.

Il règne une sorte d'errance étrange sur le plateau à la fois rempli par les décors vidéo, mais vidé de sa moelle théâtrale. La mise en abyme du tableau de Charles Gleyre, brûlant comme un autodafé, achève de nous plonger dans un brouillard confus. Une bonne trouvaille provient tout de même de l'éclatement du quatrième mur pour la scène de la dénonciation, le public se muant un instant en tri-

Les pizzicatos des violons évoquent le compte à rebours de l'exécution

bunal populaire. De son langage post-romantique au charme suranné, Christian Favre compose quelques beaux passages. Comme le début de l'air de la mère de Davel, avec ce thème mélancolique et modal à la clarinette qui tranchera avec la musique de la scène suivante, où le bourreau accomplira sa besogne sur des rythmes staccato. Il y aura aussi la scène du verdict, dans laquelle les pizzicatos des violons évoqueront le tic-tac du compte à rebours de l'exécution.

Le plateau des chanteurs est à saluer pour

leur abnégation artistique. En premier lieu le baryton Régis Mengus, timbre de bronze et puissance de feu, spectaculaire dans le rôle-titre. Vocalement, il n'aura eu de cesse de donner une conduite et une ligne à la musique, à trouver des couleurs et des demi-teintes sur ce texte français malaisé, à faire exister ce héros malgré l'absence évidente de direction d'acteur. Même lorsqu'il est suspendu par les pieds durant plusieurs minutes lors d'une scène de torture, sa voix reste projetée et sonore. En cela, sa performance sauve la représentation.

Christophe Berry incarnant le traître Crousaz opte pour une agressivité vocale un peu systématique. François Lis fait une belle figure d'autorité en Von Wattenwyl malgré une voix inégale. Alexandra Dobos-Rodriguez possède un joli timbre mais semble se débattre du début à la fin avec la partie de la belle inconue. Susanne Gritschneider, avec sa voix de contralto sombre, est parfaite dans le rôle de la mère. Quant aux petits rôles, campés par Elisabeth Montabone, Anouk Molendijk et Mohamed Haidar, ils sont plus qu'honorables. Dans la fosse, l'Orchestre de chambre de Lausanne (OCL), sous la direction de Daniel Kawka, peine à trouver encore la précision. A l'écoute de toute cette pharaonique entreprise, on se demande pourquoi le *Davel* de Gustave Doret et René Morax, écrit créé à la «Grange sublime» du Jorat en 1923, n'a pas été choisi par l'Opéra de Lausanne pour être réhabilité. ■

Davel, jusqu'au 5 février à l'Opéra de Lausanne.

Un «Voyage d'hiver» sur les cimes à Gstaad

CLASSIQUE A mi-chemin des 23es Sommets musicaux, le baryton suédois Peter Mattei, le pianiste David Fray et le virtuose Alexandre Kantorow ont réservé de grands moments au public

JULIAN SYKES

Aux Sommets musicaux de Gstaad, il y a des concerts pour tous les âges. Mardi matin, une ribambelle d'enfants s'était engouffrée dans l'église de Saanen pour y écouter un concert-lecture pour voix de conteuse et piano intitulé *Des Malheurs de Sophie*, sur un texte d'Anaïs Vaugelade d'après la comtesse de Ségur. Il y avait là un mélange d'enfants et de jeunes adolescents issus de l'école publique et d'écoles privées. Un soleil radieux baignait les lieux.

Elodie Fondacci (conteuse) et Claire-Marie Le Guay (piano) partageaient l'estrade pour un spectacle accompagné de dessins projetés sur un grand écran. On pouvait y suivre les frasques de la petite Sophie pour le bonheur des enfants globalement attentifs dans la salle. Claire-Marie Le Guay ponctuait le récit d'extraits de pièces de Schumann qu'elle jouait avec une magnifique délicatesse. Le violoniste Renaud Capuçon se tenait à l'écart dans l'église, dans les premiers rangs, avec son fils.

A l'école des «baroqueux»

Conviant solistes internationaux et musiciens en devenir, les Sommets musicaux est un festival à la fois chic et convivial. Cette année, le violoncelle est l'instrument à l'honneur: sept jeunes violoncellistes sont encadrés par le grand maître Steven Isserlis. Du côté des concerts, on placera au sommet – si l'on ose dire – le récital de Peter Mattei et David Fray, donné samedi soir à l'Eglise de Saanen. On savait combien ce baryton suédois était un grand chanteur d'opéra, mais pas à quel point il maîtrisait l'art du lied allemand. Son *Winterreise* de Schubert aux côtés du pianiste David Fray fut un grand moment.

Superbe diction, art de la narration, capacité à faire vivre le texte: ce fut l'un des plus beaux «Voyage

d'hiver» qu'on ait jamais entendus. Chaque mot prenait sens, les larmes du poète se transformant en glaçons en raison du froid hivernal (une métaphore pour un amour perdu), certains *lieder* ponctués d'accents éperdus, comme *Die Krähe* («le corbeau») ou *Der Wegweiser* («le poteau indicateur»). Peter Mattei éclaire et assombrit tour à tour la voix. Il contrôle le vibrato, notamment dans l'aigu qui rappelle l'école très pure des «baroqueux». Il varie les couleurs et les nuances d'une strophe à l'autre. C'est intense, mais jamais excessif. A ses côtés, David Fray déploie un bel accompagnement, subtil, poétique, délicatement coloré, comme dans l'ultime *lieder*: *Der Leiermann* («le joueur de vielle»).

Virtuosité acérée et incandescente

Le pianiste Alexandre Kantorow a brillé dimanche soir à l'église de Rougemont. Sa *Première Sonate* de Brahms était éruptive, conquérante, avec un deuxième mouvement éminemment chantant. La *Wanderer-Fantaisie* de Schubert avait fière allure elle aussi, portée par une virtuosité acérée et incandescente. Le plus touchant, ce fut un bouquet de *lieder* de Schubert dans des transcriptions de Franz Liszt; le pianiste français y orchestre splendidement les plans sonores.

Enfin, on aura apprécié le timbre capiteux de la mezzo-soprano Nora Gubisch dans un programme de *lieder* de Schubert et Brahms, lundi soir à l'église de Rougemont... où il faisait terriblement froid! Certes, cette voix est affectée d'un certain vibrato, mais la mélancolie et l'investissement musical sont exemplaires, aux côtés de son mari pianiste Alain Altinoglu. L'altiste Gérard Caussé les a rejoints dans les *Zwei Gesänge op. 91* de Brahms, intonation un peu incertaine et aléatoire, mais épousant les inflexions brahmsiennes. Il reste encore plusieurs rendez-vous d'ici à samedi, notamment avec l'ensemble baroque Le Consort, Renaud Capuçon et Steven Isserlis. ■

Sommets musicaux de Gstaad, jusqu'au 4 février.

A Lausanne, un spectacle bon comme le pain

SCÈNES Michel Sauser a été boulanger avant d'être le directeur du Théâtre 2.21. Durant une heure, il pétrit, cuit et raconte le métier, pour le plus grand plaisir du public qui, à la fin, peut goûter

MARIE-PIERRE GENECAND

Vous voulez tout savoir du taillé de Goumoëns? Tout connaître sur la tresse, la pâte brisée et la pâte à pain? Alors vous irez voir *Le Chant du levain*, spectacle gourmand durant lequel Michel Sauser retrouve son ancien métier de boulanger.

Dans la chaleur d'un four et les bonnes odeurs, le directeur du Théâtre 2.21, à Lausanne, mélange farine et beurre, pétrit un pain de cinq kilos, strie joliment un taillé à la double-crème, bref, boulange, pour employer un mot qu'on n'utilise plus trop. Il n'est pas seul en scène. A ses côtés, le vidéaste Nico-

las Wintsch, le comédien Benjamin Knobil et le musicien Pierre Audétat mettent leur grain de sel – et ce qu'il faut d'eau – pour que l'ouvrage soit *pico bello*.

On apprend des choses aussi sur ce bien quotidien qu'est le pain. Des gaies et des moins gaies. Michel Sauser raconte, par exemple, que la saveur dépend à 85% de la croûte, que le mot «copain» vient de «compain» qui signifie «partager le pain» et que la tresse est née autour de 1400 à Berne à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An.

Entre taï-chi et catch

Moins gai, il rappelle aussi que, depuis 1980, 70% des boulangeries artisanales ont disparu en Suisse, qu'il faudrait idéalement laisser reposer deux jours une pâte à pain et que celle-ci ne repose en général que deux heures et que, pour des raisons de production, «la molé-

cule de gluten de blé est passée, en proportion, de la taille d'une épingle à celle d'une pastèque»...

Une tendance que certains valeureux combattent, comme ces boulangers de la Ferme de Pra Charbon, à Savigny, qui cultivent du blé ancien et produisent leur pain au levain. «C'est tellement bon!» s'exclame Pierre Audétat à la sortie. Le musicien sait de quoi il parle. C'est lui qui, aux synthétiseurs et aux claviers, sonorise le spectacle. Sous ses doigts, une pâte pétrie vrombit dans les graves tandis que des ronds de plus en plus fins tressés

à vue modulent dans les aigus. «Par contre, le chant du levain, cette espèce de crépitement du feu qu'on entend à un moment, vient vraiment de la pâte qui travaille et qu'on a enregistré», précise le musicien.

A la tâche également, le vidéaste Nicolas Wintsch. Il a filmé Michel Sauser en train de s'activer et diffuse ces images sur le mur du fond, pour mettre en perspective les évolutions live de l'artisan de la soirée. Evolutions parfois lentes et douces, cousines du taï-chi, parfois plus musclées, façon catch. Mais, aux côtés de Benjamin Knobil en assistant zélé, le boulange cadencée ne cesse de le faire danser. Et le résultat ravit. A la sortie, le public teste le taillé de Goumoëns et la tresse au beurre. Un paradis de douceur. ■

Le Chant du levain, Théâtre 2.21, Lausanne, jusqu'au 5 février.

Entendre le crépitement du feu qui vient de la pâte qui travaille

PUBLICITÉ

VOYAGES ET CULTURE

Je vous emmène...

AU LAOS ET AU CAMBODGE

Au fil du Mékong

Grand fleuve nourricier à la découverte de sites dont l'histoire remonte à la nuit des temps

28 juillet - 17 août 2023
prix p/p ch. dble : CHF 6'550



AU TADJIKISTAN

Pamir, la route des nuages

Toit du monde, lieu de passage et de rencontres, d'échanges et de brassage des cultures

23 août - 9 septembre 2023
prix p/p ch. dble : CHF 6'980



VOYAGES ET CULTURE
Rue de Bourg 10
1003 Lausanne
info@voyages-et-culture.ch
Tél. +41 21 312 37 41
www.voyages-et-culture.ch

SOIRÉE DE PRÉSENTATION

le 13 février 2023, 18h
(inscription nécessaire)

18 Culture

Les aventures d'un Gaulois en Chine

CINÉMA Joyeusement absurde, «Astérix et Obélix. L'Empire du milieu», cinquième film mettant en scène les personnages de Goscinny et Uderzo, s'avère une excellente surprise

ANTOINE DUPLAN
@duplantoine

Bande dessinée et cinéma sont de faux amis, et porter la première à l'écran avec des acteurs de chair conduit généralement à l'échec artistique, les comédiens n'ayant ni la plasticité ni la légèreté des personnages d'encre et de papier. Les adaptations d'Astérix le démontrent. Moche, balourd et composite, *Astérix et Obélix contre César* (Claude Zidi, 1999) est consternant. *Astérix aux Jeux olympiques* (Frédéric Forestier et Thomas Langmann, 2008) atteint des abîmes de nullité. *Astérix et Obélix. Au service de Sa Majesté* (Laurent Tirard, 2012) hybride maladroitement deux albums pour se rire de l'Albion.

Cette litanie de ratages connaît deux exceptions: *Astérix et Obélix. Mission Cléopâtre* (Alain Chabat, 2002), dans lequel le prince des Nuls respecte la trame de l'album mais se permet de brillantes improvisations sur le motif. Et, contre toute attente, cet *Astérix et Obélix. L'Empire du Milieu* (2023) dont on attendait d'autant moins rien qu'il est signé Guillaume Canet, dont les réalisations (*Les Petits Mouchoirs*, *Rock'n'Roll*, *Nous finirons ensemble*) représentent le pire du cinéma (français).

Plutôt que de bricoler un récit en pompant des éléments disparates dans ces mécaniques de précision humoristique que sont les albums scénarisés par Goscinny et dessinés par Uderzo, les auteurs ont imaginé, à l'instar d'Alexandre Astier dans le dessin animé *Le Secret de la potion magique*, une histoire originale, hautement improbable mais fort savoureuse. Comme son titre l'indique, *Astérix et Obélix. L'Empire du Milieu* se déroule en Chine, quitte à prendre quelques libertés avec l'histoire (non les enfants, Jules César n'a jamais conquis la Chine...), et développe une onomastique savoureuse avec des personnages répondant aux noms de Ri Qi Qi, Ban Han, Deng Tsin Qin... Ils sont fous ces Chinois!

L'abus de potion magique nuit-il à la santé?

L'Empire... procède à un rafraîchissement bienvenu du casting. Après les sociétaires du Splendid et des Nuls, place aux jeunes. Succédant à Christian Clavier, Clovis Cornillac et Edouard Baer, Guillaume Canet s'attribue le rôle d'Astérix et le tient bien. Gilles Lellouche évince enfin Depardieu et campe un très bon Obélix. Et, toujours brillant, Vincent Cassel compose un Jules César tout en nuances. Doté d'un potentiel



Pour cette nouvelle adaptation des aventures des deux célèbres Gaulois casqués, Gilles Lellouche campe Obélix et Guillaume Canet Astérix. (PATHÉ FILMS)

Après les sociétaires du Splendid et des Nuls, place aux jeunes

comique phénoménal, Jonathan Cohen incarne Graindemaïs, un marchand gallo-phénicien d'une veulerie exemplaire, quand Orelsan, Bigflo & Oli, Mcfly et Carlito font des caméos. L'irrésistible Philippe Katerine donne à entendre la voix d'Assurancetourix – et ce n'est pas triste! – sur

une partition de Matthieu «M» Chedid. Les aînés ne sont pas oubliés: Pierre Richard, 88 ans, tient le rôle du druide Panoramix et rejoue la scène des sables mouvants de *La Chèvre*.

Le film procède à une mise à jour des anachronismes qui font le sel de la bande dessinée. Partis à la cueillette des sangliers avec Obélix, Astérix s'interroge sur son mode de vie: ne mange-t-il pas trop de viande? Et l'abus de potion magique ne nuit-il pas à la santé? Fille de l'impératrice de Chine menacée par un coup d'Etat, la princesse Fu Yi cherche asile dans le petit village qui résiste encore à l'enva-

hisseur. Elle est accompagnée par Tat Han, sa garde du corps. «Une» garde du corps!, s'écrochent les Gaulois dans une explosion de sexisme patriarcal antique tandis que César suscite l'hilarité générale en demandant: «Vous imaginez que Rome soit dirigée par une femme?»

A Rome, justement, Cléopâtre (Marion Cotillard) plaque son vieux Jules pour un éphèbe musculeux et la danseuse Carioca se plaint de sa jupette trop courte. Astérix et Graindemaïs en pincent pour Fu Yi tandis qu'Obélix éprouve un doux sentiment pour Tat Han, championne en arts martiaux

à travers laquelle se dessine une joyeuse satire des films de kung-fu. Une touche de gauloiserie déride les plus grands. «Je veux connaître la Gaule», se languit Fu Yi qui rêve de faire les boutiques à Lutèce. Un zeste de wokisme agrément la chose: Baba, la vigie noire du bateau pirate, choisit soigneusement les mots sans «r»... Finis les «navies à l'ibo'd» qui faisaient tant 'igoler dans les années 1960. ■

Astérix et Obélix. L'Empire du milieu, de et avec Guillaume Canet (France, 2023) avec Gilles Lellouche, Vincent Cassel, Jonathan Cohen, Marion Cotillard, José Garcia, Ramzy Bedia, 1h54.

«Last Dance», premier tango à Fribourg

CINÉMA La Neuchâteloise Delphine Lehericéy signe un troisième long métrage totalement maîtrisé et qui a le mérite de la brièveté

STÉPHANE GOBBO
@stephgoobbo

Pourquoi tant de films sont-ils si longs? Afin de justifier le prix d'un billet de cinéma? Pour prouver que les séries n'ont pas l'apanage de la durée extensible? C'est la question que se posent de plus en plus de cinéphiles face à trop de trop longs métrages, qui auraient gagné en dynamisme à être amputés de 10, 20, voire 30 bonnes minutes. Delphine Lehericéy a, elle, fait le choix de la brièveté, d'une histoire qui va droit au but, magnifiquement racontée en 84 minutes et reposant sur un scénario solide et d'efficaces répliques.

Née à Neuchâtel, installée à Bruxelles, la cinéaste a signé *PuppyLove* (2014), un drame adolescent autour de l'ouverture à la sexualité, avant d'adapter un roman du Lausannois Roland Buti (*Le Milieu de l'horizon*, 2019) se déroulant en milieu rural durant la fameuse sécheresse de l'été 1976.

Entre drame et comédie

Avec *Last Dance*, elle change de ton pour osciller entre le drame et la comédie, et ça lui va bien. Elle y met en scène Germain (impérial François Berléand), un retraité reprenant à la mort de sa femme – suite à une promesse mutuelle – son rôle dans un spectacle de danse contemporaine que

prépare la chorégraphe La Ribot (dans son propre rôle), avec des professionnels et des amateurs, au Théâtre Equilibre de Fribourg (qui n'est pas nommé).

Alors que le récit aurait uniquement pu être celui du deuil et de la reconstruction par l'art, Delphine Lehericéy l'emmène joliment vers le comique de situation, avec d'un côté, la manière dont Germain va mentir à sa famille, qui le croit incapable de s'occuper de lui-même, et de l'autre, les répétitions qui vont le voir redécouvrir son corps. Il y a dans le film plein de belles idées, entre des boîtes en plastique qui s'accumulent, des chats qui envahissent l'appartement de Germain et sa sonnerie de portable en mode science-fiction pour souligner le côté envahisseur de ses enfants, qui s'inquiètent à tort pour lui. «Ma tension va bien quand on la laisse tranquille», répond Germain à son fils, qui le trouve un tantinet irritable...

Last Dance, c'est aussi une belle histoire d'amour, d'une complicité sentimentale qui va au-delà de la mort et qui s'exprime notamment à travers une émouvante relation épistolaire. Alors que la simplicité (comme la brièveté) est un art difficile à manier, la mise en scène de Delphine Lehericéy est aussi discrète que juste, souligne ce qui doit l'être sans trop appuyer, capte parfaitement les petits gestes et les regards lourds de signification. ■

Last Dance, de Delphine Lehericéy (Suisse, Belgique, 2022), avec François Berléand, Kacey Mottet Klein, La Ribot, Jean-Benoît Ugeux, Deborah Lukumena, Sabine Timoteo, Anna Pieri, 1h24.

MAIS ENCORE

Mort de Lisa Loring, ex-Mercredi Addams

L'actrice américaine Lisa Loring est morte samedi d'une attaque cérébrale à 64 ans, selon les réseaux sociaux et médias américains. Elle a incarné enfant le personnage de Mercredi Addams dans la série télé des années 1960 «La Famille Addams». Son décès a une certaine résonance aux États-Unis et en Europe en raison de la nouvelle série sur Netflix, «Mercredi», de Tim Burton avec Jenna Ortega. (AFP)

«Sous les figes», une Tunisie presque apaisée

CINÉMA Entre documentaire et fiction, Erige Sehiri filme une journée de récolte dans une plantation de figes. Où le charme l'emporte sur les problèmes

NORBERT CREUTZ

Faut-il plutôt voir le verre à moitié vide ou le verre à moitié plein? Film tunisien inhabituel, *Sous les figes* a déjà enchanté nombre de festivals depuis sa présentation à Cannes en mai dernier. Au milieu d'œuvres généralement graves, qui prennent en charge tous les drames du monde, celui d'Erige Sehiri (lire son portrait en page 20) aura fait l'effet d'une parenthèse ensoleillée bienvenue. Sorti en salle, il risque par contre de paraître un peu léger aux amateurs de récits plus solidement charpentés et en quête d'émotions fortes.

Des langues qui se délient

Le film s'ouvre à l'aube, dans l'arrière-pays agricole, avec un groupe de femmes embarquées sur une camionnette qui les amène jusqu'à un verger éloigné. Seule Fidé s'installe sans crainte à l'avant, à côté du patron. Quand débute la cueillette, à laquelle se joignent des hommes, les langues commencent à se délier, malgré un certain

contrôle et un patron prompt à la sanction. C'est qu'il faut être efficace et prendre garde de ne pas casser de branches! Ponctué par deux pauses, la belle journée se passera ainsi entre confidences, flirts et conflits larvés – et c'est tout en termes d'action.

Un petit théâtre pas si innocent que ça où l'aspiration à l'émancipation se heurte au conservatisme et à la domination

Parmi ces saisonniers, les femmes semblent plus nombreuses et la cinéaste se concentre sur les plus jeunes, qui ont encore la vie devant elles. En amour, Fidé est la plus libre et Sana la plus traditionaliste tandis que Melek est toute remuée par ses retrouvailles avec Abdou. Mais le côté des hommes, confrontés à toutes sortes de frustrations, n'est pas occulté pour autant. Cela pourrait presque être du Renoir ou du

Rohmer, n'étaient le travail surveillé et le contexte maghrébin, plutôt miné en matière de rapports hommes-femmes. D'où un petit théâtre pas si innocent que ça où l'aspiration à l'émancipation se heurte au conservatisme et à la domination sociale.

Fiction du réel

On peut appeler «fictions du réel» cette nouvelle tendance de films imaginés à partir de situations et de personnages réels. Il faut une patience de documentariste pour les concevoir, mais aussi un talent de narrateur pour les rendre vraiment captivants. Si ses acteurs non professionnels sont parfaitement naturels, Erige Sehiri a parfois plus de peine avec la gestion de son récit choral, entre moments obligés (la scène de jalousie, l'abus déjoué) et personnages à peine esquissés. A l'arrivée, même si rien de très marquant ne s'est produit, on retient surtout le portrait d'une Tunisie tiraillée entre désir de liberté et respect des traditions, mais dont la belle lumière rattrape bien des peines. ■

Sous les figes (Taht alshajra), d'Erige Sehiri (Tunisie, France, Suisse, Allemagne, 2022), avec Fide Fdhili, Feten Fdhili, Ameni Fdhili, Abdelhak Mrabti, Samar Sifi, Firas Amri, 1h32.

«Eo», au hasard du chaos du monde

CINÉMA Jerzy Skolimowski reprend l'idée de Robert Bresson consistant à suivre le parcours d'un âne perdu dans notre société d'humains. Une œuvre déroutante, primée à Cannes, d'une rare puissance expressive

NORBERT CREUTZ

Eo a fait sensation au dernier Festival de Cannes, y remportant un Prix du jury, alors même que toute la critique était prête à crier au crime de lèse-majesté. En l'occurrence envers Robert Bresson, totem d'un cinéma d'auteur pur et dur, et son fameux *Au hasard Balthazar* (1966) dont ce nouveau film reprend le concept, à savoir le parcours d'un âne promu protagoniste principal. Par quel miracle? Peut-être par déférence envers Jerzy Skolimowski, vétéran polonais de 84 ans, plus de trois décennies après sa dernière sélection en compétition. Mais plus sûrement par sidération face à ce qu'il venait d'envoyer à la face du gratin du 7e art. Un film vraiment libre et sauvage, fait d'éclats, sans thèse apparente, absolument irréductible à toute autre forme d'art et défiant jusqu'à la tentative d'approche critique.

Il faut dire que l'auteur du *Départ*, de *Deep End* et du *Cri du sorcier* est presque coutumier du fait. Un des grands cinéastes de la modernité des *sixties*, l'exilé cosmopolite Skolimowski a laissé derrière lui une œuvre inégale et dispersée, parfois marquée par un inévitable compro-

mis économique. Mais dès ses débuts en Pologne puis en Angleterre, on savait ce cinéaste rétif à toute discipline narrative, plus soucieux de rythmes et de couleurs que d'idées claires à transmettre. Déçu de lui-même après sa tentative de film inspiré du *Ferdydurke* de Witold Gombrowicz, il se consacra même une quinzaine d'années exclusivement à la peinture, son autre passion. D'où sans doute *Eo*, qui a tout d'un dernier coup d'éclat.

Une nature placide

On découvre l'âne *Eo* («hi-han») dans un numéro de cirque polonais, choyé par sa partenaire, la jeune Magda/Kassandra, comme Balthazar était aimé par la jeune Marie. Mais tout parallèle entre les deux films s'arrête là. A l'austérité de Bresson, qui envisageait l'âne comme une victime de la dureté des humains dans une sorte de chemin de croix moderne, Skolimowski répond par un film plus chaotique, une dérive marquée par le hasard, envisagée en partie selon la perception de l'animal lui-même. La conscience écologique est aussi passée par là, même si le cinéaste polonais ne saurait s'y laisser enfermer.

Eo est ainsi «libéré» par des militants antispécistes pour aller s'enrayer au milieu d'un élevage équestre avant d'être adopté par un institut pour enfants autistes, etc. L'humain étant incapable de se décentrer plus de trente secondes et de parta-

ger une nature aussi placide, ce sont des gens de toute sorte qui occupent le plus souvent le devant de la scène, dans diverses situations: inauguration d'une usine, match de foot local ou crime sur la route. Par contre, fort d'une conception très personnelle

On croise de tout dans ce film: paysans, mannequins, hooligans, routiers, jeune prêtre défroqué et même un drôle de robot

du montage, le cinéaste se dispense d'expliquer certains déplacements ou tente même parfois de saisir le point de vue de l'âne. Durant une «cavale» nocturne en forêt, il n'hésite pas à prêter à *Eo* les rêves les plus fous.

Misanthropie du regard

On croise ainsi de tout dans ce film: paysans, mannequins, hooligans, routiers, jeune prêtre défroqué et même un drôle de robot (en rêve). Mais bien peu de bienveillance désintéressée et de respect pour la vie d'autrui. La nostalgie de sa «maîtresse» affleure parfois, mais toute chance de la retrouver

un jour s'évanouit avec un transport en Italie où *Eo* va vivre la dernière partie de son existence. C'est là qu'il se reposera dans le jardin d'une comtesse occupée à régler des problèmes familiaux (seule séquence qui se joue trop à l'écart de l'âne, pour l'amour d'une *guest star*) ou s'arrêtera un instant devant un impressionnant barrage avant de rejoindre un troupeau de vaches. Seule constante: une certaine distance, vaguement misanthrope, du regard.

On l'aura compris, ceci n'est pas *Antoinette dans les Cévennes*, mais l'invitation à une autre sorte de voyage. Et tout ce qu'on a décrit jusqu'ici ne serait rien sans le style typiquement brusque de Skolimowski, où les moments de paix ne durent jamais longtemps avant quelque forme de violence, ou du moins une saillie expérimentale (bande sonore comprise). Pour le public, *Eo* en devient avant tout une expérience sensorielle, viscérale. Et tant pis si, à l'arrivée, on ne sait pas forcément que faire de tout cela. Pour nous, après *Essential Killing* (2010) et *11 minutes* (2015), le cinéaste y clôt une sorte de «trilogie du chaos» – en opposition avec l'idée d'un destin qui guiderait nos existences. Un artiste, un vrai, a joué son va-tout, nous invitant à présent à redécouvrir tout son parcours à lui. ■

Eo, de Jerzy Skolimowski (Pologne, Italie, 2022), avec Sandra Drzymalska, Mateusz Kosciukiewicz, Lorenzo Zurzolo, Isabelle Huppert, Lolita Chammah, 1h28.

EN BREF

Jim Jarmusch à la guitare sur des films de Man Ray

Le réalisateur américain de films alternatifs branchera sa guitare demain soir à l'Octogone de Pully. Il jouera sur des courts métrages de l'artiste surréaliste Man Ray, tournés dans les années 1920. Jim Jarmusch a alimenté l'imaginaire des jeunes dans les années 1980 avec les images, souvent en noir et blanc, d'un New York alternatif. Il jouera demain soir dans un duo, appelé SQURL, avec son acolyte, le compositeur Carter Logan. Le réalisateur de 70 ans a créé ce groupe en 2009, notamment pour composer la musique de son film *The limits of Control*, dit-il dans une interview à 24 heures. ATS

En Ecosse, des femmes défilent en Viking

La fête des Vikings a fait son retour hier à Lerwick, ville portuaire des îles Shetland, au nord de l'Ecosse, après deux ans d'absence en raison du covid et avec une nouveauté: les femmes sont désormais autorisées dans la procession. Organisé chaque dernier mardi du mois de janvier depuis la fin du XIXe siècle, le festival culmine avec une parade de plusieurs centaines de personnes déguisées en guerriers, brandissant épée et bouclier. Baptisé «Up Helly Aa», ou «fête du feu», ce festival célèbre l'histoire viking de cet archipel britannique situé entre le nord de l'Ecosse et la Norvège. AFP

PUBLICITÉ

GSTAAD MENUHIN FESTIVAL & ACADEMY



La location
est lancée!

Humilité

14 JUILLET — 2 SEPTEMBRE 2023

Cycle « Changement I » 2023 — 2025

PATRICIA KOPATCHINSKAJA (Ambassadrice «Music for the Planet»),
Francesco PIEMONTESE, Maria JOÃO PIRES, Cecilia BARTOLI,
Pretty YENDE, Sonya YONCHEVA, Ute LEMPER, Lahav SHANI &
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE D'ISRAËL, Jaap VAN ZWEDEN &
GSTAAD FESTIVAL ORCHESTRA entre autres

ERMITAGE
GSTAAD-SCHÖNRIED

gstaadmenuhinfestival.ch

EDMOND
DE ROTHSCHILD

LE TEMPS

PARTENAIRE MÉDIA

«Lorsqu'on revient dans son pays d'origine, même si l'on n'y a jamais vécu, le fait d'avoir voyagé et de parler plusieurs langues amène un regard différent, une autre énergie»



PROFIL

1982 1^{er} août, naissance à Lyon dans une famille d'origine tunisienne.

2010 Part en décembre à Tunis pour couvrir en tant que journaliste la révolution tunisienne.

2018 «La Voie normale», premier long métrage documentaire.

2022 Son premier long métrage de fiction, «Sous les figes», est sélectionné par la Quinzaine des cinéastes du Festival de Cannes.

2023 Sortie le 1^{er} février de «Sous les figes».

Elle fait partie de ces enfants d'exilés qui ont grandi en sachant qu'ils appartiennent à deux cultures, ce qu'elle qualifie immédiatement de richesse. Erige Sehiri est née à Lyon, a vécu jusqu'à l'obtention de son bac dans la banlieue des Minuettes au sein d'une famille tunisienne, et elle dit que de cet ailleurs vient sa grande ouverture au monde. Son parcours l'amènera aux Etats-Unis et au Canada, où elle apprendra l'anglais puis étudiera la finance, mais sans jamais oublier son désir de cinéma, qui lui vient de l'enfance, et notamment de sa découverte dans le cinéma de son quartier de *L'Ours* (1988), de Jean-Jacques Annaud. «J'ai été bouleversée par l'idée qu'un film pouvait avoir un animal comme personnage principal», se souvient-elle.

Elle se remémore aussi les heures passées à observer l'extérieur depuis la fenêtre de sa chambre. «On vivait au 9^e étage, mes parents me protégeaient et je ne sortais pas beaucoup, d'autant plus que, dans les années 1980-1990, il y avait régulièrement des émeutes. Ma fenêtre était comme un écran, je regardais ce qui se passait... ou ce qui ne se passait pas.» On l'imagine volontiers s'inventant des films, à l'instar de James Stewart dans *Fenêtre sur cour* (1954), du maître Hitchcock. Plus tard viendra le choc Abdellatif Kechiche avec *L'Esquive* (2003). «Soudainement, je découvrais des jeunes qui me ressemblaient et que je n'avais jamais vus à l'écran, je découvrais un cinéma loin des clichés et stéréotypes des banlieues, un cinéma qui offrait une libération de la parole.»

Un petit miracle

C'est finalement en Tunisie, comme si son destin était intimement lié à ses origines, qu'Erige Sehiri entamera véritablement sa carrière – en autodidacte – de cinéaste. Lorsque éclate en

décembre 2010 ce qu'on appellera la Révolution du jasmin, elle décide de tenter sa chance comme journaliste à Tunis, où elle passe dorénavant la majeure partie de son temps alors qu'elle n'avait pas prévu de s'y installer. «J'y ai cofondé un média, une maison de production, avant de prendre part à des projets d'éducation aux médias, résume-t-elle. Lorsqu'on revient dans son pays d'origine, même si on n'y a jamais vécu, le fait d'avoir voyagé et de parler plusieurs langues amène un regard différent, une autre énergie.»

En 2012, elle se frotte à la réalisation avec le court métrage documentaire *Le Facebook de mon père*, suivi six ans plus tard du long métrage *La Voie normale*, dans lequel elle suit cinq cheminots tunisiens travaillant à la mise en place d'une nouvelle voie ferroviaire. En mai dernier, c'est au Festival de Cannes,

L'appel de la Tunisie

ERIGE SEHIRI

La réalisatrice, qui a grandi en France, dévoile avec «Sous les figes» un premier long métrage de fiction délicat tourné avec trois fois rien

STÉPHANE GOBBO
@stephgobbo

à l'enseigne de la toujours passionnante Quinzaine des réalisateurs, désormais Quinzaine des cinéastes pour plus d'inclusivité, qu'elle dévoilait *Sous les figes*, sa première fiction, qui sort ce mercredi dans les salles romandes. Un film d'une délicatesse infinie qu'on pourrait presque qualifier de petit miracle tant sa fragilité aurait pu lui être fatale.

«Au milieu des figuiers, pendant la récolte estivale, des jeunes femmes et hommes cultivent de nouveaux sentiments, se courtisent, tentent de se comprendre, nouent ou fuient des relations plus profondes...» Voici pour le résumé officiel. Plutôt que de parler d'histoire, parlons en effet de sentiments: *Sous les figes* suit ses multiples personnages sur une journée, et au détour de conversations anodines se dessine non pas une histoire, mais une sorte de cartographie amoureuse et sociale, avec de petites

histoires de flirt et, en filigrane, une plongée dans la société tunisienne, avec ses écarts entre les générations, ses divisions entre les genres et ses petits désaccords entre jeunes filles.

Casting non professionnel

«Nous avons effectué un casting sauvage afin de trouver des personnalités différentes, avec même des femmes travaillant vraiment dans l'agriculture, raconte Erige Sehiri. J'avais un scénario, mais nous l'avons réadapté suite au casting et aux répétitions afin que les actrices, et acteurs, qui n'avaient jamais joué ni même suivi des cours de théâtre, participent d'une certaine manière à l'élaboration du film.» D'où la fraîcheur et la justesse qui s'en dégagent. La Franco-Tunisienne aime le cinéma organique, apprécie le potentiel qu'offre l'improvisation, et cite l'essai de Robert Bresson *Notes sur le cinématographe* (1975) comme une influence déterminante.

Intimement persuadée qu'elle devait faire ce film, elle a démarré les répétitions sans avoir de budget et sans avoir bénéficié des traditionnelles aides au développement ou à l'écriture. Grâce aux premières images tournées, elle finira par convaincre plusieurs coproducteurs, dont la société genevoise Akka Films, puis la RTS. Ce n'est qu'après le tournage que les Ateliers de l'Atlas, une émanation du Festival de Marrakech, puis le programme Final Cut de la Mostra de Venise, lui permettront d'achever ce film tourné sur deux étés «au plus près des acteurs, car à part eux, il n'y a que des arbres!» A Cannes, où le film était exposé, Erige Sehiri se souvient d'un accueil bienveillant et de critiques tellement belles. Les jeunes actrices du film, qui n'avaient jamais voyagé et ne connaissaient pas le festival, ont vécu des moments rares. «Le cinéma est fait pour cela: vivre des expériences humaines.» ■

TUNIS, 12 NOVEMBRE 2022 / FETHI BELAÏD / AFP

Un jour, une idée

A Méribel, le charme intemporel du Coucou



ÉMILIE VEILLON

A deux heures de Genève, Méribel est la plus ancienne des sept stations du domaine skiable des 3 Vallées, réputé pour être le plus grand du monde avec ses 600 km de pistes. Elle était aussi le lieu de résidence favori de l'architecte de renom Charlotte Perriand qui y avait construit son chalet et contribué à l'aménagement du village avec Peter Lindsey dans les années 1930. Depuis 2019, la vallée s'est enrichie d'un hôtel construit en escalier.

Le Coucou comprend 55 chambres, dont 39 suites, deux chalets privés, trois restaurants, un spa, un super Kids Club et un Teens Lab géré par l'entreprise Petit VIP, un local à ski dernier cri avec équipe dédiée, une piscine intérieure et une extérieure, sauna et hammam. Quand on entre par

l'entrée principale, difficile d'imaginer que le chalet s'étire sur dix étages et sur 12 000 mètres carrés qui descendent le flanc de la montagne. Un sentiment renforcé par les plafonds à caisson en bois relativement bas, qui rappellent l'ambiance d'un chalet traditionnel. Pour comprendre les volumes, il faut atteindre les balcons et admirer le paysage. «Se repérer dans l'hôtel tient au début d'un jeu de cache-cache, confirme Laurent Drouard, directeur adjoint. Cela tient au fait qu'il n'y a pas une partie centrale ou un espace commun monumental, mais de multiples petits espaces emboîtés les uns dans les autres, à l'image des coucous suisses.»

Si l'enveloppe évoque la construction traditionnelle, le décor imaginé par l'architecte parisien Pierre Yovanovitch offre une relecture du répertoire classique alpin à travers un regard contempo-

rain et subtilement décalé: moquette à pois, mobilier néorétro, pieds en forme de pattes d'oiseau ou de bâtons de ski anciens, patères aux allures de chouette stylisée, suspensions de verre givré évoquant des glaçons en train de fondre, assiettes avec motifs humoristiques.

Point fort du lieu: le BeefBar mitonne une cuisine axée sur des plats réconfortants à partager: comme une pizza à la crème de truffe noire et jambon de bœuf de Kobe. Mais aussi des viandes grillées à accompagner de l'une des sept purées de pommes de terre au choix: classique, comté truffe, jus et sel de Guérande, bacon de bœuf de Kobe croustillant, piment jalapeño doux, truffe noire ou caviar. ■

Le Coucou, route du Belvédère 464, Méribel-les-Allues (F), tél. 0033 457 58 37, www.lecoucoumeribel.com